

# Fondations philanthropiques et coopération pour le développement

Tiré-à-part des dossiers du CAD 2003,  
Volume 4, n° 3

# Fondations philanthropiques et coopération pour le développement

Tiré-à-part des dossiers du CAD 2003,  
Volume 4, n° 3

Comité d'Aide au Développement



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

## ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

En vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, et entrée en vigueur le 30 septembre 1961, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays membres, ainsi que les pays non membres, en voie de développement économique ;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales.

Les pays membres originaires de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. Les pays suivants sont ultérieurement devenus membres par adhésion aux dates indiquées ci-après : le Japon (28 avril 1964), la Finlande (28 janvier 1969), l'Australie (7 juin 1971), la Nouvelle-Zélande (29 mai 1973), le Mexique (18 mai 1994), la République tchèque (21 décembre 1995), la Hongrie (7 mai 1996), la Pologne (22 novembre 1996), la Corée (12 décembre 1996) et la République slovaque (14 décembre 2000). La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE (article 13 de la Convention de l'OCDE).

*Pour permettre à l'OCDE de réaliser ses objectifs, un certain nombre de comités spécialisés ont été créés. L'un de ceux-ci est le Comité d'Aide au Développement, dont les membres ont décidé, en commun, de parvenir à un accroissement du volume total des ressources mises à la disposition des pays en développement et d'en améliorer l'efficacité. A cette fin les membres examinent, ensemble et périodiquement, à la fois le volume et la nature de leurs contributions aux programmes d'aide, établis à titre bilatéral et multilatéral, et se consultent sur toutes les autres questions importantes de leur politique d'aide.*

*Les membres du Comité d'Aide au Développement sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse, et la Commission des Communautés européennes.*

*Also available in English under the title:*

PHILANTHROPIC FOUNDATIONS AND DEVELOPMENT CO-OPERATION

© OCDE 2003

Les permissions de reproduction partielle à usage non commercial ou destinée à une formation doivent être adressées au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, France, tél. (33-1) 44 07 47 70, fax (33-1) 46 34 67 19, pour tous les pays à l'exception des États-Unis. Aux États-Unis, l'autorisation doit être obtenue du Copyright Clearance Center, Service Client, (508)750-8400, 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923 USA, or CCC Online : [www.copyright.com](http://www.copyright.com). Toute autre demande d'autorisation de reproduction ou de traduction totale ou partielle de cette publication doit être adressée aux Éditions de l'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France.

## **Fondations philanthropiques et coopération pour le développement**

**Résumé :** Les fondations philanthropiques ont beaucoup apporté au développement, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de la planification familiale et de la lutte contre les maladies infectieuses. Les interventions les plus efficaces sont des investissements à long terme fondés sur une vision d'avenir et de bonnes connaissances scientifiques, correspondant bien aux capacités locales. Les dépenses totales que consacrent les fondations à des activités de développement atteignent aujourd'hui 3 milliards d'USD environ, et sont essentiellement le fait de grandes fondations des États-Unis. Leurs activités s'inscrivent de plus en plus souvent dans le cadre de partenariats public/privé qui s'intéressent aussi bien aux productions végétales qu'à la recherche médicale ou à l'amélioration des infrastructures, en particulier pour l'approvisionnement en eau. Les fondations sont aussi à l'origine de stratégies novatrices pour le renforcement de la démocratie dans les pays en développement. L'amélioration des échanges d'information avec les organismes publics d'aide et la mise en place d'incitations fiscales visant à les encourager à poursuivre leurs activités peuvent contribuer à optimiser leur contribution au développement à l'avenir.

**Remerciements :** Cette étude a été réalisée par Simon Scott, de la Division des statistiques et du suivi, Direction de la coopération pour le développement, avec l'aide de plusieurs consultants, Carol Adelman, Ronen Sebag et Carlos Asenjo Ruiz. Les auteurs souhaitent remercier les personnes interviewées au cours de cette étude, ainsi que les nombreux membres du personnel des fondations, des administrations publiques et de l'OCDE qui ont contribué à son élaboration. Les observations ou questions éventuelles pourront être adressés à [dac.contact@oecd.org](mailto:dac.contact@oecd.org).



## AVANT-PROPOS

Depuis quelques années, certains pays de l'OCDE accordent une attention croissante à l'apport des acteurs privés à la coopération pour le développement.

Pour faire avancer la réflexion, le gouvernement de l'Espagne a versé une contribution spéciale à la Direction de la coopération pour le développement afin de financer une étude sur le rôle des fondations philanthropiques dans les efforts de développement. Ce travail a été effectué par M. Simon Scott, administrateur principal de la DCD, avec l'aide de consultants d'Espagne et des États-Unis.

Cette étude est destinée à :

- Informer les organismes d'aide bilatérale des origines et de la nature des fondations philanthropiques ayant des activités de développement.
- Décrire les principales activités récentes de ces fondations dans le domaine du développement, en particulier celles qui font intervenir des partenariats public/privé.
- Proposer des moyens d'améliorer la communication entre les fondations et les organismes publics d'aide de façon à améliorer les résultats du développement.

Elle comporte une analyse des activités actuelles et passées des fondations, en particulier sur le plan des politiques, et quatre annexes, rédigées par des consultants, qui fournissent des informations et des données détaillées sur les projets en cours.

Comme les documents sur ce sujet sont relativement rares, nous avons décidé de faire paraître cette étude à la fois dans la série des Dossiers du CAD et sous forme de publication séparée.

Au-delà du public des organismes d'aide à laquelle elle s'adresse, j'espère que cette étude intéressera à la fois les spécialistes et tous les lecteurs attentifs aux questions de développement. Je remercie le gouvernement espagnol d'avoir permis sa réalisation.



Michael Roeskau  
Directeur  
Direction de la coopération pour le développement  
OCDE



## TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	83
VUE D'ENSEMBLE.....	9
CHAPITRE 1 LE MONDE DES FONDATIONS .....	11
Pourquoi examiner la contribution des fondations aux activités de développement?.....	11
La dynamique philanthropique .....	12
Les différentes formes de philanthropie au fil de l'histoire .....	15
Différents types de fondations .....	17
Cycles de la vie d'une fondation.....	18
CHAPITRE 2 CONTRIBUTIONS MAJEURES DES FONDATIONS AU DEVELOPPEMENT .....	21
La révolution verte.....	21
Activités d'ordre démographique .....	25
Lutte contre les maladies infectieuses.....	29
CHAPITRE 3 PORTEE DES ACTIVITES ACTUELLES DES FONDATIONS EN MATIERE DE COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT.....	33
Importance des travaux des fondations en faveur du développement.....	33
Principaux domaines d'activité.....	34
Comment s'explique la prédominance des fondations américaines .....	35
Les fondations en Europe.....	36
Les fondations aux Japon.....	40
Les fondations d'autres pays asiatiques.....	41
CHAPITRE 4 LES INNOVATIONS DES FONDATIONS DANS LE DOMAINE DU DEVELOPPEMENT .....	43
Innovations sur le plan du financement et de l'organisation .....	43
Nouveaux domaines d'intervention .....	48
CHAPITRE 5 CONCLUSION.....	53
ANNEXE A LES SUBVENTIONS INTERNATIONALES DES FONDATIONS AMÉRICAINES .....	57
Montant des dons internationaux des fondations américaines.....	57
Décomposition régionale .....	57
Décomposition sectorielle.....	59
Les principales fondations américaines octroyant des dons internationaux .....	59



ANNEXE B LES SUBVENTIONS INTERNATIONALES DES FONDATIONS EUROPÉENNES .....	65
Introduction.....	65
Données financières relatives aux fondations européennes.....	65
Nombre et types de fondations européennes.....	66
Répartition sectorielle des dons .....	68
Dons internationaux des fondations européennes aux pays en développement.....	68
ANNEXE C LES SUBVENTIONS INTERNATIONALES DES FONDATIONS ASIATIQUES .....	73
Introduction et remarques d'ordre général.....	73
Analyse par pays de la philanthropie en Asie .....	74
Australie.....	75
Bangladesh.....	75
Chine.....	76
Hongkong.....	76
Inde .....	76
Indonésie.....	77
Japon .....	77
Corée.....	78
Malaisie.....	79
Philippines .....	79
Taïwan .....	80
Thaïlande .....	80
Vietnam.....	80
Descriptif des principales fondations asiatiques octroyant des subventions internationales ...	80
ANNEXE D LE RÔLE DES FONDATIONS DANS LA COOPÉRATION ESPAGNOLE ....	85

## **Encadrés**

Encadré 1. Quelques ouvrages importants consacrés aux fondations américaines.....	13
Encadré 2. La Fondation Aga Khan.....	16
Encadré 3. Warren Weaver, “philanthrope” (1894-1978) .....	22
Encadré 4. La biotechnologie peut-elle contribuer à nourrir les pauvres?.....	26
Encadré 5. Les fondations et l'indépendance scientifique : l'exemple de Richard S. Lindzen	36
Encadré 6. Les fondations françaises <i>et La Fondation de France</i> .....	38
Encadré 7. Rôle des fondations et du secteur privé dans la coopération espagnole pour le développement .....	39
Encadré 8. La propreté de l'eau en Afrique occidentale.....	47
Encadré 9. Comment devenir philanthrope.....	51

## **VUE D'ENSEMBLE**

Cette étude est destinée essentiellement à informer le personnel des organismes d'aide, en particulier les agents responsables des politiques, de la contribution apportée par les fondations privées au développement et des possibilités qui s'offrent pour l'avenir.

Le chapitre 1 dresse l'histoire de la philanthropie et décrit les principaux types de fondations et leur cycle de vie habituel. Au départ, les fondations ont souvent un caractère local et correspondent aux préoccupations personnelles du fondateur. En mûrissant, elles élargissent leurs activités, sur le plan géographique comme sur le plan thématique, et leur fonctionnement devient plus administratif.

Le chapitre 2 présente les principales contributions des fondations dans les domaines des plantes cultivées, des activités en faveur des populations et de la lutte contre les maladies infectieuses. Les fondations ont joué un rôle essentiel dans la « révolution verte » qui a fait monter les rendements céréaliers dans l'ensemble des pays en développement. Les biotechnologies permettent de développer de nouvelles souches de riz et d'autres plantes plus fiables et plus résistantes aux maladies, mais des controverses subsistent sur leurs éventuels effets nocifs. Plusieurs fondations poursuivent leurs activités dans le cadre de programmes de santé génésique, dont les effets sur le ralentissement de la croissance démographique se feront sentir de plus en plus nettement dans les décennies à venir. Les fondations peuvent aussi s'enorgueillir d'avoir contribué à la mise au point de nombreux traitements préventifs et curatifs de maladies de grande importance dans les pays en développement.

Le chapitre 3 décrit les travaux récents des fondations dans le domaine du développement. D'après les estimations effectuées, assorties de plusieurs mises en garde majeures, ces travaux représentent un montant de 3 milliards d'USD environ par an (voir p. 33), dont la plus grande partie figure déjà dans les statistiques du CAD. Certaines fondations poursuivent d'importants travaux de recherche sur les cultures et les maladies, d'autres ont mis au point de nouveaux programmes de grande envergure pour promouvoir la démocratie, la paix et la protection de l'environnement. Les fondations des États-Unis occupent toujours la place principale, mais les gouvernements européens manifestent un regain d'intérêt pour la promotion des activités des fondations. Les fondations européennes et surtout japonaises sont plus souvent rattachées à des entreprises qu'à des personnes. Dans le domaine du développement, elles se consacrent avant tout à des activités sociales et culturelles que ne couvrent pas directement les programmes publics d'aide.

Le chapitre 4 porte sur les innovations des fondations susceptibles d'intéresser les organismes d'aide. L'une d'elles est le développement de partenariats public/privé qui doivent permettre de surmonter les obstacles à la commercialisation de produits et de techniques nouveaux pouvant contribuer au développement. Ces partenariats offrent des possibilités d'avancées décisives dans la lutte contre les maladies tropicales et l'amélioration des récoltes, mais certains gouvernements hésitent à soutenir des activités qui pourraient conduire certains à réaliser des profits privés ou à s'approprier des technologies vitales. D'autres partenariats qui ne font pas intervenir de problèmes de propriété privée des résultats de travaux de recherche contribuent à l'amélioration des infrastructures de développement, par exemple de l'approvisionnement en eau. Les fondations continuent aussi d'imaginer des démarches novatrices pour le renforcement de la démocratie dans les pays en développement et la promotion de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication en faveur du développement.

*Fondations philanthropiques et coopération pour le développement*

Le chapitre 5 comporte des propositions visant à optimiser la valeur des contributions apportées par les fondations au développement, en s'engageant durablement et à long terme à favoriser l'appropriation de l'utilisation de la science et de la technologie, à encourager les activités des fondations par des incitations fiscales et à améliorer les échanges d'informations avec les organismes publics d'aide.

## CHAPITRE 1

### LE MONDE DES FONDATIONS

#### **Pourquoi examiner la contribution des fondations aux activités de développement?**

Le développement est un processus à caractère social. Améliorer la situation économique et le bien-être général des populations dans les pays en développement constitue une tâche complexe, impliquant de nombreux acteurs. Le CAD a toujours souligné la nécessité d'un travail en partenariat, qui doit lui-même se fonder sur la compréhension mutuelle, pour atteindre les objectifs en matière de développement.

La présente étude vise en premier lieu à informer les membres du CAD sur les activités et les capacités des fondations privées dans le domaine du développement. Elle découle principalement de la décision, prise par plusieurs pays membres, d'élargir la coopération avec les fondations privées et d'autres acteurs non gouvernementaux à l'appui des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Les fondations privées et les organismes officiels d'aide au développement s'attachent à améliorer les conditions de vie de populations en difficulté, ainsi qu'à élargir les opportunités en la matière. Confrontés à des défis similaires en ce qui concerne la sélection et la supervision des projets, ils doivent également concilier la réalisation d'objectifs immédiats et la nécessité d'un développement des capacités sur le long terme.

Toutefois, le fait que les fondations privées n'aient généralement pas besoin du financement des organismes publics - qu'elles ne sollicitent d'ailleurs pas - limite les contacts avec ces organismes, notamment à l'échelon central, où se définissent les politiques. Si les conseils d'administration des fondations sont le plus souvent bien informés de la politique officielle de coopération dans le domaine du développement, et si les membres des organismes officiels et des fondations présents sur le terrain se connaissent généralement bien, les décideurs des organismes d'aide officiels ont parfois le sentiment qu'ils gagneraient à être tenus mieux informés des objectifs et des activités des fondations privées en matière de développement.

Il y a par ailleurs tout lieu de penser que les organismes officiels pourraient tirer certains enseignements de contacts avec les fondations privées. La philanthropie privée a permis de financer des activités novatrices dans de nombreux secteurs liés au développement. Indépendantes des gouvernements, les fondations sont également plus libres de prendre des risques, de s'intéresser à des programmes dont les bénéfices ne seront perceptibles qu'à long terme et d'expérimenter des structures organisationnelles très décentralisées. Les résultats de leurs expériences pourraient suggérer des innovations intéressantes pour les organismes officiels, et fournir des mises en garde utiles à propos de conséquences jusqu'alors imprévues.

A certains égards, les organismes officiels doivent aux fondations privées le respect dû aux aînés. Dans le domaine du développement, en effet, les activités privées - c'est-à-dire la philanthropie privée en général - ont devancé les programmes officiels. Le contexte dans lequel la coopération officielle

fonctionne actuellement a été à la fois préparé et défini, dans une certaine mesure, par les idées et les expériences des fondations privées et par les programmes qu'elles ont financés.

### **La dynamique philanthropique**

Les origines de la philanthropie sont très anciennes. Un des ouvrages de référence sur cette question prétend même que l'on peut déceler des comportements altruistes chez les animaux.<sup>1</sup> En restant plus conventionnel, on peut affirmer que l'altruisme trouve ses racines dans les liens familiaux et de parenté, avec l'obligation de protéger les siens et d'offrir l'hospitalité aux étrangers. Ces comportements s'inscrivent dans le prolongement de certains réflexes fondamentaux, comme l'instinct de conservation et la protection par tout un chacun de sa progéniture ; il n'est donc guère surprenant que les habitudes altruistes constituent un aspect quasi-universel des sociétés humaines.

La fierté est un autre moteur puissant de la philanthropie. Chacun souhaite connaître le succès et avoir la considération de ses pairs. Les personnes fortunées ont les moyens de créer des institutions qui deviendront par la suite autant de « monuments » commémoratifs de leur générosité et de leur volonté de contribuer au bien-être de l'humanité.

Ces facteurs instinctifs ou émotionnels n'apportent qu'une explication générale et plutôt hypothétique de l'action philanthropique. Le devoir religieux constitue un motif plus clair et plus direct, dont on considère généralement qu'il repose à la fois sur le désintéressement et l'égoïsme puisqu'il associe la notion de sacrifice personnel et la perspective d'une récompense ultérieure.

Toutes les grandes religions du monde exhortent leurs fidèles à faire des dons aux œuvres caritatives, à lutter contre la souffrance et la pauvreté, à ouvrir leur porte à l'étranger. Le judaïsme prévoit la pratique de la dîme, qui consiste à consacrer un dixième de ses revenus aux dons caritatifs.<sup>2</sup> L'un des cinq piliers de l'Islam impose aux Musulmans de donner 2,5 % de leur revenu annuel et de leur fortune aux œuvres de bienfaisance (voir encadré 2)<sup>3</sup> ; par ailleurs, les premiers grands hôpitaux ont été fondés par les chefs musulmans qui, au Moyen-Age, dirigeaient Bagdad, Le Caire et Damas. Les textes sacrés de l'hindouisme et du jaïnisme prônent la charité, et les Bouddhistes de Mahayana sont exhortés à suivre l'exemple du Bodhisattva, qui « laisse le meilleur de sa nourriture aux affamés, ... protège ceux qui ont peur, ... soulage les maux de ceux qui souffrent, ... [et] partage ses richesses avec les pauvres. »<sup>4</sup>

---

1 . A l'appui de cette théorie plutôt fantaisiste, Weaver (op. cit., Encadré 1, p. 4) souligne que l'on trouve dans les communautés d'abeilles, de guêpes et de fourmis « des groupes qui accomplissent des tâches spécialisées pour le bien collectif, souvent en se sacrifiant eux-mêmes. Par exemple, les insectes ayant un rôle de serviteurs chargés de fonctions précises au sein de la communauté sont en général asexués. ».

2 . Genèse 28:22; Deutéronome 14:28-29 et 26:12f.

3 . Cet impôt, ou zakat, ne s'applique qu'à partir d'un certain niveau de revenu, appelé nisab, exprimé autrefois en unités de métaux précieux et correspondant aujourd'hui approximativement à \$ 1000 par an. Les biens essentiels, comme le logement et le mobilier, ne sont pas pris en compte. On peut calculer le zakat en consultant le site [www.zakat.com.my/english/index.shtml](http://www.zakat.com.my/english/index.shtml). Le zakat peut servir à financer les prestations sociales, l'éducation, l'allègement de la dette, l'aide aux réfugiés, le soutien religieux et militaire, ainsi que les coûts administratifs connexes. Les bénéficiaires doivent être musulmans. Bien que codifiée par le Coran et d'autres textes de l'Islam, les origines de cette coutume sont beaucoup plus anciennes et sont à chercher au Proche-Orient (cf. note précédente).

4 . Commandements religieux en matière de charité et d'hospitalité : [www.unification.net/ws/theme141.htm](http://www.unification.net/ws/theme141.htm).

### **Encadré 1. Quelques ouvrages importants consacrés aux fondations américaines**

**U.S. Philanthropic Foundations – Their History, Structure, Management and Record** (Les fondations philanthropiques aux Etats-Unis – Histoire, structure, gestion et palmarès), par Warren Weaver (New York, Evanston et Londres, 1967).

Dense sans jamais devenir indigeste, ce livre est probablement le meilleur qui ait jamais été écrit sur le sujet. La première partie retrace l'histoire de la philanthropie depuis ses origines, dans l'antiquité, jusqu'aux structures motivationnelles, institutionnelles et juridiques du monde moderne, en passant par les fondations religieuses qui ont régné sans partage pendant des milliers d'années. La seconde partie présente dix-huit évaluations, émanant de différents spécialistes, sur les travaux accomplis par des fondations dans les domaines scientifique, social et culturel, ainsi qu'une introduction et une conclusion rédigées par Weaver lui-même. Cet ouvrage est aujourd'hui dépassé, mais la capacité de jugement de l'auteur, ainsi que les nombreuses informations qu'il apporte sur le fonctionnement des fondations, lui confèrent une qualité qui n'a jamais été égalée. Voir le portrait de W. Weaver, encadré 3.

**The Big Foundations** (Les grandes fondations), par Waldemar A. Nielsen (New York et Londres, 1972)

Cette analyse détaillée de 33 grandes fondations fut elle-même financée par une fondation, dont le directeur avait alors affirmé avec insistance que « M. Nielsen a pu mener à bien son travail dans la plus totale indépendance ». W. Nielsen juge les fondations secrètes, conventionnelles et « dépourvues de réelles motivations, internes ou externes ». Il cite par ailleurs plusieurs cas donnant à penser que, selon lui, les intérêts des donateurs l'emportent sur ceux de la philanthropie. L'avis formulé dans le livre, selon lequel les problèmes sociaux devaient être mieux pris en compte, a été largement suivi ; toutefois, ses critiques mordantes et intransigeantes ont rendu de nombreuses fondations durablement méfiantes à l'égard de toute analyse extérieure. Nielsen a par la suite actualisé son propos, notamment dans *The Golden Donors* (New York, 1985 et 1989).

**The Influence of the Carnegie, Ford, Rockefeller Foundations on American Foreign Policy** (L'influence des Fondations Carnegie, Ford et Rockefeller sur la politique étrangère des Etats-Unis), par Edward H. Berman (Albany, 1983).

Inspirée, en partie, par le scepticisme de Nielsen, cette étude de portée plus idéologique affirme que les fondations ont influencé la politique étrangère des Etats-Unis de manière à favoriser les grandes entreprises. Bien qu'un peu verbeux, l'ouvrage fournit des informations utiles sur les liens entre les sommités qui dirigent les fondations et les hauts responsables gouvernementaux. Berman se montre ouvertement hostile à cette « élite » et, contrairement à Nielsen, n'envisage même pas que certaines de ces personnalités au moins aient pu parvenir à la position qu'elles occupent grâce à leur engagement moral ou à leurs qualités intellectuelles.

**Philanthropic Foundations: New Scholarship, New Possibilities** (Les fondations philanthropiques : nouvelles connaissances, nouvelles possibilités), mis en forme par Ellen Condliffe Lagemann (Bloomington, 1999)

Cette collection traite des tendances générales, de fondations particulières et de philanthropes de premier plan. Elle montre comment la législation a rendu les fondations plus professionnelles et plus responsables, mais aussi plus prudentes et bureaucratiques. Si la qualité de certains essais pâtit d'un jargon académique ou sociologique, cet ouvrage constitue néanmoins un bon point de départ pour l'étude de documents plus récents consacrés à des aspects spécifiques.

**The Burden of Bad Ideas** (Le poids des idées fausses), par Heather MacDonald (Chicago, 2000)

En contrepoint à Nielsen et Berman, cette journaliste conservatrice estime que les fondations ont trahi leurs origines « libérales » et affaibli la force morale de la société en favorisant l'activisme de minorités ainsi qu'une « victimisation » propre à semer la division. Ce réquisitoire parfaitement peaufiné, émaillé de nombreuses anecdotes amusantes ou inquiétantes, propose cependant assez peu de solutions constructives.

Nos sociétés laïques ont tendance à mettre de côté la religion, et à faire abstraction du pouvoir qui est le sien de modérer institutions et comportements. Une telle attitude serait désinvolte dans le cas présent, la religion étant la « mère de la philanthropie ... en termes de concepts et de procédures »<sup>5</sup>. De fait, il est manifeste que ce sont des préceptes bibliques qui sous-tendent les initiatives philanthropiques privées dans les pays occidentaux. Bien que cela puisse apparaître comme une différence par rapport aux organismes d'aide officiels, il importe de rappeler que la religion organisée, et en particulier la chrétienté, a toujours eu une influence majeure sur les politiques et les programmes officiels en matière d'aide aux nécessiteux, tant par les préceptes énoncés que par l'exemple :

- Les objectifs actuels en matière d'apport d'aide et de ressources ont été définis à l'origine par le Conseil œcuménique des Eglises (COE), qui a demandé en 1958 aux pays industrialisés de consacrer 1 % de leurs revenus aux pays en développement.
- Les objections d'ordre religieux à l'avortement (émanant notamment des Catholiques et des Musulmans) ont influé sur les politiques démographiques des organismes nationaux et internationaux.
- Les missionnaires chrétiens sont toujours actifs dans certaines parties du monde figurant parmi les moins développées et les plus dangereuses. Leurs efforts pour améliorer le bien-être matériel des populations servent de modèle et d'inspiration aux programmes de bénévolat parrainés par les pouvoirs publics.
- La campagne Jubilee 2000 pour l'annulation de la dette du Tiers Monde a été lancée suite à une initiative chrétienne, fondée sur la tradition juive qui consiste à annuler les dettes tous les cinquante ans (jubilé).
- Lorsque le COE a critiqué le document « Un monde meilleur pour tous », fruit de la coopération entre plusieurs institutions de développement, en lui reprochant de présenter le point de vue des pays riches industrialisés et des institutions financières internationales plutôt que celui des pauvres, le Secrétaire général des Nations Unies, M. K. Annan, a défendu ses objectifs de développement tout en adaptant sa position de manière à prendre en compte les préoccupations du COE concernant la dette et les stratégies d'aide.<sup>6</sup>

Un autre facteur favorise la philanthropie, plus terre-à-terre celui-là : la recherche de l'intérêt personnel, qui peut prendre des formes diverses. Les dons caritatifs sont généralement exonérés d'impôts, y compris ceux que chacun peut faire à sa propre œuvre de bienfaisance. Certains ont affirmé que Henry Ford avait créé la fondation qui porte son nom avec les biens de sa société, afin de soustraire sa fortune à l'impôt.<sup>7</sup> Les ennemis des fondations leur reprochent également de trop

---

5 . H. A. Moe, "Notes on the Origin of Philanthropy in Christendom", *Proceedings of the American Philosophical Society* 105:2 (avril 1961), p. 141, cité dans Weaver, *op. cit.*, p. 19.

6 . Voir [www.wcc-coe.org/wcc/news/press/00/22pu.html](http://www.wcc-coe.org/wcc/news/press/00/22pu.html) et [www.socialwatch.org/2000/eng/updates/geneva/launched\\_kofiannanreply.htm](http://www.socialwatch.org/2000/eng/updates/geneva/launched_kofiannanreply.htm).

7 . « Henry Ford et son fils Edsel ont créé la fondation en 1936, non pas pour donner corps à une grande vision philanthropique, mais plutôt pour soustraire les biens de leur société à l'impôt et maintenir le contrôle de la famille sur l'entreprise. » [Heather Macdonald (*cf.* Encadré 1) sur [www.city-journal.org/html/6\\_4\\_a1.html](http://www.city-journal.org/html/6_4_a1.html)]; cette version est largement confirmée par différents textes.] Selon le site Internet de la Fondation Ford ([www.fordfound.org](http://www.fordfound.org)), « Afin de diversifier son patrimoine, entre 1956 et 1974, la Fondation a cédé -- en les vendant ou par d'autres moyens --- les actions de la société Ford Motor et a investi les montants correspondants dans d'autres valeurs. Elle ne détient donc plus

ménager les intérêts financiers de leurs fondateurs et de leurs héritiers.<sup>8</sup> Quel que soit le bien-fondé de ces accusations - que les fondations se sont employées à réfuter - la marge est étroite entre les incitations fiscales à la philanthropie et les possibilités d'évasion fiscale et les conflits d'intérêts.

### **Les différentes formes de philanthropie au fil de l'histoire**

On distingue généralement deux grandes formes de philanthropie. L'une aurait essentiellement des origines religieuses et viserait en premier lieu à atténuer les souffrances des pauvres. Fréquemment assimilée à la notion de charité, elle s'inscrit en permanence dans l'histoire, depuis les premiers textes éthiques jusqu'aux œuvres caritatives que nous connaissons aujourd'hui, en passant par l'assistance qu'ont pu apporter les Eglises au fil des siècles.

La seconde pourrait correspondre à la bienfaisance. Elle a ses racines dans les modèles grec et romain de soutien aux arts et à l'éducation, qui offraient au grand public locaux et opportunités. Quelques exemples : l'Académie de Platon, le don de parcs et de lieux de divertissement publics fait par Cimon à la ville d'Athènes, et le soutien légendaire de Mécène aux poètes dans les premiers temps de l'Empire romain.

La philanthropie à l'égard des pays en développement est un phénomène relativement récent, mais comprend globalement les deux dimensions traditionnelles susmentionnées. La définition de l'assistance officielle au développement couvre à la fois le bien-être des personnes et le développement économique ; en dépit de chevauchements importants, l'un ou l'autre de ces volets prédomine toujours quel que soit le programme considéré. L'aide privée aux pays en développement comprend également les deux aspects, qui relèvent cependant, le plus souvent, d'organismes différents. Les ONG, qui fonctionnent grâce à un financement permanent, se concentrent généralement sur les activités liées à l'amélioration du bien-être et à l'allègement des souffrances des populations. Les fondations, qui disposent d'un patrimoine permanent, ont le plus souvent des objectifs de développement à long terme ou s'emploient à éliminer les causes profondes du dénuement. Ces observations n'ayant cependant qu'une portée très générale, il va de soi que les exceptions sont nombreuses.

La préférence marquée des fondations pour une action visant à accroître les opportunités plutôt qu'à se contenter de soulager la détresse sur le court terme remonte, au moins, au premier grand philanthrope moderne, Andrew Carnegie. Cet homme d'affaires américano-écossais, autodidacte, s'est retiré de la vie active à 65 ans pour se consacrer à l'action philanthropique, et l'impact de ses écrits sur le sujet, à commencer par *The Gospel of Wealth*, en 1889, est encore perceptible aujourd'hui. Carnegie avait pour objectif d'« installer des échelles afin de favoriser l'ascension de tous ceux qui le désirent » ; il avait dressé la liste des améliorations souhaitables à l'échelle communautaire, classées par ordre de priorité décroissant :

---

d'actions de la société et il n'existe aucun lien d'affiliation entre les deux organisations, à l'exception des liens créés par leur histoire commune. »

- 8 . Selon Nielsen (op. cit., Encadré 1, p. 319), « différents éléments troublants semblent indiquer – sans toutefois constituer des preuves décisives -- que [les administrateurs] ont failli à leurs obligations fondamentales. C'est ainsi, par exemple, que de nombreuses fondations liées à l'industrie automobile se montrent réticentes à financer des travaux de recherche et des expérimentations sur la sécurité des véhicules ... De même, s'agissant de la politique d'investissement, les administrateurs acceptent fréquemment de lier la majeure partie, voire la totalité des investissements de leurs fondations à une société connexe lorsque le donneur, la famille du donneur ou les responsables de la société le leur demandent. »



## *Fondations philanthropiques et coopération pour le développement*

- Si les fonds étaient suffisants : création d'une université.
- Bibliothèque publique accessible gratuitement.
- Hôpitaux, instituts d'études médicales et laboratoires.
- Parcs.
- Salles de réunion et de concert.
- Piscines .
- Églises.<sup>9</sup>

### **Encadré 2. La Fondation Aga Khan**

C'est en 1967 que Son Altesse l'Aga Khan, chef de la communauté musulmane ismaïlienne, crée la fondation qui porte son nom. Ses domaines d'action principaux sont la santé, l'éducation, le développement rural et l'apport d'un soutien aux ONG ; elle veille en outre à la mise en place des capacités institutionnelles et administratives nécessaires pour permettre une autonomie progressive des activités. Elle est présente essentiellement -- mais pas exclusivement -- dans les pays en développement d'Afrique orientale et australe, et d'Asie centrale et méridionale. La fondation reçoit l'aide de bénévoles de la communauté ismaïlienne, ainsi que des contributions de sources extérieures.

Lors d'une conférence organisée au Pakistan en 2000, l'Aga Khan a déclaré <sup>10</sup>:

*« La philanthropie et le don caritatif occupent une place centrale dans les enseignements du Coran, dans les écrits des penseurs musulmans, ainsi que dans l'histoire des Musulmans, dans toutes les régions et toutes les cultures du monde islamique ... Très tôt, les donateurs musulmans fortunés ont conçu un système spécial -- les dotations (Awqaf) -- afin que les activités caritatives puissent acquérir une certaine autonomie. Le financement du développement social par des organismes philanthropiques (qu'il ne faut pas confondre avec les œuvres de bienfaisance) est un phénomène un peu plus récent. Il a d'abord pris la forme d'un soutien financier aux écoles et aux hôpitaux, le plus souvent au moyen de donations. Le financement d'institutions impliquées dans le développement des ressources humaines est apparu plus tard, certes, mais il commence à se développer rapidement ...*

*La notion d'autonomie, aux plans national et local, revêt aujourd'hui une importance plus grande qu'au cours des cinquante dernières années, ce qui marque un net changement d'orientation par rapport à la philosophie du développement du 20e siècle, selon laquelle les organismes d'Etat et les organisations internationales étaient considérés comme des « nounous » auxquelles le citoyen pouvait tout demander. Cette évolution représente en outre un coup de frein aux relations « spéciales » qui existaient entre certains pays du monde industrialisé ou en développement, et qui se caractérisaient par un rapport de dépendance ou un lien protecteur-satellite. [... Le grand public a besoin de] comprendre et [d'] évaluer les exigences et les conséquences du transfert des responsabilités, en matière de services sociaux, du gouvernement aux organisations privées et communautaires.*

*Rêvons un peu à ce que seront les bénéficiaires d'un mouvement philanthropique vigoureux et mature dans dix ou quinze ans. Les grandes universités d'Etat pourraient se voir attribuer des **chaires dotées**, qui ne seraient plus l'apanage d'un petit nombre d'institutions privées. Des fonds destinés à la **recherche médicale** sur les problèmes de santé et les besoins en la matière [au plan régional] ... auxquels le système de recherche international ne permet jamais de répondre complètement pourraient, par le jeu de la concurrence, être mis à la disposition de chercheurs d'universités publiques et privées, ainsi que du secteur commercial. Le **maintien de l'intégrité culturelle** est désormais un aspect fondamental dans de nombreuses régions du monde non occidental. Comment ces cultures peuvent-elles survivre face à la mondialisation des communications et aux moyens colossaux des géants des médias occidentaux ? Des organismes culturels pourraient être financés en vue de mettre au point des projets ... destinés à des publics nationaux et internationaux. »*

9 . Weaver, op. cit., pages 26-31. Le passage cité est extrait de *The Gospel of Wealth*, p. 16.

10 . Texte complet sur [www.akdn.org/agency/philanthropy/ingphilHHADD.htm](http://www.akdn.org/agency/philanthropy/ingphilHHADD.htm).

La liste de Carnegie énumérait en fait les œuvres de bienfaisance classiques. Bien que les activités des fondations soient très éloignées de ce schéma, notamment depuis quelques dizaines d'années, il en reste quelques traces. Il n'est pas jusqu'à certaines des expérimentations sociales les plus radicales entreprises aujourd'hui qui n'insistent, à l'instar de Carnegie, sur la nécessité d'aider les gens à s'aider eux-mêmes, au lieu d'accepter qu'ils se conduisent comme des bénéficiaires passifs.

### **Différents types de fondations**

Il n'est pas facile de faire la distinction entre les fondations et les autres organisations non gouvernementales sans but lucratif. Un grand nombre d'organismes considérés comme des fondations ont en réalité une dénomination autre (il peut s'agir par exemple de fonds). D'autres se désignent eux-mêmes comme des fondations, alors que ce sont en réalité des groupes de pression, des laboratoires de recherche ou des organismes de collecte de fonds.

Le doyen des études consacrées aux fondations, F. Emerson Andrews, a proposé une série de critères à satisfaire pour qu'un organisme soit considéré comme une fondation, à savoir :

- Être non-gouvernemental.
- Avoir un but non lucrative.
- Disposer en propre d'un fonds principal.
- Être géré par ses propres administrateurs et responsables.
- Promouvoir des activités sociales, éducatives, caritatives, religieuses ou autres, permettant d'améliorer le bien-être collectif.<sup>11</sup>

La présente étude s'appuiera sur les critères définis par Andrews, à une exception près, mentionnée dans le paragraphe suivant. Dans le cadre de ces critères, Andrews recense cinq catégories de fondations, à savoir : les fondations d'intérêt général, axées sur un objectif particulier, privées ou familiales, industrielles, communautaires. Ces catégories ne nous intéressent guère, puisque notre propos porte simplement sur les fondations qui oeuvrent dans les pays en développement ou en faveur de ces pays. Dans la pratique, il s'agit pour la plupart de fondations d'intérêt général ou familiales. Elles sont également importantes par leurs dimensions, les fondations plus modestes axant plutôt leurs activités sur une région donnée ou sur des problèmes locaux.

Les catégories définies par Andrews s'appliquent aux fondations que l'on qualifie aujourd'hui de « privées ». La notion de « fondation privée » suppose qu'il existe des fondations d'un autre type, dites « publiques ». Celles-ci, pourtant, n'appartiennent pas au secteur public : elles se distinguent des fondations privées par le fait qu'elles ne disposent d'aucune dotation privée importante, mais collectent progressivement des fonds auprès de différentes sources, y compris des fondations privées, des particuliers et des organismes officiels, ou grâce à la rémunération de services rendus.<sup>12</sup>

Les fondations privées et publiques dont les activités bénéficient aux pays en développement présentent une plus grande hétérogénéité que - par exemple - les organismes d'aide bilatéraux :

---

11 . Adapté de Weaver, *op. cit.*, p. 39.

12 . Voir "Foundation Fundamentals", compile par M. Morth et P. J. Johnson, 6<sup>e</sup> édition, Washington, 1999; version abrégée disponible sur [fdncenter.org/learn/bookshelf/ff/text.html](http://fdncenter.org/learn/bookshelf/ff/text.html).

- La part des activités des fondations liée au développement est très variable, bien qu'elle représente en général nettement moins de la moitié des dépenses totales.
- Le rôle opérationnel des fondations peut aller de la simple attribution de subventions jusqu'au programme décentralisé, pleinement doté en personnel et mis en œuvre dans un pays donné.
- Les attitudes varient également à l'égard de la publicité et de la nécessité de rendre des comptes. Les fondations ne sont pas tenues de rendre des comptes aux parlements, et leurs bienfaiteurs peuvent considérer comme une vertu le respect d'une certaine discrétion quant à leur générosité. A l'inverse, certaines fondations peuvent être très en vue, soit parce qu'elles organisent des campagnes de sensibilisation sur un thème précis, soit parce qu'elles s'efforcent d'obtenir des fonds supplémentaires auprès des gouvernements ou du public pour reconstituer leurs ressources.

### **Cycles de la vie d'une fondation**

Les programmes d'aide gouvernementaux évoluent progressivement en fonction des modifications intervenues dans la situation des bénéficiaires, mais aussi pour tenir compte des nouvelles façons d'aborder les problèmes de développement. Par ailleurs, les changements de gouvernement peuvent aussi se traduire par une modification soudaine des orientations.

Les programmes des fondations obéissent à une dynamique quelque peu différente. Dans la plupart des cas, les conseils d'administrations sont auto-renouvelables, ce qui assure une certaine continuité et permet la mise en œuvre de programmes à long terme. Toutefois, les fondations peuvent également modifier leurs orientations de façon plus subtile, suivant le stade de leur cycle de vie.

Au moment de leur création, les fondations sont conformes aux idées de leurs fondateurs, souvent des autodidactes d'âge moyen ou mûr et, notamment aux Etats-Unis, de tradition protestante. Il n'est donc guère surprenant que des fondations plus récentes insistent particulièrement, à l'instar de celle créée par Carnegie voici plus d'un siècle, sur la nécessité d'aider ceux qui s'aident eux-mêmes.

Lorsque le fondateur disparaît, c'est le conseil d'administration qui prend le relais. Les décisions se font plus collégiales et, le cas échéant, plus prudentes. Le conseil d'administration peut s'employer à élargir ou à modifier le mandat de la fondation pour tenir compte de l'évolution des circonstances ou pour écarter les activités qui correspondaient à des « *dadas* » du fondateur. Ce faisant, il peut invoquer le principe juridique « *cy-près* » pour modifier des éléments de la charte à la fois inapplicables ou peu souhaitables, pour autant que l'objectif initial demeure globalement.<sup>13</sup>

---

13 . Les documents habituels relatifs aux fondations émanent pour la plupart de membres ou d'anciens membres du personnel ou des conseils d'administration, ou de critiques estimant qu'elles auraient pu faire mieux. Ces deux catégories d'auteurs se rejoignent sur la nécessité d'une interprétation la plus large possible de la notion de « *cy-près* ». Plus récemment, toutefois, on a pu constater une sorte de réaction à l'encontre de cette interprétation libérale du rôle des fondations. Les critiques émanant de la droite, en particulier, reprochent aux fondations d'avoir souvent trahi l'individualisme épris de liberté de leurs fondateurs en se lançant dans des projets sociologiques ou en favorisant l'adoption de réglementations. Les Pew Charitable Trusts, créés par des ultra-conservateurs profondément religieux, sont souvent cités comme exemple (voir [www.capitalresearch.org/publications/alternatives/1995/november.htm](http://www.capitalresearch.org/publications/alternatives/1995/november.htm)), et MacDonald (*op. cit.*, Encadré 1) mentionne d'autres exemples, dont la fameuse démission de Henry Ford II, en 1977, du conseil d'administration de la Fondation Ford, au motif que « le soutien des membres du conseil à des

Avec le temps, les conseils d'administration deviennent plus hétérogènes. Les critiques les rendent sensibles à l'opinion publique, ou du moins à l'opinion des intellectuels qui émettent ces critiques. Les avantages fiscaux accordés aux fondations (qui n'existaient pas du temps de Carnegie, puisque l'impôt sur le revenu n'existait pas non plus aux Etats-Unis à ce moment-là) incitent les critiques à exiger d'elles qu'elles rendent des comptes au même titre que les institutions publiques. Les fondations courent ainsi le risque de se bureaucratiser, de perdre de leur audace, d'accorder une importance excessive à la publicité qui leur est faite ou au « politiquement correct ».

La maturité peut cependant offrir un aspect positif, en permettant aux fondations d'élargir leur portée géographique. La plupart de celles qui sont aujourd'hui actives dans les pays en développement ont commencé à l'échelle locale, dans la ville ou la région natale de leur fondateur, ou au bénéfice de ses employés. Elles peuvent par la suite mettre en œuvre des programmes nationaux (dons, bourses ou soutien institutionnel) avant de s'intéresser aux pays en développement, où les besoins sont les plus grands dès lors qu'il s'agit de soulager les souffrances et de développer les opportunités.

---

causes gauchistes » avait détourné la fondation des objectifs de son grand-père ([www.forbes.com/forbes/2002/0107/144\\_print.html](http://www.forbes.com/forbes/2002/0107/144_print.html)).



## CHAPITRE 2

### CONTRIBUTIONS MAJEURES DES FONDATIONS AU DEVELOPPEMENT

Les contributions apportées au développement par les fondations sont aussi nombreuses et variées que celles des ONG ou des agences gouvernementales : elles peuvent aller de bourses d'études individuelles et de subventions destinées à la sauvegarde de l'héritage naturel et humain à des projets de développement dans pratiquement tous les domaines économiques et sociaux, voire à la définition d'une stratégie économique générale.

En dépit de cette diversité, les fondations – et notamment des plus grandes d'entre elles – possèdent des caractéristiques spécifiques qui leur font occuper une place à part dans le domaine du développement. Elles sont, en effet, suffisamment dotées pour se lancer dans des activités à long terme, innovantes, non dénuées de risques et parfois à contre-courant de certaines opinions. Rien de surprenant, dès lors, à ce que l'on relève, parmi leurs activités les plus fructueuses, la recherche, le développement et les premiers stades de mise en oeuvre de nouvelles techniques et de technologies de pointe. Ces aspects se trouveront illustrés dans le présent chapitre par des exemples de contributions de fondations à la révolution verte, à des activités d'ordre démographique et à la lutte contre des maladies infectieuses.

#### La révolution verte

On associe généralement la révolution verte au boom de la productivité agricole enregistré en Inde entre le milieu des années 1960 et la fin des années 1970 grâce à l'introduction de nouvelles variétés de blé. Pour répandue qu'elle soit, cette perception est cependant loin d'être exacte. En effet, cette révolution a débuté bien plus tôt, elle a concerné de nombreux pays et d'autres types de céréales, et elle n'est pas seulement due à l'introduction de nouvelles variétés : elle résulte également de l'utilisation d'engrais améliorés ainsi que de changements introduits graduellement dans les infrastructures et les techniques agricoles.

Weaver fait remonter l'origine de la révolution verte à une remarque formulée lors d'un déjeuner à Washington, en 1941: le Vice-Président de l'époque, Henry Wallace, d'origine paysanne, avait occupé antérieurement les fonctions de ministre de l'agriculture ; il revenait d'un voyage au Mexique où il avait été atterré à la vue de champs clairsemés de maïs de piètre qualité, ce qui l'incita à confier à Raymond Fosdick, qui présidait alors la Fondation Rockefeller, que "si quelqu'un pouvait faire augmenter le rendement agricole à l'hectare au Mexique, il contribuerait mieux que quiconque au bien-être de ce pays et au bonheur de son peuple."<sup>14</sup>

Fosdick chargea son personnel d'élaborer une proposition et de la discuter avec des dirigeants mexicains. Le Mexique mit à disposition les terrains agricoles nécessaires, ainsi que ses propres chercheurs dans ce domaine, cependant que la direction technique, les outils et le matériel étaient fournis par la Fondation. C'est ainsi que naquit l'organisme qui allait devenir le «Centro Internacional de Mejoramiento de Maíz y Trigo (CIMMYT) », ou Centre international d'amélioration du maïs et du

---

14 . W. Weaver, *Scene of Change*, New York, 1970, pages 94-5.

blé. Il s'agissait de mettre au point de nouvelles variétés de maïs, de légumineuses et de céréales, de se rendre maîtres des animaux nuisibles et des maladies, mais aussi d'améliorer les sols, d'optimiser l'emploi des engrais et de moderniser les techniques horticoles. Grâce à un vaste programme de formation, cette action devint graduellement plus « mexicaine » et ses bénéficiaires se généralisèrent.

### **Encadré 3. Warren Weaver, “philanthropoïde” (1894-1978)**

Warren Weaver a été l'un des plus célèbres responsables de fondation -- ou “philanthropoïdes”, pour utiliser un terme qu'il affectionnait -- et il s'est mis au service de plusieurs fondations américaines, à des titres divers, entre les années 1930 et 1960.

Weaver débuta sa carrière comme professeur de mathématiques et, en 1949 encore, il écrivit une brillante introduction aux travaux historiques de Claude Shannon sur la théorie mathématique de la communication.<sup>15</sup>

De 1932 à 1955, Weaver dirigea la division des sciences naturelles de la Fondation Rockefeller, déjà célèbre par ses succès dans la lutte contre l'ankylostome. Weaver donna une ampleur plus grande encore à cette réussite en décidant d'appuyer des initiatives de recherche en biologie moléculaire. Les travaux qui purent ainsi être réalisés sauvèrent des millions de vies de personnes malades et permirent d'accroître la production de denrées alimentaires dans le monde entier, ce qui explique la proportion importante que la biologie moléculaire représente dans les 170 Prix Nobel décernés à des savants aidés par la Fondation Rockefeller. Parmi de nombreuses distinctions honorifiques, Weaver a reçu la Légion d'honneur, ainsi que de la “Medal of Merit”, alors la plus haute distinction civile aux États-Unis.

Pendant toute sa carrière, Weaver s'opposa fermement à l'intrusion de l'idéologie dans la recherche scientifique. Pour que des laboratoires génétiques secourus par des querelles idéologiques puissent bénéficier d'une aide de Rockefeller, Weaver exigeait l'assurance que:

*«... la recherche puisse être et soit menée dans un véritable esprit de science universelle en se consacrant exclusivement à la découverte impartiale de faits – tous les faits et pas seulement certains d'entre eux, orientés ou partiels, conformes à un code prédéterminé.»<sup>16</sup>*

Lorsque Weaver quitta son poste de directeur du département des sciences naturelles, au milieu des années 1950, la Fondation Rockefeller infléchit son action et l'accent mis jusqu'alors sur les sciences physiques porta dorénavant sur les moyens de résoudre les problèmes sociaux. Weaver poursuivit cependant son activité philanthropique tant chez Rockefeller qu'au sein de la Fondation Sloan ; par ailleurs, il rédigea un ouvrage remarquable sur les fondations américaines (voir Encadré 1). Waldemar Nielsen, connu pour son intransigeance, le décrit comme une « remarquable exception » à l'autosuffisance rencontrée dans les fondations et considéra qu'il avait « trouvé dans la philanthropie une profonde satisfaction pour la totalité de sa carrière »<sup>17</sup>.

Pour Weaver, ce succès est dû en majeure partie au directeur du projet, George Harrar, qui deviendra ultérieurement président de la Fondation Rockefeller, mais on connaît aujourd'hui davantage qu'à l'époque Norman Borlaug, l'un des savants travaillant pour Harrar. Dans ses mémoires, Borlaug relate l'impression que lui avait faite en 1938 une conférence au cours de laquelle le grand pathologiste des plantes américain, Elvin Stakman, décrivait la rouille du blé comme « un

15. Ce classique a fait l'objet d'une nouvelle édition: Claude E. Shannon et Warren Weaver, *The Mathematical Theory of Communication*, Préface de Richard E. Blahut et Bruce Hajek, Chicago, 1999.

16. Richard M. Burian et Jean Gayon, “The CNRS Laboratories at Gif sur Yvette”, dans *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, vol. 7 (1990) et sur le site [picardp1.ivry.cnrs.fr/~jfpicard/Burian-Gayon.html](http://picardp1.ivry.cnrs.fr/~jfpicard/Burian-Gayon.html).

17. Nielsen, *op. cit.* dans l'encadré 1, p. 328.

ennemi furtif, changeant et en constante évolution ». <sup>18</sup> Borlaug poursuivra cet ennemi, aussi bien pendant son séjour au Mexique que plus tard.

Au Mexique, Borlaug déploya une énergie incessante à opérer des milliers de croisements entre espèces de toutes les parties du monde pour tenter de rester hors de portée du champignon mutant cause de la rouille. Il mit au point une variété « naine », courte sur tige, permettant des rendements élevés, qui s'avéra robuste et adaptable. Il se considéra engagé dans une course contre la faim dans le monde et il renonça aux méthodologies graduelles pour tenter d'aboutir à une "explosion" de la production. Au début des années 1960, il introduisit avec succès le nouveau blé hybride au Pakistan, malgré l'hésitation des autorités à recourir à des variétés exotiques et en dépit des croyances populaires selon lesquelles ces nouvelles souches seraient cause d'impuissance ou de stérilité. L'Inde suivit rapidement le mouvement et son succès se traduisit par l'émission d'un timbre poste célébrant "La révolution du blé en Inde - 1968". <sup>19</sup> L'institut indien qui bénéficiait de l'aide de la Fondation Rockefeller depuis 1956 mit également au point des souches améliorées de maïs et de sorgho. Pour sa part, la Fondation Ford contribuait depuis 1952 à des travaux de développement agricole en Inde.

A cette époque, on considérait – et Borlaug est toujours de cet avis – qu'il ne restait au monde que quelques décennies pour maîtriser la croissance démographique avant que la famine ne se répande dans des proportions impossibles à contrôler. Le succès de la révolution verte était impressionnant. Le Mexique, le Pakistan et l'Inde, où l'agriculture était traditionnellement insuffisante pour nourrir les populations, devinrent en une décennie des pays exportateurs ; dans de nombreux autres pays, la production céréalière fit plus que doubler. Malgré une population mondiale qui s'est presque multipliée par deux entre 1960 et la fin des années 1990, la production alimentaire par habitant a augmenté de 20 % pendant cette période et la proportion de personnes qui, dans les pays en développement, ont un accès insuffisant à la nourriture a régressé de plus de moitié pour se situer, en fin de période, à 18 %. <sup>20</sup>

Le prix Nobel vint récompenser Borlaug en 1970. Le champ d'activité de la recherche agricole au plan mondial s'était alors considérablement développé : à la fin des années 1950 et au début des années 1960, le programme mexicain se transforma en centre international et un nouveau centre de recherche international sur le riz, financé par les fondations Rockefeller et Ford, fut inauguré aux Philippines. D'autres centres de recherche agricole furent ensuite créés dans toutes les régions en développement ; ils fonctionnent actuellement sous l'égide du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI). Les besoins en financement dépassent maintenant les possibilités des fondations : c'est un consortium d'organismes officiels, nationaux et internationaux, qui permet d'y faire face.

La révolution verte a ses limites : il subsiste de par le monde quelque 800 millions de personnes sous-alimentées. Les nouvelles techniques nécessitent de nouveaux moyens qui ne sont pas toujours disponibles. Certains ont également fait remarquer qu'elles appauvrissent les sols et assèchent les nappes phréatiques, tout en exigeant trop d'engrais et de pesticides. Un livre à succès préconise au

---

18 . [www.patentmatics.com/pub2002/pub103.htm](http://www.patentmatics.com/pub2002/pub103.htm).

19 . [www.nobel.se/peace/laureates/1970/press.html](http://www.nobel.se/peace/laureates/1970/press.html).

20 . [www.wri.org/wr-98-99/hunger.htm](http://www.wri.org/wr-98-99/hunger.htm) and [www.worldhunger.org/articles/global/ray.htm#Table2](http://www.worldhunger.org/articles/global/ray.htm#Table2). En raison de l'accroissement démographique mondial, le nombre d'affamés, en chiffres absolus, n'a été ramené que de quelque 950 to 800 millions pendant cette période.



contraire une production à plus petite échelle, avec des moyens moins coûteux et moins nocifs, citant comme modèle à cet égard les tendances récentes de l'agriculture cubaine.<sup>21</sup>

En réaction, Borlaug implore la communautés des donateurs de ne pas renoncer, dans les pays en développement, aux projets de modernisation agricole reposant sur la recherche scientifique, et continue ses propres travaux grâce au financement de fondations. En 1986, il a accepté l'invitation du philanthrope japonais Ryoichi Sasakawa, Président de la Fondation Sasakawa, d'étendre les bénéfices d'une agriculture améliorée à la région qui en a le plus besoin : l'Afrique sub-saharienne. L'ancien Président américain Jimmy Carter a fait campagne en faveur de cette initiative "Sasakawa-Global 2000" dans le cadre du Carter Center, Université Emory, en Géorgie. Avec ses services nationaux complémentaires dans 11 pays d'Afrique sub-saharienne, cette initiative a aidé de petits fermiers à exploiter plus de 500 000 champs expérimentaux d'une superficie comprise entre 1 et 5 hectares et sur lesquels on recourt à une technologie avancée pour obtenir des produits agricoles de base : maïs, sorgho, blé, manioc, riz et légumineuses.

Déjà au moment où Borlaug prononçait son discours d'acceptation du prix Nobel, en 1970, les nouvelles techniques permettaient des croisements plus rapides et plus larges entre variétés. Ces possibilités n'ont fait que s'accroître depuis lors et des gènes peuvent maintenant être transférés entre des espèces très différentes. Borlaug a pressenti la possibilité de maîtriser enfin la rouille du blé, cet ennemi furtif qu'il poursuit depuis qu'il a entendu la conférence de Stakman en 1938 :

*"Je voudrais vous faire part d'un rêve que, je l'espère, les savants arriveront à réaliser dans un avenir point trop éloigné. Au royaume des céréales, le riz présente la particularité d'être le seul immunisé contre la rouille ... Toutes les autres -- blé, maïs, sorgho, orge, avoine et seigle -- sont attaquées par deux ou trois espèces de rouille, qui se traduisent souvent par des épidémies désastreuses et des pertes de récoltes.*

*"Une grande partie de ma carrière scientifique a été consacrée à générer des variétés de blé qui seraient résistantes à la rouille des tiges, à la rouille des feuilles et à la rouille jaune. Après des années à procéder intensivement à des croisements et à des sélections, ainsi qu'à des expériences internationales sur différents sites, on a pu mettre en évidence en 1952 un type de résistance adéquat et stable - mais mal compris - à la rouille de la tige ; il reste valable de nos jours dans le monde entier. Aucun succès de ce genre, toutefois, en ce qui concerne la rouille de la feuille et la rouille jaune : la résistance génétique de toute variété n'a pas excédé le court terme (3-7 ans). Imaginez les bienfaits pour l'humanité de pouvoir transférer au blé, à l'orge, à l'avoine, au maïs, au mil et au sorgho, cette fameuse immunité qui caractérise le riz. C'en serait enfin fini de ce fléau mondial que représentent ces rouilles, causes de tant de famines dans l'histoire de l'humanité."<sup>22</sup>*

Les techniques biotechnologiques modernes sont cependant de plus en plus controversées. Nombreux sont ceux qui considèrent que c'est jouer à l'apprenti sorcier que de faire passer des gènes d'une espèce à une autre, certains groupes allant même jusqu'à faire campagne contre les nouvelles variétés en les taxant d'« aliments à la Frankenstein ». Sur le plan pratique, ces opposants arguent que les nouvelles techniques pourraient d'une part accroître la résistance des animaux nuisibles à toute caractéristique susceptible d'être transférée et, par ailleurs, rendre les fermiers tributaires des

---

21 . *World Hunger: 12 Myths*, par Frances Moore Lappé, Joseph Collins, et Peter Rosset, avec la collaboration de Luis Esparza (Deuxième édition, 1998), résumé sur le site [www.foodfirst.org/media/opeds/2000/4-greenrev.html](http://www.foodfirst.org/media/opeds/2000/4-greenrev.html).

22 . [www.nobel.se/peace/articles/borlaug/borlaug-lecture.pdf](http://www.nobel.se/peace/articles/borlaug/borlaug-lecture.pdf).

multinationales de l'industrie agro-alimentaire. L'encadré 4 expose deux points de vue opposés à cet égard.<sup>23</sup>

En dépit de ces critiques, des donateurs officiels se sont également tournés vers la biotechnologie afin d'accroître la quantité d'aliments dans les régions désertées. C'est ainsi que le gouvernement américain affecte une assistance financière à l'Initiative de biotechnologie agricole menée en coopération (Collaborative Agricultural Biotechnology Initiative - CABIO) qui vise à mettre en place des "centres d'excellence africains en biotechnologie" et à en faire bénéficier les fermiers locaux.<sup>24</sup> Cette idée a suscité des réactions en sens divers : certains observateurs, moyennement positifs, se sont dits préoccupés par le risque de fuite des cerveaux, ainsi que par l'absence de structures permettant un partage équitable des bénéfices de l'opération.<sup>25</sup>

Entre-temps, la Fondation Rockefeller, à l'origine de la révolution verte au Mexique, il y a quelque soixante ans, vient de mener à terme avec succès un projet long de 17 ans sur la biotechnologie du riz qui a permis des progrès majeurs dans la génomique moléculaire de cette très importante céréale, et elle continue à soutenir d'autres activités visant à recourir à la biotechnologie en vue de promouvoir le développement, plus particulièrement en Afrique<sup>26</sup>, en y prévoyant notamment de fortes composantes en formation afin de répartir les avantages de nouvelles découvertes. Néanmoins, tant que ces avantages n'auront pas été clairement établis, il est probable que de telles initiatives se trouveront entre deux feux : d'un côté, les opposants à la biotechnologie et de l'autre, ceux qui, à l'instar de Borlaug, déplorent "la myopie d'écologistes malavisés qui ne perçoivent pas que les engrais, les pesticides et la science constituent les remparts de l'humanité contre la famine."<sup>27</sup>

### **Activités d'ordre démographique**

Depuis des siècles, on discute de l'opportunité de limiter la croissance démographique. Malthus avait déjà fait remarquer que la population avait le potentiel de croître de façon exponentielle, cependant que la production alimentaire et autre ne pourrait que progresser linéairement. Il s'est cependant abstenu de toute préconisation, car il croyait que la pression démographique était d'origine divine et visait à encourager le dur labeur et à dissuader les indigents de se reproduire.<sup>28</sup>

---

23 . Pour un relevé détaillé et équilibré des techniques, de leurs applications, des problèmes posés et des intervenants dans le débat sur la biotechnologie, voir Diane Osgood, "Global Civil Society's Responses to Plant Biotechnology", in H. Anheier, M. Glasius et M. Kaldor (eds.) *Global Civil Society 2001*, Oxford et New York, 2001, pages 79-107.

24 . [usinfo.state.gov/topical/global/biotech/02061202.htm](http://usinfo.state.gov/topical/global/biotech/02061202.htm)

25 . [www.techcentralstation.be/2051/wrapper.jsp?PID=2051-100&CID=2051-080602A](http://www.techcentralstation.be/2051/wrapper.jsp?PID=2051-100&CID=2051-080602A)

26 . Les résultats du programme sur le riz sont présentés dans [www.rockfound.org/Documents/463/O\\_Toole.pdf](http://www.rockfound.org/Documents/463/O_Toole.pdf). Le programme actuel de la Fondation Rockefeller est exposé dans [www.africancrops.net](http://www.africancrops.net).

27 . [www.patentmatics.com/pub2002/pub103.htm](http://www.patentmatics.com/pub2002/pub103.htm). La biotechnologie constitue un thème majeur de travaux de portée plus vaste de l'OCDE: voir [www.oecd.org/EN/home/0,,EN-home-27-nodirectorate-no-no-no-27,00.html](http://www.oecd.org/EN/home/0,,EN-home-27-nodirectorate-no-no-no-27,00.html). Une bibliographie succincte mais utile de la révolution verte est donnée dans [www.uark.edu/depts/hesweb/hdfsrs/agec5163/biblio.pdf](http://www.uark.edu/depts/hesweb/hdfsrs/agec5163/biblio.pdf).

28 . An Essay on the Principle of Population (1798) : voir notamment [www.ac.wvu.edu/~stephan/malthus/malthus.4.html](http://www.ac.wvu.edu/~stephan/malthus/malthus.4.html).

#### **Encadré 4. La biotechnologie peut-elle contribuer à nourrir les pauvres?**

Les fondations et les cercles de réflexion privés ont des idées parfois opposées sur le recours aux méthodes modernes -- et notamment à la biotechnologie -- pour accroître la production alimentaire dans les pays en développement. Au nombre des enthousiastes, on compte le Dr Florence Wambugu, Directrice de « A Harvest Biotechnology Foundation International » (AHBTFI), implanté à Nairobi, au Kenya, et qui a déclaré récemment ce qui suit:

*« Vouloir arrêter la révolution due au génie génétique, c'est comme vouloir arrêter un troupeau d'éléphants déchaînés. Les fermiers ont globalement adopté la nouvelle technologie parce que celle-ci les rend plus efficaces et garantit – voire accroît – les rendements et rend les agriculteurs moins tributaires des produits chimiques. Il existe maintenant plus de 40 millions d'hectares cultivés à l'aide de la biotechnologie dans plus de douze pays.*

*A mesure que la révolution pénètre en Afrique, il nous incombe à nous, Africains, de nous efforcer d'élever le débat : le problème ne consiste pas à savoir si nous devons adopter la biotechnologie, mais de déterminer selon quelles modalités nous devons le faire. Nous devrions débattre de problèmes de fond posés par la technologie, ainsi que des politiques et des institutions propres à permettre aux Africains d'optimiser les avantages et de minimiser les risques liés au génie génétique.*

*A l'aide de cette technologie, l'Afrique peut quadrupler sa production de maïs, plus que tripler ses récoltes de patates douces et multiplier par huit le rendement des bananiers. Quiconque est intimement touché par le problème de la faim se doit de s'intéresser à une technologie qui permet d'augmenter la quantité de nourriture disponible. »<sup>29</sup>*

Par contre, Anuradha Mittal, co-directrice du "Food First Institute for Food and Development Policy", à San Francisco, se penche sur ce qu'elle considère des forces d'oppression et de colonisation qui débouchent sur la faim :

*«Je suis profondément choquée par la manière dont on a utilisé la faim pour promouvoir la biotechnologie. Tout à coup, des multinationales comme DuPont, Monsanto, Novartis et Syngenta, auxquelles on doit déjà bien des malheurs, se présentent comme des bienfaiteurs. Monsanto, à qui l'on doit l'Agent Orange, ne s'en trouve pas moins présenté par le gouvernement américain et la presse économique comme une firme citoyenne, préoccupée par les pauvres et les affamés du Tiers Monde. Le gouvernement américain « lutte contre la faim » en affectant à la promotion de la biotechnologie dans le Tiers Monde des fonds initialement destinés à des programmes d'assistance au développement.*

*Et les groupes civiques qui s'opposent à la mainmise des grandes firmes sur notre système alimentaire et contestent le génie génétique -- parce que nous ignorons ses conséquences sur l'environnement et la santé -- sont dépeints comme des égoïstes qui veulent priver le Tiers Monde des avantages de la biotechnologie. Pendant des années, les compagnies pétrolières ont utilisé la protection de la nature comme stratégie de communication, en se targuant de préoccupations écologiques pour cacher leurs activités nuisibles à l'environnement. Les firmes biotechnologiques invoquent maintenant leur souci des pauvres : faux-semblant de préoccupation pour des populations affamées sans cesse plus nombreuses dans le monde en développement, et que ces firmes exploitent en réalité afin de gonfler leurs propres bénéfices.»<sup>30</sup>*

29 . F. Wambugu, "Harvesting New Technology", dans le magazine *Focus on Africa*, Janvier-mars 2003, p. 33, BBC, Londres. Le Dr Wambugu explicite son point de vue dans son livre *Modifying Africa: How Biotechnology Can Affect the Poor and Hungry*, Nairobi, 2001: davantage de détails sous [www.modifyafrica.com](http://www.modifyafrica.com).

30 . A. Mittal, "On the True Cause of World Hunger", interrogée par Derrick Jensen, en février 2002, disponible sous [www.foodfirst.org/media/interviews/2002/amittalsun.html](http://www.foodfirst.org/media/interviews/2002/amittalsun.html).

Les premières tentatives de régulation des naissances provinrent du mouvement eugénique fondé par Francis Galton à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Cousin de Charles Darwin, Galton croyait que la science permettrait d'améliorer le capital génétique de l'homme. Cette théorie a été acceptée dans certains cercles progressistes et a suscité, entre les deux guerres mondiales, différents dons de la part de nombreuses fondations, par exemple :

- E. W. Scripps, un magnat de la presse, a financé la création en 1922 de la « Scripps Foundation for Research in Population Problems » au sein de l'Université de Miami. Cette fondation devait entre autres « analyser les conséquences politiques et sociales, au sens large, de la croissance démographique et des changements au sein de la population mondiale ». <sup>31</sup> Son directeur, Walter Thompson, a publié en 1930 *Danger Spots in World Population*.
- Le Milbank Memorial Fund a octroyé en 1936 \$ 250 000 à l'Université de Princeton pour établir un Office de recherche sur les populations, avec mandat sur le monde entier. Pour leur part, les fondations Ford et Rockefeller ont accordé des subventions importantes à plusieurs autres universités après la guerre.
- La Fondation Rockefeller a accordé des dons au « National Research Council's Committee for Research in Problems of Sex » et cette fondation et la Carnegie Corporation ont financé l'Union internationale pour l'étude scientifique des populations.

Margaret Sanger, écrivain et militante, a fondé en 1921 l'« American Birth Control League », qui fusionna en 1939 avec un autre organisme pour constituer la « Planned Parenthood Federation of America », un des membres fondateurs de la Fédération internationale pour le planning familial, actuellement l'ONG prééminente dans ce secteur. Le soutien de la Fondation Rockefeller à cette Fédération remonte à 1941. Des controverses existent actuellement à propos de Margaret Sanger, en raison des appels lancés au cours des années pour restreindre la procréation d'enfants indésirables ; ses défenseurs insistent cependant pour dire que c'est le bien de l'humanité qu'elle avait à cœur. <sup>32</sup>

Après la guerre, on a mis davantage l'accent sur les pays en développement. John D. Rockefeller créa en 1952 le « Population Council » avec statut de fondation ; celle-ci reçut ultérieurement plusieurs millions de dollars à la fois du Fonds des frères Rockefeller (Rockefeller Brothers Fund) et de la Fondation Ford. Le Conseil finança des bourses de recherche en démographie et en physiologie génésique pour des étudiants du monde entier, et il institua des centres régionaux de formation à Santiago et à Bombay. Il intervint pour inciter de nombreux pays d'Asie et d'Afrique du Nord à mettre

---

31 . F. Osborn, "American Foundations and Population Problems", dans Weaver, op. cit., p. 366.

32 . *The Pivot of Civilisation* est repris sous [www.pro-life.net/sanger/pivot\\_in.htm](http://www.pro-life.net/sanger/pivot_in.htm) (avec la permission de ses détracteurs). La Fédération internationale pour le planning familial présente une défense nuancée sous [www.plannedparenthood.org/about/thisispp/sanger.html](http://www.plannedparenthood.org/about/thisispp/sanger.html). Les eugénistes croyaient que l'imbécillité était due à un gène défectueux précis qui, de génération en génération, déboucherait sur la dépendance, la folie et la criminalité. Il s'agissait au départ d'une pure spéculation, mais des instituts créés à cette fin publièrent rapidement des données l'étayant et certains enthousiastes prétendirent trouver de nombreuses preuves corroborantes. Cela entraîna la promulgation de lois restrictives sur l'immigration aux Etats-Unis et mena à la stérilisation obligatoire des débiles mentaux et autres indésirables au Danemark, en Allemagne, en Norvège, en Suède et en Suisse, ainsi que dans 24 Etats américains. Même s'il « apparut clairement au cours des années ultérieures que les documents présentés par les eugénistes lors des auditions du Congrès avaient peu de fondements scientifiques » [F. Osborn, dans *l'Encyclopaedia Britannica*, édition de 1973, sous "Eugenics"], les législations correspondantes restèrent en vigueur pendant plusieurs décennies : la loi américaine sur l'immigration ne fut amendée qu'en 1964 et la stérilisation obligatoire se poursuivit en Suède jusqu'en 1975.

en place des programmes de planning familial et il continue de maintenir actuellement une forte présence dans l'ensemble du monde en développement.<sup>33</sup>

L'invention de « la pilule » dans les années 1950 à la Fondation Worcester pour la biologie expérimentale a représenté une avancée majeure en matière de contraception, mais cette pilule n'était pas à la portée de la majorité des couples vivant dans les pays en développement. Comme autre possibilité, le Conseil finança plus de 40 études sur des versions en polyéthylène de l'anneau de Graefenberg, qui semblait démontrer la sécurité des dispositifs intra-utérins. Ces derniers étaient très demandés dès le milieu des années 1960 dans des pays comme le Taipei chinois, la Corée et la Tunisie qui avaient institué des programmes de planning familial.

Les pointes de croissance démographique annuelle ont été enregistrées en pourcentage à la fin des années 1960 (2 %) et en chiffres absolus à la fin des années 1980 (86 millions de personnes). En 2001, l'augmentation fut de 1,3 %, soit environ 80 millions de personnes.<sup>34</sup> La forme de contraception la plus répandue est la stérilisation : en Chine et en Inde, un tiers environ des femmes mariées ont été rendues stériles ; pour l'ensemble du monde, les chiffres sont de 21 % des femmes et 4 % des hommes. La deuxième méthode est le dispositif intra-utérin, adopté par les femmes dans 15 % des couples.<sup>35</sup>

Malgré le ralentissement notable de la croissance démographique, le nombre total est proche des prévisions remontant à plusieurs décennies : en 1980, les Nations Unies avaient estimé que la population mondiale serait de 6,12 milliards d'individus en l'an 2000 ; le chiffre réel a été de 6,06 milliards, soit une différence de moins de 1 %.<sup>36</sup> Néanmoins, le ralentissement devrait progressivement être plus perceptible : on estime actuellement qu'en 2025 la population mondiale sera de 7,85 milliards, alors que, pour cette même année, les prévisions faites en 1980 étaient de 8,2 milliards.

Dans les débats portant sur la révolution verte et la biotechnologie, tant les partisans que les opposants considèrent que le ralentissement de la croissance démographique constitue un facteur favorable, même si les raisons invoquées sont différentes : les écologistes tendent à considérer que toute restriction à l'augmentation du nombre d'individus sur la terre constitue en soi un avantage écologique ; Borlaug, suivant en cela Stakman, a toujours considéré que l'accroissement de la production alimentaire constituait simplement un moyen de gagner du temps pour permettre de maîtriser le problème fondamental que représente la croissance démographique. D'autres sont pourtant moins enclins à limiter cette croissance : certaines fondations et groupes religieux ont des objections de principe à l'encontre des entraves à la procréation et les tenants de la théorie de l'économiste Julian Simon considèrent toute personne supplémentaire comme une ressource plutôt que comme une charge.

---

33 . Voir [www.popcouncil.org/](http://www.popcouncil.org/).

34 . Toutes les estimations et projections sont à considérer comme approximatives, car, en démographie, les corrections importantes sont fréquentes, même sur des données vieilles de plusieurs décennies. Les chiffres cités sont ceux de la Division de la Population de l'ONU « Révision de 2002 », que l'on peut consulter sous [www.un.org/esa/population/unpop.htm](http://www.un.org/esa/population/unpop.htm). Le Bureau de référence sur les populations, qui reçut sa première subvention de la Fondation Ford en 1952, présente des données et offre un forum de discussion sur les différences de projections quant à la future population mondiale émanant des Nations Unies, de la Banque mondiale, du U.S. Census Bureau et de l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués. Adresse de son site : [www.prb.org](http://www.prb.org).

35 [www.prb.org/Content/NavigationMenu/PRB/Journalists/PressReleases/Sterilization\\_Worlds\\_Num1\\_Contraceptive\\_Method\\_\(June\\_2002\).htm](http://www.prb.org/Content/NavigationMenu/PRB/Journalists/PressReleases/Sterilization_Worlds_Num1_Contraceptive_Method_(June_2002).htm)

36 . *World Population Prospects as Assessed in 1980*, UN/DESA, New York, 1981, p. 5; [www.unfpa.org/swp/2000/english/indicators/indicators2.html](http://www.unfpa.org/swp/2000/english/indicators/indicators2.html).

Quel que soit le point de vue adopté, le point important, dans le cadre de la présente étude, est que les fondations ont joué un rôle déterminant pour la recherche, la définition de politiques, la mise en place d'infrastructures et l'introduction de méthodes contraceptives qui, au cours des 40 dernières années, ont entraîné une baisse significative de la fertilité dans les pays en développement. Les fondations Hewlitt, MacArthur et Packard continuent toutes à ce jour à mener d'importants programmes touchant à la planification des naissances et à la santé génésique (voir détails succincts en Annexe A).

Il est à relever également que la planification des naissances constitue un exemple intéressant de collaboration entre fondations (essentiellement américaines), gouvernements européens et monde en développement. Ainsi, depuis les années 1950, le gouvernement suédois s'intéresse à la recherche sur les méthodes de régulation des naissances dans les pays en développement et les donateurs officiels d'Europe du Nord représentent les sources principales de financement de la Fédération internationale pour le planning familial et du Fonds des Nations Unies pour la population. Par contre, le degré de soutien officiel américain pour les programmes démographiques a été très variable au cours des ans, selon que l'on s'attaquait à la faim et à la pauvreté, ou qu'il s'agissait de programmes dissuasifs qui comportaient parfois la stérilisation obligatoire, l'avortement ou des pénalités draconiennes à l'encontre des femmes enceintes. Une étude universitaire récente a relevé que plusieurs Présidents des Etats-Unis ont émis sur ces points des opinions contradictoires à différentes périodes de leur carrière.<sup>37</sup> Pour leur part, au contraire, plusieurs fondations américaines peuvent se targuer d'avoir appuyé de façon cohérente et sur le long terme des activités liées à la démographie.

### **Lutte contre les maladies infectieuses**

La révolution verte et les programmes démographiques étaient essentiellement des initiatives de fondations qui ont progressivement attiré des financements officiels à mesure que l'on passait de la recherche à la mise en œuvre. Ce processus s'est répété dans le cas de la lutte contre les maladies infectieuses. Il s'agit d'un domaine extrêmement vaste dont seuls quelques faits saillants seront évoqués ici.

#### *Ankylostome*

L'ankylostome est un parasite intestinal qui pénètre dans le sang et que l'on contracte habituellement au contact d'un sol contenant des excréments humains. Au stade sévère, il est cause d'anémie, de diarrhée et de retard physique et mental. Il est particulièrement dangereux pendant la grossesse. La Commission Rockefeller pour la santé, créée en 1909, a commencé à lutter contre cette maladie aux Etats-Unis, puis a étendu son action à plus de 50 pays. Dans les premiers temps, l'amélioration des conditions sanitaires (p. ex. latrines plus hygiéniques) constituait la seule manière de limiter la progression de la maladie. On compte encore actuellement près d'un milliard de personnes infectées sur toute la planète avec quelque 50 000 cas mortels chaque année. Le traitement est représenté par une dose de mébendazole, un médicament mis au point dans les années 1960 par le laboratoire belge Janssen. La Fondation Gates a récemment annoncé l'octroi d'un don de \$ 18 millions au Sabin Institute en vue de mettre au point un vaccin.<sup>38</sup>

---

37 . Voir Deborah R. Macfarlane, "U.S. Policy Toward International Population Assistance", 2001, que l'on peut obtenir auprès de [pro.harvard.edu/papers/048/048003McFarlaneD.pdf](http://pro.harvard.edu/papers/048/048003McFarlaneD.pdf).

38 . Voir [www.ecbt.org/gates.html](http://www.ecbt.org/gates.html).

### *Paludisme*

Le paludisme est causé par un groupe de parasites dont le vecteur est le moustique et qui dégage des toxines causant des raideurs, des maux de tête, des vomissements, des diarrhées et d'autres symptômes. Un type de paludisme peut entraîner un blocage rénal, souvent fatal. Actuellement considéré comme une maladie tropicale, le paludisme était pourtant très répandu en Europe et en Amérique du Nord jusqu'au 20<sup>e</sup> siècle. Il est aussi appelé « malaria », qui signifie en Italien « air mauvais », se référant à l'atmosphère désagréable qui se dégage des marais (en latin « palus », d'où est tiré le nom français) et que l'on croyait être la cause directe de la maladie. Ce n'est qu'après avoir découvert le parasite lui-même en 1880 que l'on se rendit compte (en 1897) que le paludisme était transmis par les moustiques qui se reproduisent dans les marais.

De nombreuses fondations américaines, de même que la Fondation Nuffield et le Wellcome Trust au Royaume-Uni financent depuis des décennies la recherche médicale et des programmes visant à mettre au point des traitements. La Fondation Rockefeller a fait employer des pesticides afin d'exterminer le moustique vecteur, au Brésil en 1940 et en Egypte en 1944-46. Elle a également été la première à faire utiliser le DDT au Mexique à la fin des années 1940 et au début des années 1950. Sur la base de cette expérience, l'Organisation mondiale de la santé a lancé, dans les années 1960, une vaste campagne d'éradication du paludisme, qui a eu pour effet de réduire considérablement les effets de cette maladie au niveau mondial. Ces activités extrêmement efficaces correspondaient à une approche intégrée : déboiser les taillis, nettoyer les points d'eau, répandre des insecticides et isoler les victimes pour empêcher que les moustiques soient réinfectés par des humains porteurs de la maladie.

Ces campagnes ont toutefois perdu de leur ampleur lorsque l'Agence américaine de protection de l'environnement a interdit l'usage du pesticide le plus efficace, le DDT, en 1972<sup>39</sup>. Les efforts ont pris progressivement un caractère plus défensif consistant principalement à installer des moustiquaires et à procéder à des pulvérisations domestiques. Grâce au soutien de fondations et d'organismes officiels, plus de 12 médicaments ont été mis au point pour traiter le paludisme, mais le parasite a systématiquement fini par leur résister ; cette maladie touche actuellement environ 300 millions d'individus avec plus d'un million d'issues fatales chaque année. On s'est efforcé à plusieurs reprises de mettre au point de véritables médicaments préventifs (par opposition au simple fait de prendre des médicaments curatifs à titre prophylactique), mais sans succès jusqu'à présent.

### *Fièvre jaune*

Maladie virale dont le vecteur est le moustique, elle doit son nom au fait qu'elle attaque le foie et cause une jaunisse, ainsi que de la fièvre. Elle touche aussi les reins et le cœur et peut être fatale. Dans les années 1920, un médecin sud-africain d'origine suisse, Max Thieler, faisait partie d'un groupe qui

---

39 . [www.epa.gov/history/topics/ddt/01.htm](http://www.epa.gov/history/topics/ddt/01.htm). Les conséquences de cette décision restent sujet à controverse. Au moment de cette interdiction, les moustiques commençaient à résister au DDT, ce qui nécessitait des épandages plus massifs, que l'on craignait de voir affecter les oiseaux, ou même les poissons. Par ailleurs, les pays en développement n'étaient pas obligés de suivre les Etats-Unis dans leur interdiction du DDT, mais beaucoup le firent et cette interdiction dissuada également les agences d'assistance de financer des programmes d'épandage de DDT. Certains critiquent cette attitude qu'ils estiment responsable de dizaines de millions de morts que l'on aurait pu éviter: voir, par exemple Aaron Wildavsky, *But Is It True?*, Cambridge (Mass.) et Londres, 1995, pages 55-80; ainsi que Deepak Lal, "The New Cultural Imperialism: The Greens and Economic Development", Julian L. Simon Memorial Lecture, New Delhi, 2000, pages 10-11 (consultable sous [www.libertyindia.org/seminars/JSlecture\\_DeepakLal.pdf](http://www.libertyindia.org/seminars/JSlecture_DeepakLal.pdf)). Grâce à une campagne énergique, une dérogation limitée a été accordée au DDT dans le traité récent interdisant les polluants organiques tenaces (voir [www.malaria.org/DDTpage.html](http://www.malaria.org/DDTpage.html)).

découvrit le virus et réussit à le transférer à la souris, ce qui réduisit considérablement les coûts des recherches ultérieures. En 1930, Thieler devint membre du personnel de la Division Santé internationale de la Fondation Rockefeller et mit ultérieurement au point un vaccin à partir d'une souche mutante du virus apparue spontanément dans son laboratoire. En récompense de ses travaux, le Prix Nobel de physiologie ou de médecine lui a été décerné en 1951.

Des programmes de lutte menés dans les années 1950 et 1960 et comprenant l'épandage de pesticides ont éradiqué la maladie de zones importantes du monde en développement, mais « ces programmes ont été interrompus au cours des 30 dernières années et le nombre de moustiques a augmenté »<sup>40</sup> tout particulièrement en Afrique de l'Ouest et dans les contrées tropicales d'Amérique du Sud. Le nombre de cas se monte actuellement à quelque 200 000 par an, causant la mort d'environ 40 000 personnes. La souche isolée par Thieler, appelée 17D, reste à la base des vaccins actuels, qui, bien que comptant parmi les plus sûrs, sont vivants et ont été, dans de rares cas, la cause de maladies, voire de décès.

---

40 . [www.who.int/inf-fs/en/fact100.html](http://www.who.int/inf-fs/en/fact100.html)





## CHAPITRE 3

### PORTEE DES ACTIVITES ACTUELLES DES FONDATIONS EN MATIERE DE COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT

#### **Importance des travaux des fondations en faveur du développement**

Deux recherches, commandées spécialement pour éclairer la présente étude, donnent un aperçu général des données disponibles sur les activités des fondations au service du développement (voir les annexes A et B) ; elles décrivent également les principaux acteurs et projets.

Ce chapitre s'appuie sur les données en question et sur d'autres travaux pour dégager les grandes tendances. Néanmoins, les résultats ne peuvent être considérés comme définitifs, car l'analyse se heurte à un certain nombre de difficultés ; en voici des exemples :

- Il n'existe pas de procédure organisée sur le plan international pour recueillir des informations en la matière. Les fondations font des déclarations fiscales, qui sont parfois portées à la connaissance du public.<sup>41</sup> Aux Etats-Unis, en Europe et en Asie, les organismes centraux regroupant les fondations collectent certaines données relatives aux activités de leurs membres, mais elles le font sur la base du volontariat et les classifications ne correspondent pas toujours aux définitions ou aux secteurs auxquels se réfère le CAD.
- Les fondations sont des institutions privées et il arrive qu'elles préfèrent opérer dans la discrétion. Certains philanthropes pensent qu'il n'est pas convenable de faire connaître publiquement leurs bonnes œuvres ; par ailleurs, il est possible qu'un certain nombre de fondations craignent qu'une éventuelle notoriété de leurs activités ne les expose à l'ingérence des groupes de pression.
- A la différence des ministères de l'Etat, les fondations n'exercent pas des responsabilités bien délimitées. Elles ne sont pas tenues de respecter des distinctions entre pays développés, en transition ou en voie de développement ; elles n'ont pas non plus à établir un cloisonnement entre leurs actions de développement économique et de protection sociale, d'une part, et celles qu'elles mènent en faveur des échanges culturels et dans d'autres secteurs non directement liés au développement, d'autre part.
- Il est fréquent que la nature de leurs activités ne corresponde pas vraiment au modèle donateur/bénéficiaire. De nombreux projets entrepris par les fondations sont centrés sur la recherche, la prise de conscience des problèmes ou la coopération institutionnelle ; dans tous ces domaines, les retombées bénéfiques ne sont pas évidentes, se font sentir à long terme et ne peuvent être facilement imputées à des actions spécifiques.

Sous ces réserves, on peut estimer qu'au cours des années récentes la contribution financière des fondations privées aux efforts de développement a été de \$3 milliards par an en moyenne ; mais elle a

---

41 . Pour les fondations américaines, par exemple, on peut consulter le site Internet [www.GuideStar.com](http://www.GuideStar.com).

probablement été supérieure en 2000 et 2001, en raison des dons importants versés par la fondation Gates pour soutenir des initiatives en faveur de la santé mondiale. Sensiblement plus de la moitié provient de fondations situées aux États-Unis. La très grande majorité des fondations n'opère pas à l'étranger et l'essentiel des dépenses qu'elles effectuent dans le monde entier est de nature locale, régionale ou nationale. La plus grande part de celles qu'elles consacrent au développement est censée figurer déjà dans les statistiques OCDE—CAD, où elles sont incorporées aux \$7 milliards de dollars environ attribués aux ONG. Toutefois, plusieurs pays membres du CAD sont en train d'améliorer la collecte des données en ce domaine.

### **Principaux domaines d'activité**

En général, la vocation des fondations est plus spécifique que celle des organismes publics responsables de l'aide bilatérale, mais moins que celle des ONG qui se consacrent au développement. Cela s'explique par la différence de dimension ainsi que par les objectifs et les centres d'intérêt de leurs bienfaiteurs.

Les préoccupations des fondations ont évolué au fil du temps, parallèlement à celles des institutions responsables de l'aide bilatérale, et souvent en avance sur ces dernières. Ainsi, les fondations portent un grand intérêt à l'action sociale et aux projets concernant l'environnement depuis au moins 30 ans, alors que c'est surtout au cours des quinze dernières années que ces thèmes ont trouvé leur place dans les programmes officiels d'aide. En même temps, on s'étonnera que de nombreuses fondations continuent à privilégier le contrôle des naissances dans l'action à l'égard des populations, alors que la plupart des donateurs officiels ont maintenant adopté des conceptions plus larges des problèmes de santé liés à la reproduction humaine. La raison en est peut-être, pour une part, que les fondations américaines en particulier ont l'impression d'occuper un créneau abandonné par les organismes officiels.

Il est remarquable que l'activité actuelle des fondations mette l'accent sur le soutien à la démocratie, à la participation de la société aux décisions et à l'établissement de la paix. On se situe à l'extrême limite des actions traditionnelles tournées vers le « développement », même si personne ne contesterait l'importance que revêt pour ce dernier le maintien de la cohésion sociale. La fondation Soros, l'une des principales qui soient de création récente, s'est spécialisée dans ce domaine.

Les fondations apportent également leur concours à une large gamme d'initiatives en faveur de l'environnement. Cela englobe aussi bien des interventions ciblées pour améliorer l'état sanitaire et la protection de certaines populations que l'action en faveur d'une plus grande prise de conscience des problèmes mondiaux. Ainsi, la fondation caritative Pew a publié en 1999, dans la revue *The Science of Climate Change*, un important article qui préfigurait largement les versions préliminaires du troisième rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat. A une date plus récente, elle a suggéré des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment dans les pays en voie de développement.<sup>42</sup> La fondation MacArthur a accordé plusieurs de ses bourses (elles s'élèvent maintenant à \$500 000 et sont connues sous le nom d'« aides au génie ») à des scientifiques liés au groupe qui a publié des études novatrices sur l'atmosphère. Alors qu'elle récompense surtout les travaux soulignant les dangers pour les pays en développement d'un éventuel réchauffement dû aux gaz à effet de serre, d'autres fondations ont soutenu ceux des scientifiques qui ne partagent pas cette opinion (*cf.* encadré 5).

Les fondations continuent à prendre des initiatives notables en faveur du développement dans les domaines traditionnels de la recherche agricole et médicale ; certaines d'entre elles font appel à des

---

42 . Voir [www.pewtrusts.com](http://www.pewtrusts.com)

mécanismes de financement et à des structures d'organisation d'un type nouveau, dont le chapitre 4 rend compte. En outre, il est remarquable qu'au cours de ses cinq premières années d'existence la plus grande fondation mondiale, celle de Bill et Melinda Gates, ait autant privilégié les bibliothèques, la médecine et l'aide financière aux universités, reprenant les priorités fixées par Carnegie et Rockefeller un siècle auparavant. Les subsides dont la fondation Gates a fait bénéficier les programmes de vaccination en vigueur, la mise au point d'un vaccin contre le SIDA ainsi que le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme totalisent déjà largement plus d'\$1 milliard. C'est le signe d'un regain d'intérêt manifeste des fondations à l'égard des maladies dont souffrent les pays les plus pauvres. Cependant, les efforts de recherche sont désormais soutenus par des aides financières, au lieu d'être effectués par des équipes travaillant au sein des fondations elles-mêmes, comme celle qui inventa, il y a 70 ans, le vaccin contre le fièvre jaune de la fondation Rockefeller.

### **Comment s'explique la prédominance des fondations américaines**

Ce sont les fondations américaines qui jouent de loin le rôle le plus important au service du développement. Elles le doivent en premier lieu à leur dimension et à leur expérience ; en effet, comme on l'a indiqué plus haut, il est coutumier que les fondations commencent par agir sur le plan local et étendent ensuite géographiquement leur activité, au fur et à mesure que leurs ressources et leur expertise augmentent. La dimension découle elle-même de plusieurs facteurs. L'économie des Etats-Unis est la plus importante du monde et offre les meilleures possibilités de bâtir une fortune personnelle. La légèreté relative de l'impôt sur le revenu constitue un encouragement supplémentaire à l'enrichissement. En outre, le système fiscal encourage l'utilisation du patrimoine personnel à des fins philanthropiques. Quelques mesures spécifiques pour stimuler les dons privés spécialement pour le développement sont mentionnées dans l'Encadré 6 et page 54. Tous ces faits sont le produit d'une culture qui met au premier plan la réussite et l'épanouissement individuel, tout en encourageant l'usage de la richesse au bénéfice de la société plutôt que pour constituer des fortunes familiales. Un ouvrage de Carnegie, intitulé *l'Evangile de la richesse*, a été jusqu'à populariser l'idée qu'il est déshonorant de mourir riche. Bien que les philanthropes américains modernes meurent rarement dans la pauvreté, beaucoup d'entre eux gardent une partie de l'enthousiasme dont fit preuve Carnegie pour maximiser de son vivant l'utilité sociale de sa richesse.

La vitalité dont font montre les fondations américaines n'est pas unanimement considérée comme un bon signe. Certains y voient surtout la conséquence de deux caractéristiques regrettables de l'économie des Etats-Unis : la répartition très inégale de la richesse et l'insuffisance de la protection sociale publique. Selon cette conception, la philanthropie privée est plus développée aux Etats-Unis qu'ailleurs en raison de l'existence de problèmes sociaux qui la rendent plus nécessaire.<sup>43</sup> Quoique l'on pense de cette idée générale, la réalité statistique est que, depuis de nombreuses années, les Etats-Unis occupent le premier rang mondial de l'aide par habitant sous forme de contributions philanthropiques d'origine privée ; en revanche, ils sont derniers pour l'aide financée sur fonds publics.

---

43 . Ainsi, deux chercheurs américains, spécialistes réputés des activités à but non lucratif, ont fait récemment l'observation suivante : "Il importe de reconnaître que ces activités ne sont que l'une des formes que peut prendre la "tradition sociale" d'un pays et qu'il ne va nullement de soi qu'elle constitue la principale. Dans certains cas, l'Etat a pris en charge les nécessiteux, alors que dans d'autres les entreprises ont assumé des responsabilités sociales étendues. En fait, l'existence d'un bénévolat très développé peut être le signe de l'absence ou de la faiblesse d'une tradition sociale dans le reste du pays ; elle peut également traduire une résistance vis-à-vis d'autres expressions de l'action sociale". Lester M. Salamon et Helmut K. Anheier, "Caring Sector or Caring Society? Discovering the Nonprofit Sector Cross-Nationally" (Le social, responsabilité sectorielle ou nationale? À la découverte du bénévolat dans différents pays), *Working Papers of the Johns Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project*, no. 17, Baltimore: 1994, page 1 ; disponible sur le site <http://www.jhu.edu/~ccss/pubs/pdf/caring.pdf>

**Encadré 5. Les fondations et l'indépendance scientifique : l'exemple de Richard S. Lindzen**

Richard Lindzen est l'un des plus grands scientifiques mondiaux spécialistes de l'étude de l'atmosphère. Dans les années 1960, il a proposé une explication, encore aujourd'hui admise, de l'oscillation périodique des vents tropicaux dans la partie inférieure de la stratosphère. Au début de sa carrière, il avait bénéficié de l'aide de la fondation Sloan, où Warren Weaver (Encadré 3) travaillait dans les années 1950-1960 ; il est maintenant professeur de météorologie à l'institut de technologie du Massachusetts, titulaire de la chaire Alfred P. Sloan. Il a été interviewé en 2002 dans le cadre de cette étude.

*Vous avez participé à plusieurs reprises à l'élaboration des rapports du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution climatique (GEIEC). Pensez-vous que le changement climatique dû au réchauffement produit par l'effet de serre représente une menace sérieuse pour les pays en développement ?*

Seulement si les politiques des pays riches gênent le développement des autres. Comme le GEIEC l'a lui-même noté, c'est surtout en nous adaptant que nous traiterons le problème du réchauffement, s'il s'avère sérieux. La richesse sociétale est un très bon indicateur d'adaptabilité.

*Que pensez-vous des répercussions comme la hausse du niveau de la mer, la prolifération des maladies tropicales ou l'augmentation des accidents climatiques ?*

A l'heure actuelle, nous ne savons même pas de façon certaine dans quel sens évoluera éventuellement le niveau des mers. En revanche, nous savons pertinemment qu'à un endroit donné les facteurs d'un changement de ce niveau sont à la fois largement distincts des incidences possibles de l'augmentation des températures et de la fonte des glaciers et plus importants qu'elles. Dans de petites îles, entreprendre de gros travaux de construction est une cause majeure de changement du niveau de la mer. Il convient de noter que ce dernier est une mesure relative, qui dépend tout autant de l'évolution du niveau de la terre que de celui de la mer.

De même, le climat ne joue qu'un rôle modeste à l'égard des maladies tropicales en comparaison des mesures de santé publique.

Enfin, la physique des extrémités climatiques nous incite fortement à penser que le réchauffement s'accompagnera d'une réduction de la variabilité extrême. Il faut savoir qu'à tout endroit donné la variabilité climatique dépend de la différence de température entre les tropiques et les latitudes élevées, dont on prévoit la baisse en cas de réchauffement.

*Il semble que certaines personnes considèrent vos opinions comme peu orthodoxes. Pensez-vous que le financement de votre activité d'enseignement par une fondation vous permet d'exprimer plus librement vos vues que ne pourrait le faire un chercheur travaillant au service de l'Etat ?*

Indéniablement. Bien que nous dépendions de financements publics, nos travaux ne nécessitent aucune autorisation officielle.

On trouvera à l'annexe A les grandes lignes de l'action des plus puissantes fondations américaines qui se consacrent au développement. Leurs rapports annuels donnent des informations plus détaillées ; beaucoup d'entre eux peuvent être consultés sur Internet et dans des compendiums standard, comme celui du Foundation Center (*International Grantmaking* – une récapitulation des subventions dans le monde), dont les références figurent également en annexe.

### **Les fondations en Europe**

Bien que la tradition occidentale des fondations ait son origine en Europe, elles y ont connu au 20<sup>ème</sup> siècle un développement beaucoup plus lent. A l'évidence, cela s'explique surtout par les bouleversements économiques et l'appauvrissement résultant de deux guerres mondiales et de la grande crise des années 30, qui ont ruiné maintes familles riches. La deuxième moitié du siècle a été

plus stable et prospère, ce qui a favorisé la renaissance des fondations. Mais leur dimension et leurs moyens d'action sont limités par le poids relativement élevé de l'imposition directe.

Les données culturelles jouent également un rôle. En Europe, la fiscalité finance un système complet de sécurité sociale ; beaucoup d'européens pensent donc que la protection sociale doit être assurée par l'Etat, en fonction de critères objectifs d'évaluation des besoins, plutôt que par des moyens privés qui risquent d'imposer aux donateurs des obligations plus ou moins arbitraires.<sup>44</sup> Il semble que l'on ait tendance actuellement à encourager davantage la philanthropie privée en Europe, notamment par le truchement d'un régime fiscal plus cohérent dans les pays de l'UE (voir encadrés 6 et 7).

En général, les fondations européennes sont soumises à des obligations moins strictes que leurs homologues américaines de se dissocier des sociétés qui les ont financées. Ainsi, au Danemark, la fondation Carlsberg détient maintenant l'intégralité des intérêts de Carlsberg dans la brasserie, la société Carlsberg ayant aussi pris le contrôle de son vieux rival Tuborg ; toutefois, la fondation Tuborg subsiste en tant qu'entité distincte. En Allemagne, la fondation Bertelsmann contrôlait encore, en 2002, 70 % du groupe d'édition Bertelsmann AG.

L'annexe B présente des informations relatives aux fondations européennes. En l'absence de tout système général d'information et compte tenu des différences de statut juridique et de structure des fondations entre pays européens, il est difficile d'analyser en détail leur contribution au développement. Quelques grandes institutions se distinguent : GlaxoSmithKline et la fondation Wellcome dans la recherche médicale ; la fondation Charities Aid, qui gère ses propres projets de développement et d'aide, tout en contribuant à la création de nouvelles organisations caritatives ; enfin diverses fondations d'origine bancaire, parmi lesquelles La Caixa en Espagne et l'ensemble des fondations qui gravitent autour de la Deutsche Bank en Allemagne.

Il faut souhaiter que l'intérêt porté actuellement en Europe au développement de la philanthropie privée entraîne une activité accrue des fondations au service du développement et permette de disposer de davantage d'informations comparables sur ce point. Certes, les liens culturels distincts qu'entretiennent les différents pays européens sont à l'origine d'une certaine spécialisation géographique naturelle (cf. annexe D) ; mais, si de nombreuses fondations de divers pays européens interviennent en Afrique et en Asie du sud, elles ne semblent guère connaître la nature de leurs activités respectives.

---

44 . En revanche, Gertrude Himmelfarb a récemment rappelé, en l'approuvant, la prise de position de Tocqueville en faveur de la bienfaisance privée, précisément parce que son caractère individuel et volontaire crée un « lien moral » entre le donateur et le bénéficiaire. Tocqueville avançait un deuxième argument en faveur des bonnes oeuvres : elles ne représentent qu'une reconnaissance privée et temporaire de la dépendance, alors que l'aide sociale de l'Etat est « une reconnaissance officielle de la misère, de la faiblesse ou de l'inconduite ». Il considérait la législation anglaise sur la pauvreté du début du 19<sup>ème</sup> siècle – l'un des tout premiers dispositifs de protection sociale – comme responsable de la création d'une classe dans laquelle « le nombre d'enfants illégitimes et de délinquants augmente rapidement et constamment, celui des indigents est illimité, tandis que l'esprit de prévoyance et d'épargne se raréfie ». Gertrude Himmelfarb loue elle-même les dispositions restreignant l'aide publique de la nouvelle loi de 1834 sur les indigents, qui « eut l'effet salutaire de stimuler la philanthropie privée ». Voir "The Past and Future of Philanthropy" dans *Giving Better, Giving Smarter* ("comment améliorer intelligemment la bienfaisance") : *Working Papers of the National Commission on Philanthropy and Civic Renewal*, Washington, 1997, pp. 14-15.

### **Encadré 6. Les fondations françaises et La Fondation de France**

Bien que les fondations soient nées en Europe, c'est aux Etats-Unis qu'elles sont depuis longtemps les plus grandes et les plus influentes. On peut y voir, dans une certaine mesure, le résultat inévitable de la richesse produite par la première économie mondiale. Mais les politiques publiques, les comportements sociaux et le système fiscal jouent également un rôle à cet égard.

Dans les années 1960, le gouvernement français lança une enquête pour déterminer les causes du sous-développement de la philanthropie en France comparativement aux Etats-Unis. Le ministre de la culture de l'époque était le célèbre aventurier, écrivain et philosophe André Malraux. En 1965, Malraux envoya aux Etats-Unis l'un de ses conseillers, Michel Pomey, pour y étudier la situation des fondations.

Michel Pomey, impressionné par la vitalité des fondations américaines, proposa plusieurs mesures destinées à promouvoir la philanthropie en France. La clef de sa stratégie était la création d'une « grande fondation », qui jouerait le rôle d'aiguillon ainsi que d'intermédiaire entre l'Etat et les institutions philanthropiques privées. Il mobilisa 15 millions de francs auprès d'institutions financières françaises pour instituer, en 1969, la Fondation de France.

Cette dernière, située à Paris, se procure directement des fonds auprès de la population et effectue des donations en faveur d'activités non lucratives d'intérêt public. En outre, elle apporte un concours technique à la formation d'associations désintéressées et aide financièrement la recherche sur la philanthropie privée, dans le but de compléter de façon flexible et réactive l'action des pouvoirs publics.

A l'instar de la plupart des autres fondations, la Fondation de France se consacre en priorité aux problèmes intérieurs. Ainsi, son action en matière de santé se concentre sur l'autisme, le cancer et les maladies cardiovasculaires. Mais les donateurs peuvent également affecter leurs contributions à la « solidarité internationale » ; dans ce domaine, la Fondation sollicite chaque année des projets à financer dans des zones ciblées, émanant en particulier d'ONG des pays du sud. L'aide au Kosovo et l'assistance aux victimes de cyclones en Amérique centrale figurent parmi les priorités récentes. Les derniers projets retenus intéressent des populations vulnérables de l'Afrique du nord et de l'Océan indien.

La Fondation de France entrevoit certaines tendances encourageantes dans le cadre national. On observe une augmentation des dons,<sup>45</sup> tandis que les fondations instituées par des sociétés sont disposées à participer à des actions engagées pour remédier aux crises humanitaires internationales.<sup>46</sup> Pourtant, elle relève que la France « est très en retard sur beaucoup d'autres pays, tant en ce qui concerne le nombre de fondations que leurs moyens ». Afin d'encourager davantage le développement de ses homologues, la Fondation de France s'est jointe à d'autres fondations françaises pour créer, en 2001, le Centre Français des Fondations ; ce dernier participera notamment aux efforts pour donner aux fondations un statut juridique uniforme dans l'ensemble de l'Union européenne.

Tirant argument du régime fiscal plus favorable des fondations allemandes et britanniques, elle a recommandé instamment :

- De relever les taux et les plafonds de déductibilité fiscale des dons.
- D'autoriser l'étalement des déductions sur plusieurs années.
- De permettre des dons sous forme d'actions de sociétés.
- De réduire la taxation des fonds propres des fondations.<sup>47</sup>

Dans un autre document, elle suggère de simplifier les procédures d'enregistrement des fondations et de remplacer le système actuel, qui prévoit la présence de fonctionnaires dans leurs conseils d'administration, par un mode de surveillance plus souple et a posteriori.<sup>48</sup>

45 . "Actualité novembre 2002 : Les dons déclarés des Français en 2000" at Observatoire du don.

46 . "Nouvelles alliances dans la sphère privée : entreprises et ONG" at <https://www.fdf.org/>; Observatoire des entreprises mécènes.

47 . "Les fondations en France: Éléments d'introduction et perspectives" (Janvier 2002) at <https://www.fdf.org/>; Observatoire des fondations.

48 . "Développer les fondations en France: un impératif européen", *ibid*, Juillet 2001.

**Encadré 7. Rôle des fondations et du secteur privé dans la coopération espagnole pour le développement**

Ces dernières années, les pays européens se sont davantage intéressés au rôle du secteur privé dans la coopération en faveur du développement, comme en témoigne le financement de cette étude par l'Espagne. Le Secrétaire d'Etat chargé de la coopération internationale et de l'Amérique latine au sein du gouvernement espagnol, M. Miguel Angel Cortes, a évoqué les efforts consentis dans ce domaine par son pays lors d'un entretien organisé en 2002 par Carlos Asenjo Ruiz.

*Quelle est la part du secteur privé dans les initiatives espagnoles en matière de coopération pour le développement?*

Au total, nous estimons que le secteur privé fournit plus du tiers des ressources de la coopération bilatérale espagnole. Il le fait surtout par l'intermédiaire des ONG, bien qu'une bonne partie des fonds émane aussi de fondations et d'autres entités concernées, telles que les entreprises et les institutions financières. Un secteur privé dynamique est en mesure de contribuer substantiellement à la réalisation du développement économique et social. C'est pourquoi l'action de l'Espagne en matière de coopération pour le développement a accordé une place particulière au travail des ONG et des fondations dans les pays en développement.

L'Espagne compte environ 3 000 fondations en activité, dont près de 10 % se consacrent à la coopération internationale ou y participent régulièrement. Les fondations dépensent environ 100 millions d'euros au titre de la coopération, mais ce montant atteint 280 millions d'euros si l'on inclut les ONG. L'Espagne fait donc partie des pays de l'UE où le secteur privé contribue le plus à la coopération en vue du développement.

*Quelles sont les principales modifications introduites par la nouvelle législation sur les fondations et le mécénat?*

La loi sur les fondations codifiera en un seul texte juridique les règles applicables à la fois aux fondations publiques et autonomes. Elle leur permettra de posséder et de gérer des sociétés dont les activités sont conformes à leur mission intrinsèque. De plus, elle simplifiera la présentation des budgets et des comptes, tout en améliorant la stabilité du secteur grâce à l'obligation d'une dotation minimale de 50 000 euros pour l'établissement d'une nouvelle fondation.

La nouvelle loi sur le mécénat prévoit des exemptions fiscales pour des activités comme l'enseignement, la santé, l'environnement, la recherche-développement et la coopération culturelle. Ce nouveau texte ouvre également la voie à des allègements fiscaux supplémentaires en faveur des personnes qui font des dons aux fondations. Elles bénéficieront notamment d'un relèvement de 20 à 25 % de la déduction actuelle au titre de l'impôt sur le revenu. Les associations se verront également accorder un abattement de 35 % ainsi qu'une exemption automatique des autres impôts locaux.

Ces deux lois étant réclamées depuis longtemps par la société espagnole et par les fondations, j'ai la conviction qu'elles seront bien accueillies. Elles sont le fruit d'un travail commun de plus de trois ans des ministères du Trésor, de la Justice, des Affaires sociales, de l'Education ainsi que de la présidence, sans oublier les partis politiques et les associations de fondations espagnoles. On va aussi instituer un nouvel organisme représentatif, le Conseil des fondations, qui comprendra des délégués de l'administration centrale, des Communautés autonomes et des fondations elles-mêmes.

*Quelles sont les activités des fondations dont vous prévoyez l'essor au cours des prochaines années?*

Je pense que toutes les activités de coopération vont connaître un grand développement au cours des prochaines années ; les domaines susceptibles de prendre la tête du mouvement sont par exemple l'enseignement, la santé, la mise en œuvre d'une bonne gouvernance, la recherche ou le développement local. La dynamique est lancée depuis quelques années et le nouveau cadre juridique donnera des moyens plus efficaces de canaliser l'intérêt pour la coopération internationale dont le secteur privé espagnol a fait preuve.



## Les fondations aux Japon

Au Japon, les fondations caritatives se sont largement inspirées du modèle américain ; il n'en existe pas moins des différences intéressantes, qui résultent à la fois de la culture japonaise des affaires, de la structure des rémunérations et du système fiscal.

La première vague de création de fondations date des années 1920. Après le succès des bolcheviques en Russie et l'agitation communiste dans d'autres pays capitalistes, les grands conglomérats de l'époque, appelés *Zaibatsu*, ont craint une montée du socialisme au Japon. Ils ont créé des fondations, copiées dans une large mesure sur la fondation Rockefeller, qui se sont consacrées aux œuvres sociales, aux hôpitaux et à la mise au point de nouvelles technologies. L'institut de recherche sur les matériaux de l'université de Tohoku, situé à Sendai, est un symbole durable de cette période. Il était issu de l'institut de recherche sur le fer et l'acier, établi au même endroit en 1919 avec le concours de fondations, et qui fut le premier institut de recherche universitaire du pays.

Les quatre plus importants *Zaibatsu* ont été dissous à la fin de la guerre et c'est seulement après le rétablissement de la souveraineté nationale japonaise en 1951, par le traité de San Francisco, que sont apparues les conditions propices à la formidable expansion économique du pays jusqu'à la fin des années 1980. Vers 1970, les principales sociétés ont retrouvé la capacité d'instituer des fondations puissantes et ont ressenti de nouveau une pression sociale pour le faire. A cette époque, les entreprises étaient confrontées à l'irritation de la population en raison des problèmes de santé et d'environnement provoqués par les rejets industriels ; il s'agissait en particulier de la pollution de l'air et de la célèbre crise d'empoisonnement au mercure qui reçut le qualificatif de maladie de Minamata.

Encore une fois les Etats-Unis ont fourni des modèles. La fondation Ford était alors la plus grande du monde et avait un important projet orienté vers le développement, qui concernait les sciences physiques et sociales ainsi que les humanités. La fondation Mitsubishi, établie en 1969 lors du centenaire de la société, et la fondation Toyota (1974) se sont beaucoup inspirées de l'expérience de Ford et ont montré la voie à d'autres fondations japonaises, nouvelles ou renaissantes.

Les taux relativement élevés d'imposition marginale en vigueur au Japon et une disparité des niveaux de salaires moins marquée qu'aux Etats-Unis ne permettent pas d'amasser des fortunes personnelles aussi considérables que dans ce dernier pays. C'est pourquoi la plupart des grandes fondations japonaises se procurent leurs ressources auprès de sociétés, sachant que la quasi totalité des grandes entreprises ont leur grande fondation. Toutefois, à la différence des fondations américaines émanant de sociétés, elles s'abstiennent habituellement de financer des activités dans leur propre domaine professionnel.<sup>49</sup> En revanche, elles soutiennent une large gamme d'initiatives sociales et

---

49 . La décision des fondations japonaises de se tenir à l'écart des sujets liés aux affaires a des conséquences ironiques. En 1972, dans un ouvrage intitulé *Les grandes fondations*, Nielsen avait reproché aux fondations des constructeurs automobiles américains de ne pas financer les recherches en rapport avec l'automobile (voir note 8). Peut-être en réaction à ce livre, la fondation Toyota choisit au départ de faire de ce type de recherches une priorité, de telle sorte qu'au cours de sa première année d'existence elle soutint des projets intéressant le contrôle de la circulation, le transport en autobus, la sécurité au volant et la pollution de l'air. Mais cette stratégie se retourna contre elle. Au lieu de donner une impression de responsabilité sociale des entreprises, elle contribua à accréditer dans les pays asiatiques l'idée que le gouvernement, les milieux d'affaires et les fondations du Japon étaient complètement liés. Le mécontentement atteignit un paroxysme dans les années 1970 : les voyages à l'étranger du premier ministre Tanaka suscitérent des émeutes et les bureaux de Toyota à Djakarta furent incendiés. Après ces événements, les fondations automobiles japonaises abandonnèrent la recherche à but professionnel et commencèrent à constituer leurs propres équipes de responsables de l'évaluation de projets, alors qu'après leur création elles avaient souvent suivi les avis des experts de l'Etat pour choisir les propositions à financer (cf. Yuriko Hayashi, *Rapport de la fondation Toyota pour 1975*, page 10: "...la règle fondamentale que le Japon s'était fixé était de laisser l'Etat prendre la direction des opérations, au point qu'une fondation n'était pas toujours tenue d'agir par elle-même, les experts publics jouant le rôle de responsable des programmes."

culturelles, de manière comparable aux fondations personnelles ou familiales que l'on trouve aux Etats-Unis.

On trouve toutefois quelques fondations à caractère personnel qui ont été instituées par les fondateurs d'entreprises particulièrement couronnées de succès. Ainsi, Kazuo Inamori, créateur de la société Kyoto Céramique (appelée maintenant Kyocera) fit fortune à la faveur du boom de l'électronique au Japon et lança en 1984 la fondation qui porte son nom. Elle décerne les prestigieux prix Kyoto dans le domaine des technologies avancées, des sciences fondamentales, des arts et de la philosophie. Elle n'est pas spécialisée dans les problèmes de développement ; pourtant, plusieurs lauréats ont travaillé sur ce sujet et la fondation accorde également des subventions aux étudiants japonais en partie dans le but de promouvoir la compréhension entre les peuples.

On peut mentionner également le célèbre philanthrope japonais Ryoichi Sasakawa ; cette personnalité controversée fonda en 1931 un parti politique fasciste et fut emprisonné de 1945 à 1948, en raison de crimes de guerre commis en Chine. Sasakawa consacra la fin de sa vie à la philanthropie et finança de nombreuses initiatives en faveur de la compréhension entre les nations, parmi lesquelles des dons personnels à l'Organisation mondiale de la santé ; il soutint aussi la création de plusieurs fondations internationales, dont l'association Sasakawa Afrique. Cette dernière a favorisé le développement de productions végétales et l'extension de l'agriculture, en particulier en Afrique de l'ouest, avec l'aide de l'ancien président américain Jimmy Carter et de Norman Borlaug, tous deux lauréats du prix Nobel de la paix (voir la partie du chapitre 2 consacrée à la révolution verte).

Le Japon met en oeuvre un important programme d'aide officielle au développement, d'un montant à peu près égal à celui appliqué aux Etats-Unis dans les années 1990. En revanche, les fondations disposent de ressources limitées, une situation encore accentuée ces dernières années par la faiblesse des taux d'intérêt et du rendement des placements dans ce pays. Leurs activités à l'étranger se concentrent donc sur des créneaux qui ne font pas partie des priorités de l'Etat. Elles comprennent le soutien financier de recherches archéologiques (par exemple à Angkor vat) ainsi qu'un projet concernant l'histoire et les langues locales d'autres pays asiatiques. Ainsi, la fondation Toyota a financé le premier dictionnaire de langue Lao, de même que le micro-filmage et la conservation de manuscrits traditionnels en Lao écrits sur des feuilles de palme. Le responsable de ce dernier projet, Mme Dara Kanlaya, a obtenu à ce titre le prix Nikkei Asie de la culture en 1996.<sup>50</sup>

### **Les fondations d'autres pays asiatiques**

Il est difficile d'obtenir des informations sur l'activité des fondations et des autres institutions à but non lucratif dans le reste de l'Asie. L'annexe C de cette étude, qui donne un compte rendu des études disponibles, arrive aux conclusions suivantes :

- Dans les pays asiatiques en développement, presque tous les dons à caractère philanthropique sont faits sur le plan local ou national.
- L'essentiel de ces fonds est destiné à des causes religieuses. Il est vrai que les institutions religieuses prennent aussi en charge la plus grande part de la protection sociale.

---

Néanmoins, les fondations sœurs de Toyota présentes dans les pays asiatiques continuent à financer l'instruction scolaire en matière de sécurité routière.

50 . Voir [www.nni.nikkei.co.jp/FR/NIKKEI/inasia/prizes/1996/96da.html](http://www.nni.nikkei.co.jp/FR/NIKKEI/inasia/prizes/1996/96da.html)

*Fondations philanthropiques et coopération pour le développement*

- En Asie, le secteur caritatif évolue généralement dans un cadre politique peu porteur ; cela va du contrôle direct de l'Etat sur ses activités à l'absence de reconnaissance juridique et d'incitations fiscales.

## CHAPITRE 4

### LES INNOVATIONS DES FONDATIONS DANS LE DOMAINE DU DEVELOPPEMENT

Dans le sillage de Nielsen, les fondations ont souvent été critiquées pour la prudence de leur action en matière de subventions ; pourtant, le secteur reste une source d'innovations. Il n'y a pas lieu de s'en étonner, puisque de nouvelles fortunes apparaissent sans cesse, ceux qui les réalisent étant à l'origine de nouvelles idées et méthodes inspirées de leurs succès en affaires.

Ce chapitre évoque les initiatives actuelles des fondations qui présentent un intérêt particulier pour le développement. Il met en exergue les principales et les regroupe en deux grandes rubriques : les mécanismes de financement et d'organisation, d'une part, les nouveaux domaines d'intervention, d'autre part.

#### **Innovations sur le plan du financement et de l'organisation**

##### *Partenariats public/privé*

Depuis longtemps les financements publics servent à étendre ou à renforcer progressivement les initiatives des fondations. On emploie souvent à ce propos l'expression « partenariat public/privé » et il semble que les synergies potentielles entre actions publiques et privées pour résoudre les problèmes de développement les plus ardues soient de mieux en mieux reconnues (*cf.* encadré 8).

L'expression « partenariat public/privé » au sens strict s'applique quand les résultats des recherches conduites par une société bénéficient de l'appui financier d'une fondation et de l'Etat, pour tenter de surmonter les obstacles commerciaux au lancement de nouvelles technologies. On peut citer comme exemple récent la lutte contre le genre striga, une plante parasitaire qui réduit fortement les rendements du maïs et d'autres cultures vivrières en Afrique sub-saharienne. Les pulvérisations et les autres méthodes employées étaient coûteuses, incomplètement efficaces et devaient être répétées pour chaque récolte. Une technique entièrement nouvelle, produit d'une collaboration public/privé, a très sensiblement amélioré les perspectives. Les principaux protagonistes ont été la branche kényane du Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT – dont les débuts sont décrits au chapitre 2), le fonds d'amorçage Pioneer et le géant chimique BASF. Pioneer avait mis au point une variété de maïs non transgénique résistante à l'herbicide imazapyr de BASF. Les chercheurs du CIMMYT ont découvert que l'application sur les graines de ce maïs de minuscules quantités d'imazapyr empêchait le parasite de pénétrer dans la graine. Le résultat est un développement normal du maïs et une élimination quasi intégrale du genre striga. Il faudra procéder à des recherches supplémentaires pour étendre l'application de cette technologie à d'autres cultures et régions agricoles.<sup>51</sup>

Pour encourager ce type de collaboration, les fondations préconisent depuis peu l'adoption de modèles spécifiques de partenariat public/privé, qui visent à donner une incitation commerciale à la

---

51 . Pour plus de détails, voir [www.cimmyt.org/Research/Maize/results/striga/control.htm](http://www.cimmyt.org/Research/Maize/results/striga/control.htm)

découverte de nouveaux moyens de lutter contre la faim et les maladies dans les pays en développement.

La Fondation Rockefeller a joué le rôle de pionnier en ce domaine. Il y a quelques années, ses collaborateurs remarquèrent un désintérêt pour la mise sur le marché de nouvelles plantes et de nouveaux médicaments adaptés aux besoins des pays en voie de développement. L'explication est que plus une communauté est pauvre, moins elle est en mesure d'acquérir de tels produits sur le marché. En d'autres termes, les sociétés qui fabriquent des médicaments, des graines etc., ont peu de chances de faire des bénéfices en produisant pour les populations les plus pauvres du monde. C'est ainsi qu'à la fin des années 1990 les principaux conglomérats pharmaceutiques avaient cessé de travailler activement à la mise au point de produits anti-paludiques.

En revanche, de nombreuses entreprises avaient procédé à des recherches sur de nouveaux médicaments potentiellement utiles, pour lesquels elles jouissaient encore de droits de propriété intellectuelle. La première impulsion donnée par la fondation Rockefeller a consisté à les persuader de communiquer les résultats de leurs travaux à une nouvelle association, qui aurait vocation à utiliser finalement certains au moins d'entre eux. Plusieurs grandes entreprises ont répondu favorablement ; elles ont fait don de leurs recherches et de leur expertise soit gratuitement, soit en contrepartie d'un pourcentage d'éventuels bénéfices. Parmi les partenariats public/privé figure également l'obtention directe d'éléments de propriété intellectuelle, notamment par le biais de la Bibliothèque agricole électronique (Essential Electronic Agricultural Library – TEEAL) et de l'accès inter-réseaux santé à la recherche (HINARI).

L'étape suivante consiste à procéder à une analyse économique du produit potentiel. Si elle s'avère favorable, on met en place des groupes de développement du produit fonctionnant comme des entreprises, avec un conseil de direction, un directeur général et un plan d'activité. Plusieurs organisations officielles d'aide au développement ont déjà pris en charge une partie des coûts de lancement. Au cours des cinq dernières années, plus de 20 sociétés ont été dotées de capitaux dans la seule industrie pharmaceutique et, à la fin de 2002, 14 médicaments étaient proposés pour traiter le paludisme.

On a appliqué le même concept de base à l'agriculture, où, certaines complications sont apparues ; en effet, quatre des cinq principales firmes de biotechnologie ont également des départements de chimie agricole. Comme les nouvelles cultures nécessitent souvent moins de pesticides et d'engrais (l'utilisation de substances chimiques a notamment beaucoup diminué depuis l'introduction du maïs et du coton biotechnologiques), le développement parallèle des deux types d'activités pourrait poser aux fabricants des problèmes commerciaux épineux.

Il n'est pas encore possible de dire si l'apport au développement des partenariats public/privé s'avèrera finalement important. Leurs partisans à la fondation Rockefeller et ailleurs peuvent faire état de plusieurs signes encourageants :

- Les partenariats ne démarrent pas ex nihilo ; ils mettent en œuvre des idées qui s'étaient déjà révélées prometteuses. Comme ils disposent généralement des fruits de recherches antérieures à titre gratuit ou contre une fraction de bénéfices éventuels, ils ne sont pas obérés par des paiements anticipés ou des remboursements de dettes.
- Comparativement à la recherche financée sur fonds publics, l'existence d'une motivation financière constitue une incitation supplémentaire à la réussite du projet et aussi une garantie contre le risque de gaspillage de fonds pour des projets non viables. Si les financements d'Etat se sont montrés efficaces pour diffuser les bienfaits des technologies existantes

(notamment grâce au CGIAR dans la forme qui est la sienne depuis les années 1970), le bilan des financements privés (y compris les aides des fondations) semble meilleur à l'égard des innovations couronnées de succès.

- Quand une nouvelle plante ou un nouveau médicament se révèle efficace et quand les organismes officiels d'aide le jugent d'un bon rapport coût/performance, les ventes peuvent suffire à assurer sa rentabilité commerciale.
- Les entreprises commerciales ont intérêt à soutenir de tels projets pour des raisons de relations publiques et elles ont démontré leur volonté d'en assurer le succès.

Néanmoins, certains gouvernements européens demeurent sceptiques quant aux possibilités des partenariats public/privé. Ils ont des objections d'ordre moral à l'égard de l'utilisation de l'argent public au service d'activités dont le succès éventuel procurera des bénéfices au secteur privé. Ils s'inquiètent également du fait que des technologies de développement d'importance peut-être vitale puissent rester sous le contrôle d'intérêts privés pendant des dizaines d'années.

Il reste à voir si l'expérience confirmera les espoirs ou les craintes suscités par les partenariats public/privé. Mais, au vu des échecs subis actuellement dans la lutte contre plusieurs grandes maladies et de la persistance de pénuries alimentaires en Afrique sub-saharienne, on ne risque manifestement pas grand-chose à expérimenter de nouveaux mécanismes pour accélérer la recherche de solutions

#### *Fondations publiques*

La présente étude s'est surtout intéressée aux fondations à financement privé qui sont solidement capitalisées. Il va de soi que la nature des fondations ainsi que leur organisation juridique et financière varient au sein d'un même pays et d'un pays à l'autre. Il existe une variété, parfois qualifiée de publique, que l'on trouve dans toutes les catégories de fondations et d'ONG : c'est une entité constituée sous forme de société, qui dispose de soutiens institutionnels solides, mais dont le financement est essentiellement assuré par des souscriptions volontaires du public.

Le succès des fondations publiques dépend de leur capacité à obtenir le soutien de la population. Elles se montrent donc plus ouvertes sur la nature de leurs activités et leurs campagnes de collecte permettent de mieux faire connaître aux citoyens les problèmes de développement.

On en a un bon exemple avec l'organisation japonaise connue sous le nom d'« Epargne postale pour l'aide volontaire internationale ».<sup>52</sup> Elle a été fondée en 1991 par la Poste japonaise. Les détenteurs de comptes d'épargne postale ont été invités à consacrer une fraction des intérêts perçus à un fonds finançant le développement. Le dispositif a eu un grand succès, à telle enseigne qu'en 2001 26 millions de comptes y participaient. Malheureusement, la rémunération des avoirs immédiatement disponibles est tombée à un plus bas historique au Japon – 0.02 % en 2001 – ce qui a réduit, ces dernières années, les fonds distribuables à quelques millions de dollars.

Néanmoins, le processus de répartition de ces fonds convient à des projets locaux de petite dimension, qui se situent habituellement dans une fourchette de \$10,000 à \$100,000. Les demandes peuvent être formulées par des ONG disposant d'une représentation au Japon et présentes sur le terrain. Le ministère responsable vérifie, en liaison avec celui des affaires étrangères, si l'ONG est bien en activité ; puis, les demandes sont examinées par le Conseil des services postaux. Les secteurs d'intervention privilégiés comprennent l'éducation, la santé, les réfugiés, l'aide à l'environnement et

---

52 . [www.yu-cho.yusei.go.jp/volunteer-post/english/a1-1.htm](http://www.yu-cho.yusei.go.jp/volunteer-post/english/a1-1.htm)

l'émancipation financière des femmes ou des paysans. Le ministère responsable des postes donne son agrément à la liste des candidatures retenues, qui est ensuite publiée au Journal Officiel.

Parmi les fondations publiques vouées au développement, l'une des plus renommées est le Centre Carter, fondé par l'ancien président américain Jimmy Carter et sa femme Rosalynn. Il se trouve sur le campus de l'Université Emory à Atlanta, en Géorgie, et dispose d'un budget annuel de \$35 millions. Il a donné un cadre institutionnel aux actions de l'ancien président pour mettre fin à des conflits (notamment son travail de longue haleine à propos de la guerre dans le sud du Soudan) et promouvoir le développement de la démocratie. Il a entrepris également des projets importants de lutte contre des maladies relativement négligées, mais qui existent à l'état endémique en Afrique, comme la dracunculose, l'onchocercose et le trachome. Enfin l'aide accordée par l'ex-président a permis d'intensifier les efforts de la fondation Sasakawa pour améliorer les rendements agricoles en Afrique occidentale.

Lorsqu'il reçut le prix Nobel de la paix, en 2002, Jimmy Carter rappela qu'à ses yeux les écarts de richesse étaient la cause fondamentale de grands problèmes mondiaux comme la faim, l'analphabétisme, les maladies curables et les conflits violents. Dans un rappel des motivations de bien des philanthropes, il déclare que son action s'inspirait de préceptes religieux, tout en reconnaissant que ces derniers aussi pouvaient être détournés de leurs fins :

*« Les principes intangibles de la vie datent d'avant les temps modernes. Je vénère le Christ, que nous chrétiens considérons comme le prince de la paix. En sa qualité de juif, il nous a enseigné de transcender les barrières religieuses dans le service et dans l'amour. Il n'a cessé de tendre la main aux conquérants romains, autres infidèles, et de les soutenir ; il a fait de même à l'égard des samaritains, encore plus méprisés ».*

*« En dépit des divergences théologiques, toutes les grandes religions partagent les mêmes objectifs qui définissent l'idéal de nos rapports séculiers. J'ai la conviction que les chrétiens, les musulmans, les bouddhistes, les hindous, les juifs et d'autres croyants peuvent œuvrer de concert pour atténuer la souffrance humaine et épouser la cause de la paix ».*

*« Mais l'époque actuelle est difficile et éprouvante pour ceux dont la vie est déterminée par une foi religieuse fondée sur la bonté envers autrui. On nous a rappelé qu'une perversion théologique pouvait conduire à des actes cruels et inhumains, à l'image de ceux qui se font exploser et tuent des êtres innocents en invoquant à tort la volonté de Dieu ».<sup>53</sup>*

#### *Prix, subventions et bourses*

Les dons aux personnes sont une forme ancienne de philanthropie. Traditionnellement, on a coutume d'octroyer des bourses aux bons éléments qui n'ont pas les moyens de financer des études longues. Au cours des récentes décennies, les étudiants des pays en développement ont de plus en plus bénéficié de bourses privées financées par des fondations, comme le célèbre trust Cecil Rhodes au Royaume-Uni, ou par différentes universités. L'étude des demandes de bourses ou d'aides à la recherche représente une grande partie du travail quotidien de nombreuses fondations. Néanmoins, les modalités d'accès à l'assistance financière dispensée par les fondations ont beaucoup évolué au cours des dernières décennies. A l'heure actuelle, les fondations ont généralement des centres d'intérêt bien spécifiques et les organisations qui les fédèrent publient des guides de « donateurs » pour orienter les demandeurs vers les sources de financement les plus susceptibles de les concerner.

---

53 . [www.cartercenter.org/viewdoc.asp?docID=1118&submenu=news](http://www.cartercenter.org/viewdoc.asp?docID=1118&submenu=news).

### **Encadré 8. La propreté de l'eau en Afrique occidentale**

Selon l'Organisation mondiale de la santé, 1,2 milliard de personnes ne disposent pas d'un approvisionnement sûr en eau propre et 2,4 milliards ne possèdent pas de sanitaire convenable. Le coût humain dépasse presque l'entendement : il y a chaque année 250 millions de cas de maladies provoquées par l'insalubrité de l'eau, dont environ 5 millions ont une issue fatale. Parmi les causes de mortalité figurent des maladies comme la dracunculose, l'onchocercose, la bilharziose et le trachome. Les pays d'Afrique occidentale très peuplés à faible pluviométrie et à bas revenus sont particulièrement touchés.

Depuis 1990, la fondation Hilton apporte son concours au projet World Vision, qui vise à améliorer l'approvisionnement en eau dans les régions les plus déshéritées du Ghana, où la dracunculose existe à l'état endémique. Créée en 1944 par le magnat de l'hôtellerie Conrad N. Hilton, c'est l'une des rares fondations d'importance moyenne fortement orientées vers le développement international. Elle se consacre particulièrement au contrôle et au traitement du trachome ; depuis une date récente, elle décerne chaque année un prix humanitaire de \$ 1 million, dont ont bénéficié surtout des organisateurs de missions médicales ou sociales dans les pays en développement. World Vision est une organisation caritative chrétienne qui privilégie l'aide humanitaire, surtout au bénéfice des enfants.

Le projet World Vision/Hilton a permis de creuser jusqu'en 2002 plus de 1 100 puits alimentant plusieurs centaines de milliers de personnes. Au Sommet mondial pour le développement durable, qui a eu lieu la même année à Johannesburg, la fondation Hilton et l'organisation USAID ont annoncé le lancement d'un partenariat public/privé pour étendre le projet à de nouvelles régions du Ghana, du Mali et du Niger. En 2003, 12 partenaires concourent à l'Initiative ouest-africaine pour l'eau (WAWI), parmi lesquels l'UNICEF, WaterAid ainsi que plusieurs ONG et institutions académiques ; il y avait également le Conseil mondial du chlore, une association professionnelle qui, (conjointement à l'Institut Vinyl) fournira des tuyaux PVC et d'autres dons aux participants.

L'expérience acquise dans le cadre de ce partenariat pourrait contribuer à orienter d'autres projets d'aide concernant l'eau, notamment la nouvelle et importante « Initiative de l'UE pour l'eau ». On peut déjà tirer une leçon précieuse du projet Hilton/World Vision, à savoir l'importance d'un entretien adéquat des installations. Cela exige l'engagement de la population et des autorités locales, mais aussi la poursuite de l'aide de World Vision, qui s'est engagé à rester sur place pendant une période de dix à quinze ans après la mise en marche des nouveaux équipements.

L'expansion de ce type de projet se heurte à l'exigence d'une coordination accrue quand le nombre de participants est élevé. Même si chacun des douze pays impliqués a un rôle bien défini au sein du partenariat, une intégration efficace de leurs interventions pose d'évidents problèmes logistiques ; c'est surtout le cas dans les régions défavorisées qui disposent d'infrastructures limitées de transport et de communications. World Vision va installer un secrétariat à Accra pour superviser les opérations sur le terrain dans les trois pays ciblés. Les organisations associées au projet se coordonneront également au niveau des sièges pour maximiser l'efficacité stratégique de l'alliance.

A long terme, un approvisionnement viable en eau dépend de financements sûrs. Pour les obtenir, certains pays à revenus intermédiaires s'orientent vers une plus grande prise en charge des coûts par le consommateur, alors que plusieurs pays de l'OCDE privatisent les services relatifs à l'eau.<sup>54</sup> Mais on voit mal quel rôle peut jouer le marché pour fournir de l'eau de bonne qualité dans des régions où l'économie monétaire n'existe tout simplement pas. C'est précisément là que les besoins humains sont les plus importants et que le progrès dépend peut-être de façon cruciale d'une coordination effective de l'aide publique et privée, comme de l'engagement moral des personnels techniques et d'encadrement à travailler de longues années dans des contrées dangereuses et misérables.

---

54 . Voir *Améliorer la gestion de l'eau : l'expérience récente de l'OCDE*, OCDE, 2003.



Les plus grandes fondations, telles que Ford et Rockefeller, ont eu tendance à intégrer leurs aides et bourses dans des programmes d'assistance ciblée, qui englobent également des concours d'ordre institutionnel et technique, et sont gérés avec soin pendant des années par des responsables spécialisés. Les fondations moins importantes sont parfois en mesure d'offrir un appui plus souple et adapté aux domaines et zones auxquels elles s'intéressent.

La distribution de prix peut être un moyen utile de récompenser la réussite, tout en attirant l'attention du public sur un problème. On en a un bon exemple en matière de développement avec le Prix international de l'alimentation (World Food Prize), qui est décerné chaque année et s'élève actuellement à \$ 250 000. Il a été lancé en 1986 pour honorer ceux qui contribuent à « améliorer la qualité, la quantité ou la disponibilité de la nourriture dans le monde ». Son inspirateur a été Norman Borlaug et il est financé depuis 1990 par le magnat des transports John Ruan (voir encadré 9). Largement médiatisé, il met en valeur les progrès de la technologie génétique, du contrôle des parasites, des pratiques agricoles et foncières ainsi que les incitations économiques qui permettent d'améliorer le rendement des cultures vivrières de base. Les lauréats ont des origines nationales très diverses.<sup>55</sup>

De façon analogue, la fondation allemande Bertelsmann décerne chaque année, depuis 1988, le prix Carl Bertelsmann, qui a pour objet de « rendre hommage aux solutions novatrices et exemplaires des problèmes de société ». Il s'accompagne du versement de 150 000 euros. En 2001, il a été partagé entre cinq personnalités polonaises et boliviennes qui avaient grandement contribué à la transformation de leur pays en démocratie. En 2002, il a été accordé à Transparency International, l'organisation de lutte contre la corruption.<sup>56</sup>

## **Nouveaux domaines d'intervention**

### *Responsabilisation et progrès démocratique*

Le développement de la participation des citoyens et la bonne gouvernance ont pris une plus grande place dans les projets officiels, surtout depuis l'effondrement du communisme en Europe de l'est. Mais l'aspect politique de ces projets crée inévitablement certaines contraintes. On a mis l'accent sur l'aide technique destinée à améliorer l'efficacité et la transparence de l'Etat ou à appliquer des mesures auxquelles le gouvernement bénéficiaire avait déjà donné son accord : par exemple, l'amélioration des procédures électorales ou l'incorporation dans la législation nationale des dispositions prévues par les textes internationaux sur les droits de l'homme. Les fondations jouissent d'un peu plus de liberté d'action dans leur travail d'édification démocratique, même s'il leur faut conserver suffisamment la confiance des gouvernements hôtes pour pouvoir continuer à opérer.

La fondation Ford est à l'origine de certains des projets les plus audacieux de responsabilisation. Ils s'inspirent de l'expérience acquise auprès de communautés locales aux Etats-Unis dans les années 1960, au sein de zones urbaines défavorisées. L'objectif était alors de lutter contre l'exclusion sociale des habitants des quartiers pauvres en modernisant les écoles et en obtenant des crédits de l'Etat fédéral pour la formation professionnelle et l'éducation. On insistait beaucoup sur les « projets phares » (« demonstration projects », qui consistaient à concentrer des ressources et une expertise en science sociale au service d'une communauté donnée. Le succès de ces mesures a été diversement apprécié. Elles ont incontestablement encouragé la politique contre la pauvreté du gouvernement fédéral américain, notamment l'adoption en 1964 d'une loi en faveur de l'égalité des chances

---

55 . [www.worldfoodprize.org/Laureates/laureates.htm](http://www.worldfoodprize.org/Laureates/laureates.htm)

56 . On trouvera des détails sur la fondation Bertelsmann en consultant le site Internet : [www.bertelsmann-stiftung.de/](http://www.bertelsmann-stiftung.de/)

(Economic Opportunity Act), mais elles ont également été qualifiées dans une étude financée par la fondation Ford elle-même, de « fusion grandiose entre le paternalisme et la bureaucratie ». <sup>57</sup>

L'objectif général des projets de nature sociale entrepris actuellement par la fondation Ford dans les pays en développement est de promouvoir l'avènement d'une société civile démocratique à l'échelle mondiale. Diverses actions sont orientées vers la constitution de réseaux et de coalitions à la fois dans de vastes domaines, comme les conditions de travail et l'environnement, et vis-à-vis de problèmes spécifiques, par exemple les mines antipersonnelles, le sida et l'accord TRIPS (sur la propriété intellectuelle). Outre les objectifs propres de ces coalitions, on attend de leur action et de leur interaction qu'elles favorisent la participation des citoyens et renforcent les outils de la démocratie dans les pays partenaires.

On peut citer l'exemple du Projet budgétaire international (International Budget Project - IBP), qui vise à améliorer la transparence et la responsabilité des décisions budgétaires dans les pays en développement et en transition. Lui aussi trouve sa source dans une création interne de la fondation Ford, le Centre des priorités budgétaires et politiques ; elle avait été ensuite étendue à l'Amérique latine sous la forme du Projet d'analyse des finances publiques, qui est maintenant mondialisé. La plupart des documents budgétaires ne peuvent pratiquement pas être utilisés par les groupes d'intérêts et le public, soit en raison de leur complexité technique et de leur obscurité, soit simplement faute d'être disponibles. La mission de l'IBP est de « décoder » les budgets nationaux, pour permettre et encourager un débat intellectuel structuré sur la répartition des ressources publiques.

Les gouvernements sont naturellement quelque peu réticents à soumettre leurs décisions de dépenses à davantage d'examen, de critiques et de pressions. Mais les parlementaires des pays en développement estiment souvent que cela permet de rendre les gouvernements plus responsables et de s'assurer qu'ils solliciteront l'autorisation du législateur avant de modifier sensiblement les engagements budgétaires. En outre, les collaborateurs de la fondation Ford pensent que l'IBP fait mieux prendre conscience à la population des contraintes auxquelles la communauté financière internationale soumet les décisions de leurs gouvernants.

L'IBP illustre bien la capacité des fondations à innover en lançant des « projets d'action » axés sur la transformation sociale. Ils ont souvent servi de modèles aux interventions de nature plus générale des États ; des observateurs progressistes, comme Nielsen, y ont vu l'expression du potentiel d'expérimentation qu'offrent les capitaux privés d'origine philanthropique. Des spécialistes aux idées moins avancées, tels que Weaver, ont mis en garde contre les dangers des projets d'action, notamment les tendances à l'ingénierie sociale, à l'encouragement à la dépendance et à la création d'îlots de privilégiés. Au sein des fondations, les responsables de projets formés aux disciplines scientifiques sont également enclins à mettre en doute l'apport à long terme des projets d'action sociale. S'intéressant surtout aux résultats quantifiables, ils sont tentés de s'interroger sur leur opportunité dans les termes suivants : « Comment saurez-vous quand votre mission est terminée? »

---

57 . Charles E. Silberman, cité dans l'ouvrage d'Alice O'Connor, "La Fondation Ford et l'activisme philanthropique dans les années 1960" (The Ford Foundation and Philanthropic Activism in the 1960s), édition Lagemann, page 180 – voir la référence complète à l'encadré 1.

A l'heure actuelle, les principales fondations qui se consacrent au progrès international de la démocratie sont les fondations Soros autonomes, présentes dans environ 30 pays, et l'Institut pour une société ouverte (Open Society Institute - OSI), qui joue le rôle de maison mère. Tous ces organismes ont été créés par le financier d'origine hongroise Georges Soros ; leurs objectifs déclarés sont les suivants :

*La vocation du réseau des fondations Soros dans le monde entier est de faire évoluer les sociétés fermées dans le sens de l'ouverture, tout en protégeant et en développant les valeurs des sociétés ouvertes qui existent. Fondamentalement, le concept de société ouverte consiste à reconnaître que les actions humaines reposent sur un savoir imparfait et que nul n'est en possession de la vérité absolue. Sur le plan pratique, une société ouverte est caractérisée par le règne du droit ; le respect des droits de la personne, des minorités et des opinions minoritaires ; le choix du gouvernement par des élections démocratiques ; une économie de marché, dans laquelle les activités économiques sont distinctes de l'Etat ; enfin, une société civile développée.<sup>58</sup>*

Au départ, les œuvres philanthropiques sous le nom de Soros se sont surtout intéressées à l'Europe orientale, où elles ont soutenu les médias indépendants et fourni des équipements de base, par exemple des photocopieuses, pour améliorer la diffusion de l'information. Puis, leurs actions se sont étendues à l'Asie du sud-est ainsi qu'à l'Afrique de l'ouest et du sud. L'OSI s'est livré à des recherches et a formulé des recommandations précises à propos du problème des réfugiés birmanes en Thaïlande ; il a également apporté son soutien aux programmes de lutte contre le HIV/sida dans de nombreuses parties du monde. Les organismes philanthropiques de Georges Soros ont également publié d'intéressants débats d'experts sur le fonctionnement des commissions de recherche de la vérité dans plusieurs pays ainsi que sur les points communs et les différences entre les transitions démocratiques d'Europe orientale et d'Asie du Sud-est.

Leurs initiatives portent la marque de certaines conceptions libertaires de l'ancien maître de Georges Soros, Karl Popper, dont l'une des activités de l'OSI a pris le nom. Ainsi, l'étude de l'OSI sur les réfugiés birmanes se prononce en faveur d'une cessation des tests obligatoires HIV/sida<sup>59</sup> ; de même, les projets de réduction des ravages causés par les drogues illégales dans plusieurs pays sont conformes à la préférence de Georges Soros pour une légalisation, accompagnée d'une condamnation morale, de l'usage abusif de stupéfiants. Elle serait, selon lui, plus efficace que les conceptions actuelles fondées sur la répression.

#### *Technologies de l'information et des communications (TIC)*

Les fondations ont également joué un grand rôle pour faire bénéficier les pays en développement des nouvelles technologies. Ainsi, la fondation Markle a mis en place, de concert avec le PNUD, le Projet mondial d'accès au numérique (Global Digital Opportunity Project - GDOP), qui est un partenariat public/privé entre ces deux entités et un ensemble d'organisations internationales, de sociétés ainsi que d'instituts d'enseignement et de recherche. La Carnegie Corporation, l'une des plus anciennes des grandes fondations américaines, est représentée au comité de pilotage du GDOP. En outre, la fondation Markle contribue aux efforts pour faire davantage participer les pays en développement aux décisions internationales en matière de TIC, par le biais de son projet de coopération (Policy Cooperation Project). La fondation Markle est l'organisme américain à but non lucratif qui avait fait partie de la Mission d'accès au numérique du G-8 (DOT Force).

---

58 . [www.soros.org/](http://www.soros.org/)

59 . [www.soros.org/publications/burma/executive.pdf](http://www.soros.org/publications/burma/executive.pdf)

### **Encadré 9. Comment devenir philanthrope**

John Ruan est le président et le sponsor de la fondation pour le Prix mondial de l'alimentation, qui récompense et fait connaître les progrès réalisés pour augmenter la quantité et la disponibilité des produits alimentaires, en particulier dans les pays en voie de développement.<sup>60</sup> M. Ruan est un créateur d'entreprise qui a réussi à monter une importante affaire de transport, puis une société d'import/export. Lors d'un entretien accordé en 2003 dans le cadre de cette étude, il a exposé brièvement ses activités philanthropiques.

*Quand et comment êtes-vous devenu un philanthrope?*

Mon intérêt pour la philanthropie est né quand on a découvert que ma femme était atteinte de sclérose en plaques, il y a environ 45 ans. A cette époque, j'ai commencé à faire des dons pour la recherche-développement sur cette maladie. Par la suite, j'ai concentré mon aide sur la ville de Des Moines, en faisant construire un département neurologique au sein de l'hôpital local. J'ai également subventionné l'université de l'état d'Iowa, où j'avais poursuivi pensant 1 an des études que j'ai dû interrompre en raison de la grande crise des années 30. J'ai la conviction profonde qu'il vaut la peine d'aider l'Iowa, état où je suis né, et la ville de Des Moines. Par suite, l'Iowa lui-même appuiera davantage les projets internationaux.

*Pourquoi avez-vous décidé de sponsoriser le prix mondial de l'alimentation?*

Ayant observé l'absorption croissante de terres agricoles par le développement urbain et l'augmentation parallèle de la population mondiale, j'ai pris conscience du risque que le monde soit incapable de se nourrir à l'avenir. Je me suis persuadé que l'Iowa pouvait et devait faire plus pour atténuer les craintes des pays pauvres en matière alimentaire. Je ressentais des affinités vis-à-vis de Norman Borlaug (nous sommes tous deux nés en 1914, avons été élevés dans une petite ville de l'Iowa et partageons les mêmes préoccupations à propos de la faim dans le monde). Quand le Dr. Borlaug a pris contact avec moi, dans l'intention de sauver le prix mondial de l'alimentation, le projet est apparu parfaitement conforme à mes aspirations.

*Si on la compare aux actions officielles des gouvernements en faveur du développement international, quels sont les avantages de la philanthropie privée et quel peut être son apport spécifique?*

Pour obtenir un résultat, les deux secteurs doivent intervenir. Ils peuvent se compléter au service d'une même cause. Les Etats ne sont pas en mesure d'assumer la totalité de la tâche. Le secteur privé peut et doit faire plus.

*Lesquelles de vos actions philanthropiques vous ont donné les plus grandes satisfactions?*

En premier lieu, le Prix mondial de l'alimentation, car les \$250,000 de ce Prix permettent de faire mieux connaître les problèmes de faim et de malnutrition du monde ; en deuxième lieu, les symposiums internationaux que nous organisons tous les ans, en octobre, à Des Moines, en raison des échanges d'idées qu'ils permettent ; en troisième lieu, l'enseignement donné aux jeunes par notre Institut international de la jeunesse. Notre programme de stages à l'intention d'étudiants de l'enseignement secondaire d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine les incite à faire carrière dans des domaines où ils peuvent changer les choses.

*Pouvez-vous donner un conseil aux personnes fortunées qui envisagent de venir des philanthropes?*

Je leur conseillerais de s'impliquer et de s'engager personnellement pour une cause ; le seul soutien financier ne suffit pas ; il faut prendre la direction des opérations et se former soi-même ainsi que les autres pour trouver des solutions.

---

60 . Voir chapitre IV et [www.worldfoodprize.org/](http://www.worldfoodprize.org/)

## *Fondations philanthropiques et coopération pour le développement*

Le projet GDOP a des objectifs ambitieux et larges :

- Aider des pays en voie de développement spécialement désignés à formuler et à appliquer des stratégies en matière de TIC ; cela englobe la création de modèles de démonstration et d'outils analytiques pour étendre les avantages des TIC à d'autres pays.
- Soutenir l'amélioration et l'application de telles stratégies, en mobilisant les ressources de partenaires pour mener à bien des activités prioritaires.
- Proposer des mesures et encourager de nouveaux partenariats pour mettre les avantages des TIC au service du développement.

Le projet est un exemple typique de partenariat public/privé ; pourtant il diffère des quasi-sociétés établies pour mettre au point des plantes ou des traitements médicaux spécifiques, du fait de l'absence d'incitations bénéficiaires ou de tentatives pour s'assurer des droits de propriété sur les innovations. Dans un esprit proche, un consortium de fondations, connu sous le nom de TechFunders Collaborative, a organisé de grands « sommets » pour faire connaître l'action des institutions philanthropiques privées et leurs meilleures pratiques ; l'objectif est de promouvoir un usage efficace des TIC par les institutions à but non lucratif, tant aux Etats-Unis que dans les autres pays.<sup>61</sup>

---

61. On trouvera des détails sur le site [www.techfunders.org](http://www.techfunders.org).

## CHAPITRE 5

### CONCLUSION

L'action des fondations dans le domaine du développement représente un montant important – 3 milliards d'USD par an environ – qui reste cependant très modeste par rapport aux montants alloués par les organismes publics. Cependant, la contribution des fondations au développement est significative dans de nombreux domaines et déterminante dans certains cas. Quelques-uns de leurs programmes les plus concluants, en particulier des programmes de recherche sur les cultures et de lutte contre les maladies infectieuses, ont amélioré l'existence de centaines de millions de personnes.

Les meilleures initiatives des fondations en faveur du développement partagent quelques caractéristiques fondamentales :

- Il s'agit de programmes **à long terme**, qui ont en général fait intervenir des efforts soutenus pendant 15 à 25 ans. Pour mener ces programmes à bien, il faut que les conseils d'administration des fondations fassent preuve de détermination, d'endurance, et aussi de patience aux premiers stades de l'exécution, lorsque les structures se mettent en place mais que les résultats semblent encore très lointains.
- Leur planification repose sur une **vision d'avenir** combinée à des **connaissances scientifiques solides**. Les meilleures fondations recrutent en permanence pour leurs programmes des experts possédant un niveau élevé de qualifications ainsi qu'une grande expérience du terrain et un excellent sens de l'organisation. Ces experts entretiennent un vaste réseau professionnel qui leur permet de faire appel aux compétences les mieux adaptées.
- L'exécution des projets met l'accent sur **l'instauration de la confiance et le respect des autorités, du personnel technique et des populations au niveau local**. Elle n'essaie pas de faire appel à l'ingénierie sociale mais se fonde sur la détermination des participants à prendre part au projet.
- Il s'agit d'initiatives audacieuses, comportant l'acceptation d'un **certain risque d'échec** – aspect qui fait toujours partie des principes directeurs de la fondation Carter par exemple.

Les réorientations que peuvent apporter les organismes d'aide bilatérale à leur mode de fonctionnement en fonction des enseignements apportés par les activités des fondations sont de toute évidence limitées. Tout d'abord, les idées exceptionnelles mais réalisables sont rares. En outre, la nécessité de s'engager dans des projets à long terme n'est pas compatible avec le besoin qu'ont les gouvernements d'obtenir des résultats avant la fin du cycle électoral. Enfin, les projets à haut risque, même s'ils peuvent apporter beaucoup d'avantages, ne sont guère susceptibles d'attirer des fonds publics, car les gouvernements craignent, en cas d'échec réel ou apparent, d'être accusés de gaspiller l'argent des contribuables en finançant des projets coûteux et inutiles.

Néanmoins, les meilleurs projets des fondations permettent peut-être de dégager certaines mesures et règles dont les organismes d'aide bilatérale pourraient tenir compte lorsqu'ils entreprennent des réformes institutionnelles ou de procédures :

- S'engager avec fermeté en faveur de la science et de la technologie pour le développement en se dotant des moyens d'exploiter les meilleurs avis scientifiques disponibles dès les premiers stades de mise au point de nouveaux grands programmes. Des propositions utiles ont été faites à cet effet dans le *Rapport sur le développement dans le monde 1999-2000* de la Banque mondiale.
- Conférer une plus grande rigueur à l'évaluation des projets « immatériels » visant un changement des comportements ou des projets « d'ingénierie sociale », en concevant et en appliquant des instruments d'évaluation de leur taux de rendement économique et social. Même si, comme on le répète souvent, les avantages obtenus ne se mesurent pas tous en termes monétaires, il faudrait faire en sorte que les techniques d'évaluation fassent apparaître plus explicitement les coûts et les avantages des projets d'action sociale, et fournissent des critères réalistes et vérifiables de réussite.
- Mieux s'informer sur les activités récentes des fondations susceptibles d'être élargies au moyen de fonds publics. Les atouts des fondations résident dans la mise au point d'initiatives nouvelles et de travaux précurseurs, mais elles manquent souvent des ressources et de l'influence nécessaires pour assurer l'adoption rapide et généralisée des produits ou des techniques dont elles ont démontré l'intérêt. Les organismes publics pourraient envisager d'engager auprès de la direction un conseiller expérimenté qui ferait régulièrement le bilan des travaux récents des fondations et groupes de réflexion sur le développement, et rendrait compte pour examen des enseignements et des idées utiles qui peuvent en être tirés.

Il peut aussi être nécessaire de prendre des mesures pour améliorer l'environnement dans lequel travaillent les fondations et les encourager à se concentrer sur les problèmes de développement. Si elles bénéficient de conditions favorables, les fondations peuvent servir de pépinières d'idées nouvelles. Elles peuvent aussi fournir un terrain d'essai pour démontrer l'intérêt de ces idées dans la pratique, avant de les appliquer plus largement au moyen de programmes gouvernementaux. Le cadre en place aux États-Unis, qui représentent l'essentiel des activités des fondations, donne une idée des moyens à utiliser pour promouvoir ces objectifs, de même que les initiatives et propositions récentes formulées en France et en Espagne et étudiées au chapitre 3. Ces moyens comprennent :

- Des « carottes » fiscales, telles que déductions fiscales accordées aux entreprises et aux personnes qui versent des contributions aux fondations, exemption de la taxe sur les sociétés pour les fondations et statut fiscal privilégié du personnel des fondations en poste dans les pays en développement.
- Des « bâtons » fiscaux, sous forme d'impôts sur la fortune et de droits de succession, qui incitent les personnes très fortunées à faire des dons de leur vivant à des organismes de bienfaisance.
- Des Conseils ou autres organismes chapeautant les fondations et permettant aux représentants des fondations, aux pouvoirs publics et aux chercheurs spécialistes des problèmes de développement de débattre des idées nouvelles et des meilleurs moyens de s'en servir.

Il ne faut pas négliger les risques que comporte l'affectation de fonds publics à la mise en application plus large d'idées ou de programmes conçus par les fondations. L'apport de compétences spécialisées est limité, les idées peuvent se figer et l'élargissement de leur application peut entraîner une bureaucratie plus lourde et gêner l'action sur le plan pratique. L'utilisation de fonds publics s'accompagne de l'obligation de rendre des comptes, avec le risque que des groupes de pression minoritaires ne détournent l'attention vers des problèmes particuliers, au détriment d'initiatives bénéficiant de la part du public d'un soutien important mais non exprimé.

Même dans ces conditions, les résultats obtenus montrent que les fondations sont souvent à l'origine d'initiatives très bénéfiques sur le plan du développement, en particulier lorsque celles-ci peuvent être élargies grâce à des fonds publics. En fait, on peut dire que les possibilités d'échec ne font qu'accentuer le besoin d'idées fraîches et d'approches nouvelles aussi nombreuses que possible. Le développement est une tâche difficile. Des initiatives comme celle des Objectifs du millénaire pour le développement ont décrit avec la plus grande précision la tâche à accomplir, mais les financements restent très limités, de sorte qu'il est d'autant plus important de tirer parti au mieux des possibilités de solutions novatrices offertes par les fondations.





## ANNEXE A

### LES SUBVENTIONS INTERNATIONALES DES FONDATIONS AMÉRICAINES

#### Rapport de l'institut Hudson

par Carol C. Adelman, docteur, chercheuse principale,  
et Ronen Sebag, chercheur

Le développement des dons internationaux des fondations américaines est un phénomène récent. Dans les années 1980, les subventions internationales représentaient tout juste 5 % du total. Cette proportion a plus que doublé au cours de la décennie suivante, pour atteindre 11 % selon les estimations.<sup>62</sup> Les facteurs de hausse ont été la fin de la guerre froide, la prospérité de l'économie américaine, l'essor spectaculaire des technologies de l'information et de la communication, enfin le développement de la démocratie à l'échelle mondiale, qui a entraîné l'apparition sur le plan local d'ONG et d'entrepreneurs. Les aides versées à l'étranger par les fondations privées ont une importante influence sur la situation politique et économique des pays en développement. Le rapport du Hudson Institute indique le montant des subventions ainsi que les pays et les secteurs qui en bénéficient. Il fait également ressortir les activités essentielles de certaines des fondations les plus puissantes.

#### Montant des dons internationaux des fondations américaines

De 1990 à 2000, les dons totaux des fondations américaines ont plus que triplé, passant de \$8.8 milliards à \$27.6 milliards. Pendant la même période, les sommes versées à l'étranger ont presque quadruplé : elles sont passées de \$0.8 milliard à \$3.1 milliards. L'augmentation s'est largement concentrée sur les années 1998-2000, pendant lesquelles les dons internationaux ont presque doublé. Il en a été de même du nombre des fondations, qui s'est élevé de 32 401 en 1990 à 56 582 en 2000.

#### Décomposition régionale

Les dons internationaux des fondations américaines se composent de sommes versées à d'autres organisations américaines, qui ont des activités dans les pays en développement, et de subventions directes, dont les destinataires se trouvent dans ces pays ou sont des entités situées hors des Etats-Unis. Les fondations américaines ont toujours eu pour habitude d'octroyer la majeure partie de leurs dons internationaux par l'intermédiaire d'organismes américains. A la fin des années 1990, 60 % de ces dons allaient à des bénéficiaires situés aux Etats-Unis.<sup>63</sup> Cependant, les versements directs à l'étranger ont progressé parallèlement au développement des ONG locales et des organisations internationales. Il

---

62. Ces pourcentages sont basés sur les données d'un échantillon des 1 015 plus grandes fondations en 2000. Mais les dons internationaux représentaient jusqu'à 16.3 % des dons totaux. Source : Foundations Giving Trends – Update on Funding Priorities (les dons des fondations – mise à jour des priorités de financement). The Foundation Center, 2002 page 23.

63. International Grantmaking II, The Foundation Center, 2000. P 47.

est difficile de déterminer la proportion des subventions internationales qui reste aux Etats-Unis et celle qui est dépensée à l'étranger.<sup>64</sup>

**Tableau 1. Nombre des fondations américaines ; total des dons et estimation des dons internationaux<sup>65</sup>**  
(US \$ milliards, sauf indication contraire)

Année	Nombre de fondations	Dons totaux	Dons internationaux	Dons internationaux en % des dons totaux
2000	56,582	27.6	3.1	11.2%
1998	46,832	19.5	1.6	8.2%
1994	38,807	11.3	1.0	8.8%
1990	32,401	8.8	0.8	8.7%

**Tableau 2. Valeur en dollars et nombre des subventions des fondations américaines aux principales régions du monde (en %, 2000)<sup>66</sup>**

Région	Valeur en dollars (en %)	Nombre de subventions (en %)
Europe de l'Ouest	43.7	17.6
Afrique sub-saharienne	14.6	18.1
Asie-Pacifique	14.3	2.1
Amérique latine	12.8	17.5
Canada	5.6	8.2
Europe de l'est, Russie et CEI	4.8	8.5
Afrique du nord et Moyen-orient	3.6	6.2
Caraïbes	0.5	1.7
Total	100.0	100.0

64. Il n'est pas aisé de se procurer des données précises sur la répartition entre le coût des projets et les frais généraux. En outre, la comparaison entre les deux types de coûts et l'analyse de l'affectation des dépenses ne suffisent pas pour apprécier si ou dans quelle mesure, une subvention contribue à l'objectif recherché. Trois considérations doivent être prises en compte : 1) les frais généraux et les coûts d'exploitation font intégralement et légitimement partie de toute subvention et ne sauraient être traités à part; 2) la plupart des fondations plafonnent ces coûts à 12 à 15% de la subvention, 3) ils dépassent en général 15% du budget des projets et doivent être couverts par des subventions distinctes non limitatives.
65. Le **Tableau 1** donne des informations financières relatives aux 56 582 fondations américaines en activité et accordant des subventions, qu'elles soient indépendantes ou liées à des sociétés ou à des communautés. Les estimations de dons internationaux sont basées sur la proportion de ces dons dans un échantillon de fondations par rapport au total des dons indiqués par l'ensemble des fondations. Source : Grantmaker Information, Foundation Center Statistics. [http://fdncenter.org/fc\\_stats/grantmakerinfo.html](http://fdncenter.org/fc_stats/grantmakerinfo.html), Octobre 2002, et International Grantmaking II, The Foundation Center, 2000, page 15.
66. Les données des **Tableaux 2 et 3 et de l'annexe A** proviennent des enregistrements de subventions individuelles d'au moins \$10,000 octroyées en 2000 par 1 015 des principales fondations américaines. La base de données se compose d'un échantillon varié de grandes fondations indépendantes ou liées à des sociétés et à des communautés. Ces répertoires uniques permettent des recherches détaillées sur la répartition des dons en fonction du domaine aidé, du type de bénéficiaire, de la situation géographique, du mode de soutien et de la population concernée. En ce qui concerne les fondations liées à des communautés, seules figurent celles qui sont discrétionnaires. Les subventions à des personnes physiques sont exclues. Celles versées à des bénéficiaires situés à l'étranger, par exemple en Europe, financent parfois des projets dans d'autres pays ou régions. Source: The Foundation Center, 2002 et étude du Foundation Center Study pour l'Institut Hudson, Octobre 2002.

Comme l'indique le tableau 2, l'Europe occidentale est la principale région bénéficiaire de dons internationaux des fondations américaines. Mais la plupart d'entre eux financent des projets intéressant le tiers monde. Ainsi, la fondation de Bill et Melinda Gates s'est engagée en 2000 à verser \$210 millions à son homologue anglaise Gates Cambridge Trust, au titre d'un programme mondial de bourses d'études en faveur d'habitants de pays en voie de développement. Une autre subvention de \$50 millions a été accordée à la Banque mondiale pour aider l'action de l'Alliance internationale pour le progrès nutritionnel (GAIN) dans ces pays.

L'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine reçoivent à peu près le même pourcentage des financements internationaux des fondations américaines, bien que le nombre de celles-ci soit beaucoup plus faible en Asie que dans les autres régions du monde. Si l'Asie bénéficie d'une moindre quantité de subventions, leur montant est élevé, à l'instar de celles qui sont versées à des organisations européennes. Parmi les pays en développement, l'Afrique du sud, le Mexique, l'Inde, les Philippines, le Brésil, la Chine, le Kenya et le Chili sont parmi les plus favorisés.<sup>67</sup>

### **Décomposition sectorielle**

Les dernières données disponibles en matière de répartition sectorielle des dons internationaux concernent l'année 2000 et retiennent les subventions d'au moins \$10 000 accordées par les 1 015 plus grandes fondations américaines qui figurent dans l'échantillon (voir Annexe A).<sup>68</sup> La plus grande part de ces dons (\$994 millions ou 39 % du total) est destinée à la santé et au planning familial. Au sein du secteur de la santé, le planning familial est la catégorie qui reçoit le plus de fonds : elle représente près du tiers de l'ensemble de l'aide à la santé et 13 % du total des dons internationaux. Le deuxième secteur le plus aidé est l'éducation, qui perçoit quelque \$336 millions de subventions. Au sein de ce total, la formation scolaire et professionnelle absorbe l'essentiel des dons internationaux des fondations américaines (73 %).

Le troisième secteur le plus soutenu se compose du développement international et de l'assistance ; le développement local et économique en représente 34 %. L'environnement, les actions en faveur de la paix et les activités relatives à la politique étrangère suivent dans la hiérarchie des financements internationaux. On trouvera davantage de détails à l'Annexe A, qui présente tous les principaux secteurs ventilés en sous-catégories.

### **Les principales fondations américaines octroyant des dons internationaux**

Les quinze fondations ci-dessous font des dons internationaux à hauteur de \$1.9 milliard soit 61 % du total. Les subventions internationales répertoriées au tableau 3 ne concernent que l'année 2000,<sup>69</sup> mais la plupart des fondations qui les ont octroyé comptent également parmi les quinze plus importantes donatrices à l'international au cours des trois dernières années. Les fondations dont les dons internationaux sont traditionnellement élevés et qui ne sont pas citées dans la liste de l'année 2000 comprennent le China Medical Board de New York, le fonds Rockefeller Brothers, la fondation Koch, le fonds Burroughs Welcome, la fondation W. Alton Jones et la fondation AVI CHAI.

---

67. Ventilation des subventions à des projets étrangers et internationaux par pays bénéficiaire. « Les subventions aux projets étrangers et internationaux », Foundation Center, 2001-2002.

68. Mise à jour statistique et analyse du Foundation Center pour l'Institut Hudson, New York, Octobre 2002.

69. Mise à jour statistique et analyse du Foundation Center pour l'Institut Hudson, New York, Octobre 2002.

**Tableau 3. Total des dons et part des dons internationaux en 2000**  
(US \$ millions, sauf indication contraire)<sup>70</sup>

Fondations	Total des dons	Dons internationaux	Dons internationaux en % du total des dons
Fondation Bill et Melinda Gates	995	929	93
Fondation Ford	829	339	41
Fondation David et Lucile Packard	429	137	32
Fondation Rockefeller	127	121	95
Fondation John D. et Catherine T. MacArthur	164	73	44
Fondation William and Flora Hewlett	136	47	35
Fondation Star	246	41	17
Fondation Andrew W. Mellon	182	40	22
Fondation Charles Stewart Mott	140	35	25
Fondation W. K. Kellogg	179	35	19
Open Society Institute	155	26	16
Fondation Freeman	68	24	35
Carnegie Corporation, de New York	56	23	41
Fondation Turner	44	21	48
Fondation Harry et Jeanette Weinberg	103	20	19

Les informations qui suivent donnent une illustration de l'action des plus grandes fondations américaines, de leur spécialisation géographique et de l'évolution des masses financières en jeu.

Les dons internationaux de la **fondation Bill & Melinda Gates** ont continué à augmenter en 2001, pour dépasser \$1 milliard.<sup>71</sup> Cette fondation consacre 93 % de ses interventions à des activités internationales, une des proportions les plus élevées parmi les grandes fondations. Elle s'intéresse en priorité aux problèmes mondiaux de la santé,<sup>72</sup> ses subventions dans ce domaine ont représenté, en 2001, 75 % des dons internationaux.<sup>73</sup> L'Inde et L'Afrique sub-saharienne ont été l'objet d'une attention particulière. Les principaux projets comprennent : une aide de \$100 millions, étalée sur 10 ans, en faveur du fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ; une autre subvention de \$100 millions sur 5 ans au Projet international de vaccin contre le sida (IAVI), pour la mise au point et la distribution de ce vaccin ; un projet de \$50 millions, en liaison avec la Banque mondiale, pour financer un programme d'une durée de 5 ans de l'Alliance mondiale pour le progrès nutritionnel (GAIN).

Les dons internationaux de la **fondation Ford** ont augmenté jusqu'à atteindre \$360 millions en 2001.<sup>74</sup> Ses priorités sont la constitution d'actifs et le développement des communautés locales, la paix

70. « Les subventions aux projets étrangers et internationaux », Foundation Center, 2001-2002. p.xiii. Le total des dons internationaux pour le développement comprend à la fois des aides directes aux pays en développement et des subventions qui bénéficient indirectement aux populations de ces pays. Ainsi, une subvention de \$28 millions au « projet de traitement du paludisme » de l'OMS est comptabilisée comme aide au développement. Ce chiffre exclut les pays de la partie 2.

71. Rapport annuel de la fondation Bill & Melinda Gates pour 2001, page 25.

72. Conversation téléphonique avec la fondation le 1<sup>er</sup> novembre 2002.

73. Rapport annuel de la fondation Bill & Melinda Gates pour 2001, page 25

74. Rapport annuel 2001 de la fondation Ford.

et la justice sociale ainsi que les bourses internationales.<sup>75</sup> Elle octroie des subventions à pratiquement toutes les régions du monde en développement et n'en privilégie aucune en particulier, ni aucun pays.<sup>76</sup> On trouve parmi les principaux bénéficiaires : la fondation chilienne pour la responsabilité sociale des entreprises, une organisation qui encourage la philanthropie à caractère social dans les entreprises de ce pays ; le Centre indien d'étude des sociétés en développement, qui a perçu une subvention de \$1.2 million pour relancer la recherche en science sociale ; la fondation pour la liberté, localisée au Bangladesh, qui a reçu une dotation de \$3 millions pour assurer la poursuite de ses activités.

La **fondation David et Lucile Packard** a continué à accroître ses dons internationaux, qui ont été estimés à \$210 millions en 2001.<sup>77</sup> Les deux principaux domaines d'action sont la conservation et la maîtrise démographique.<sup>78</sup> Le Mexique, qui est l'un des principaux bénéficiaires, s'est vu octroyer en 2001 l'un des dons les plus importants, d'un montant de \$6.4 millions. Les aides destinées au planning familial sont concentrées sur huit pays : l'Ethiopie, l'Inde, le Mexique, le Myanmar, le Nigéria, le Pakistan, les Philippines et le Soudan.<sup>79</sup> Parmi les principaux destinataires des subsides de cette fondation, on relève : le Centre de développement et d'action démographique, pour un projet au Nigéria ; DKT International, avec une subvention de \$3 millions pour étendre la planning familial en Ethiopie ; des ONG présentes en Inde, qui ont reçu une aide de \$3.5 millions pour le renforcement de leurs activités de planning familial.

La **fondation Rockefeller** consacre 95 pour cent de ses financements à des activités internationales, la proportion la plus élevée parmi les grandes fondations. Elle privilégie la sécurité de l'approvisionnement alimentaire, surtout en Afrique sud-saharienne, Asie et Amérique latine. Elle intervient également en faveur de l'égalité en matière de santé et de l'inclusion dans le marché mondial, afin de réduire les conséquences négatives de la mondialisation sur les communautés vulnérables. Parmi les bénéficiaires de son action, figurent : l'Association pour l'amélioration de l'agriculture au Kenya, qui travaille à promouvoir des structures commerciales reliant les petits paysans au marché des produits organiques de valeur élevée ; l'organisation WHO et son forum international pour la recherche médicale, qui se consacre à la mise au point de produits contre les maladies dont souffrent les populations pauvres des pays en développement ; l'université Columbia de New-York pour des actions menées en Afrique contre la transmission maternelle du HIV aux enfants ; l'organisation Santé familiale internationale (Family Health International) pour un projet de microbicides visant à empêcher l'extension de maladies sexuellement transmissibles, notamment le HIV, dans les pays en développement.

La **fondation John D. et Catherine T. MacArthur** a également augmenté ses dons internationaux, qui ont atteint \$100 millions en 2001.<sup>80</sup> 62 % ont été affectés à des organisations américaines et 38 % à des bénéficiaires étrangers. Un de ses principaux projets (Sécurité et pérennité mondiales)<sup>81</sup> prévoit des actions en Russie et au Nigéria dans les domaines de la maîtrise

---

75. Rapport annuel 2001 de la fondation Ford.

76. Conversation téléphonique avec la Fondation Ford, le 4 novembre 2002, et rapport annuel 2001 de la fondation Ford.

77. Remise des prix 2001 de la fondation David et Lucile Packard.

78. Remise des prix 2001 de la fondation David et Lucile Packard.

79. Conversation téléphonique avec la fondation David et Lucile Packard, le 5 novembre 2002, et remise des prix 2001 de la fondation David et Lucile Packard.

80. Rapport d'activité 2001 de la fondation John D. et Catherine T. MacArthur. Page .12.

81. Rapport d'activité 2001 de la fondation John D. et Catherine T. MacArthur. Page 4.

démographique, des droits de l'homme et de la gouvernance ; l'objectif est de traiter les conséquences économiques de la mondialisation. On vote parmi les destinataires des aides de cette fondation : l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles au Cameroun, qui œuvre au maintien de la biodiversité ; l'université Colombia pour les activités qu'elle mène en Afrique sub-saharienne contre l'extension du HIV/sida ; l'Institut indien de gestion, au titre de recherches pour la diminution de la mortalité et de la morbidité maternelles ainsi que l'amélioration des capacités reproductives des jeunes ; l'Association mexicaine pour les droits de la femme, située à Mexico, qui cherche à dégager des leaders en matière de santé sexuelle et de reproduction humaine.

La **fondation William et Flora Hewlett** a augmenté sensiblement ses financements internationaux en 2001, pour les porter à \$74 millions.<sup>82</sup> Elle s'intéresse en priorité à la résolution des conflits, aux problèmes de population et aux relations entre les Etats-Unis et l'Amérique latine. Elle accorde un nombre élevé de subventions importantes, dépassant \$1 million, pour les projets de nature démographique. Parmi les bénéficiaires de ses subsides. On trouve : l'Académie du progrès éducatif, située à Washington, qui aide à la promotion de l'instruction de base dans les pays en développement ; le forum asiatique des parlementaires pour les problèmes de population et de développement ; le Centre des législations et politiques en matière de reproduction humaine (Center for Reproductive Law and Policy) ; le fonds des Nations-Unies pour la population.

La **fondation Andrew Mellon** a réduit légèrement ses dons internationaux en 2001, année où ils ont été légèrement inférieurs à \$180 millions. Elle s'intéresse surtout à la maîtrise des évolutions démographiques.<sup>83</sup> Cette fondation a fait une déclaration selon laquelle : elle prévoit de « continuer à octroyer l'essentiel de ses subventions aux Etats-Unis », mais « ne serait pas surprise que la proportion versée à des institutions étrangères s'accroisse à l'avenir ». <sup>84</sup> Elle n'a adopté une approche spécifiquement nationale qu'en Afrique du sud, non seulement dans l'espoir d'aider ce pays, mais aussi d'utiliser son infrastructure pour le développement de l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne.<sup>85</sup>

Parmi les organismes qu'elle soutient, on remarque : le Centre de recherche sur la démographie et la santé en Afrique, situé au Kenya ; l'université Harvard, pour ses sessions de formation de cadres supérieurs d'organisations humanitaires ; l'université du Michigan et celle de Caroline du nord, au titre de leurs études sur les migrations forcées dans les pays en développement.

En 2001, le montant total des dons de la **fondation Charles Stewart Mott** a diminué pour la première fois depuis 15 ans.<sup>86</sup> Cette institution s'intéresse surtout aux projets concernant la société civile, qui visent à renforcer les activités à but non lucratif, à promouvoir les droits et les responsabilités des citoyens, ainsi qu'à améliorer les relations raciales et ethniques.<sup>87</sup> Les interventions relatives à l'environnement ne privilégient pas de régions particulières, mais les activités en matière financière et commerciale internationale ont des incidences sur les pays en développement.<sup>88</sup> La

---

82. Rapport annuel 2001 de la fondation William et Flora Hewlett. Page 75.

83. Rapport annuel de la fondation Andrew W. Mellon. Pages 110-116.

84. Conversation téléphonique avec la fondation Andrew W. Mellon, le 29 octobre 2002, et rapport annuel de la fondation Andrew W. Mellon. Page 32 et pages 57-120.

85. Conversation téléphonique avec la fondation Andrew W. Mellon, le 8 novembre 2002, et rapport annuel de la fondation Andrew W. Mellon. Page 32.

86. Rapport annuel 2001 de la fondation Charles Stewart Mott. page 7.

87. Rapport annuel 2001 de la fondation Charles Stewart Mott. pages 17-18.

88. Rapport annuel 2001 de la fondation Charles Stewart Mott. pages 59-61.

fondation aide notamment les organismes suivants : CIVICUS, l'Alliance mondiale pour la participation des citoyens située à Washington ; l'Institut Synergos et l'Association pour le changement démocratique (Partners for Democratic Change), deux organisations qui travaillent au développement de la dimension locale de la société civile ; l'Institut d'étude des politiques, également situé à Washington, pour ses analyses de l'influence des flux financiers sur l'environnement à l'échelle mondiale ; le Réseau tiers monde localisé en Malaisie, qui aide les pays du tiers monde à participer aux débats de politique commerciale.

En 2001, les dons totaux de la **fondation W.K. Kellogg** ont fléchi à \$136 millions. L'un des ses principaux domaines d'action est le soutien à la jeunesse.<sup>89</sup> Elle a des priorités géographiques, parmi lesquelles l'Afrique du sud (9 %) et l'Amérique latine (12 %).<sup>90</sup> Les bénéficiaires de ses aides comprennent : le Conseil de la recherche agricole au Zimbabwe ; l'université de Prétoria, au titre de ses travaux pour faciliter l'approche globale et intégrationniste des communautés rurales ; l'Institut international de programmation éducative, situé en Argentine, eu égard à son action de développement et de renforcement de l'innovation et de la gestion pédagogiques.

---

89. Rapport annuel de la fondation W.K. Kellogg. page 7.

90. Rapport annuel de la fondation W.K. Kellogg. page 48.



Tableau 4. Principales affectations des subventions internationales en 2000

	Montant	En %	Nombre de subventions	En %					
<b>Problèmes internationaux, paix</b>					<b>Environnement</b>				
Paix et sécurité	\$81,515,811	3.3	564	5.2	Ressources naturelles	\$125,000,994	5.1	779	7.2
Politique étrangère	24,862,860	1.0	229	2.1	Contrôle de la pollution	30,840,170	1.3	102	0.9
Compréhension entre les peuples	48,966,181	2.0	458	4.2	Conservation et autres	14,456,225	0.6	112	1.0
Problèmes internationaux : recherche/politiques	5,582,188	0.2	53	0.5	Faune et flore	23,569,044	1.0	128	1.2
Autres problèmes internationaux	8,468,458	0.3	112	1.0	<b>Total Environnement</b>	<b>\$193,866,433</b>	<b>7.9</b>	<b>1,121</b>	<b>10.3</b>
<b>Total problèmes internationaux et paix</b>	<b>\$169,395,498</b>	<b>6.9</b>	<b>1,416</b>	<b>13.0</b>	<b>Arts et Culture</b>				
<b>Développement international, assistance</b>					Musées/Arts visuels	\$16,337,114	0.7	220	2.0
Développement communautaire/économique	\$90,803,964	3.7	545	5.0	Arts du spectacle	20,106,835	0.8	211	1.9
Développement agricole	52,956,896	2.2	402	3.7	Médias et communication	12,632,448	0.5	126	1.2
Assistance/aide humanitaire	25,812,655	1.1	328	3.0	Humanités	16,496,722	0.7	158	1.5
Développement/assistance en général	62,302,348	2.5	478	4.4	Arts multi-disciplinaires	6,559,630	0.3	94	0.9
Services aux populations	38,153,427	1.6	408	3.8	Conservation historique	4,017,594	0.2	58	0.5
<b>Total développement international et assistance</b>	<b>\$270,029,290</b>	<b>11.0</b>	<b>2,161</b>	<b>19.9</b>	Arts, autres	2,795,930	0.1	21	0.2
<b>Santé et planning familial</b>					<b>Total Arts et Culture</b>	<b>\$78,946,273</b>	<b>3.2</b>	<b>888</b>	<b>8.2</b>
Soins relatifs à la reproduction humaine	\$309,136,336	12.6	406	3.7	<b>Science et Technologie</b>				
Santé publique	205,929,640	8.4	146	1.3	Biologie	\$12,318,990	0.5	19	0.2
Santé en général	50,995,816	2.1	302	2.8	Science en général	4,662,978	0.2	43	0.4
Recherche médicale	165,613,819	6.8	112	1.0	Science, autres	16,112,715	0.7	64	0.6
Maladies spécifiques	207,858,134	8.5	186	1.7	<b>Total Science et Technologie</b>	<b>\$33,094,683</b>	<b>1.4</b>	<b>126</b>	<b>1.2</b>
Santé mentale	4,578,770	0.2	40	0.4	<b>Droits de la personne, libertés publiques</b>				
<b>Total santé et planning familial</b>	<b>\$944,112,515</b>	<b>38.5</b>	<b>1,192</b>	<b>11.0</b>	Droits de la personne	\$64,384,469	2.6	472	4.3
<b>Sciences sociales</b>					Migrations, problèmes des réfugiés	5,226,700	0.2	59	0.5
Economie	\$14,305,891	0.6	70	0.6	Libertés publiques, services juridiques	60,602,090	2.5	415	3.8
Etudes sur les populations	33,700,406	1.4	88	0.8	<b>Total droits de la personne et libertés publiques</b>	<b>\$130,213,259</b>	<b>5.3</b>	<b>946</b>	<b>8.7</b>
Droit international/droit	4,832,193	0.2	36	0.3	<b>Aide à l'Etat/à la société</b>				
Autres sciences sociales	17,492,543	0.7	117	1.1	Affaires publiques/Etat	\$58,117,609	2.4	365	3.4
Etudes internationales	59,900,614	2.4	288	2.6	Philanthropie et bénévolat	39,476,842	1.6	220	2.0
Etudes sur les femmes	3,398,930	0.1	31	0.3	<b>Total aide à l'Etat/à la société</b>	<b>\$97,594,451</b>	<b>4.0</b>	<b>585</b>	<b>5.4</b>
Recherches interdisciplinaires et autres	13,949,658	0.6	95	0.9	<b>Religion</b>				
<b>Total sciences sociales</b>	<b>\$147,580,235</b>	<b>6.0</b>	<b>725</b>	<b>6.7</b>	Religion	\$48,652,187	2.0	611	5.6
<b>Enseignement</b>					<b>Total Religion</b>	<b>\$48,652,187</b>	<b>2.0</b>	<b>611</b>	<b>5.6</b>
Supérieur	\$39,735,060	1.6	372	3.4	<b>Autres</b>				
Professionnel	243,885,549	10.0	254	2.3	Autres	\$264,266	0.0	12	0.1
Elémentaire et secondaire	12,867,214	0.5	239	2.2	<b>Total autres</b>	<b>\$264,266</b>	<b>0.0</b>	<b>12</b>	<b>0.1</b>
Pour adultes et continu	545,000	0.0	10	0.1	<b>Total général :</b>	<b>\$2,450,716,135</b>	<b>100.0</b>	<b>10,874</b>	<b>100.0</b>
Bibliothèques	25,753,957	1.1	70	0.6					
Autres	14,180,265	0.6	146	1.3					
<b>Total enseignement</b>	<b>\$336,967,045</b>	<b>13.7</b>	<b>1,091</b>	<b>10.0</b>					

## ANNEXE B

### LES SUBVENTIONS INTERNATIONALES DES FONDATIONS EUROPÉENNES

#### Rapport de l'Institut Hudson

par Carol C. Adelman, docteur, chercheuse principale,  
et Ronen Sebag, chercheur

#### Introduction

Pratiquement toutes les études et publications qui portent sur les fondations européennes signalent l'absence d'une définition commune en raison de la grande diversité des systèmes juridiques en Europe.<sup>91</sup> Une fondation peut donc être considérée comme telle dans un pays et pas dans un autre. De plus, beaucoup d'organisations qualifiées de fondations n'en sont pas réellement. Le terme peut s'appliquer à des associations recrutant des adhérents, à des sociétés et à des entités subventionnées par l'Etat. Un guide exhaustif des fondations européennes, publié par la fondation Bertelsmann, a formulé une définition qui est particulièrement utile pour distinguer les fondations.<sup>92</sup> Il y a trois critères : 1) une organisation qui ne repose pas sur l'adhésion de membres ; 2) une entité privée et autonome qui n'est pas au service de l'Etat, même si elle bénéficie de financements publics ; 3) elle ne distribue pas de bénéfices, 4) son objectif est d'intérêt public et non pas seulement familial.<sup>93</sup> Cette définition permet de mieux comparer les fondations américaines et les autres. L'annexe A explique plus en détail pourquoi il est difficile de quantifier le tiers secteur européen.

#### Données financières relatives aux fondations européennes

Le Centre européen des fondations (CEF) en regroupe 143, parmi lesquelles certaines des plus importantes d'Europe. Son annuaire contient des données chiffrées qui permettent une certaine extrapolation statistique.<sup>94</sup>

---

91. Schluter, Andreas et al., *Foundations in Europe – Society, Management, and Law*. Directory of Social Science CAF, 2001. pages 39-40.

92. En outre, en Allemagne, les principaux organismes d'aide aux pays en développement sont partiellement financés par l'Etat et appelés « fondations des partis » ; ces dernières sont effectivement liées aux partis politiques (il en existe une pour chacun des partis représentés au parlement) et leurs actifs sont financés par les budgets des ministères de l'administration publique et de l'intérieur. Il s'agit des fondations (« Stiftung ») Konrad-Adenauer, Hans-Seidel, Friedrich-Ebert, Nauman, Heinrich-Böll et Rosa-Luxemburg. Source : email du docteur Volker Then, directeur de la philanthropie et des fondations à la fondation Bertelsmann, 23 janvier, 2003.

93. Schluter, Andreas et al., *Foundations in Europe – Society, Management, and Law*. Directory of Social Science CAF, 2001. pages 41-42.

94. « Financement indépendant » – annuaire des fondations et sociétés membres du Centre européen des fondations (CEF, 2002). Ce document contient également les indexes les plus à jour des fondations et sociétés affiliées au CEF. Les 163 fondations qui y figurent réalisent des dépenses annuelles de \$3.98 milliards (soit 3.5 milliards d'euros sur la base d'un taux de change de \$1 = 1.08 euro en janvier 2003). Les statistiques citées dans notre étude incluent également les dépenses de GlaxoSmithKline (\$78,098,400) et celles de la fondation Volkswagen (\$108,530,000) qui n'ont pas été comptabilisées par le CEF. Les dépenses totales sur la base de l'annuaire du CEF représentent donc : \$ 3,790,000,000 + \$78,098,400 + \$108,530,000 = \$3,976,628,400.

Bien que les adhérentes du CEF ne correspondent pas à la totalité des fondations européennes, elles sont bien représentatives de beaucoup des plus puissantes et plus éminentes institutions philanthropiques. Certaines d'entre elles étant surtout financées par l'Etat ou étrangères, on les exclut du total des financements.<sup>95</sup> 105 fondations européennes sont financées essentiellement par des ressources privées. Leurs dépenses annuelles s'élèvent à quelque \$2 milliards, soit environ la moitié du total déboursé par les membres du CEF. Ces données sont confirmées par une enquête de 1995, selon laquelle 50.4 % des ressources autres que les bénéficiaires du tiers secteur européen sont d'origine publique, alors que 42.5 % proviennent du paiement de droits et seulement 7.1 % de la philanthropie.<sup>96</sup>

### **Nombre et types de fondations européennes**

On estime qu'il existe en Europe 357,029 organisations qui se font appeler fondations.<sup>97</sup> Néanmoins, ce chiffre en englobe beaucoup qui ne répondent pas à la définition pratique donnée ci-dessus.<sup>98</sup> Si l'on se réfère à cette définition, le nombre total des fondations européennes est plus proche de 85 000 dans la partie occidentale du continent.<sup>99</sup> Quand on ajoute l'Europe centrale et orientale, il s'élève à environ à 120 000, dont 20 000 pour la seule Hongrie.<sup>100</sup> Par conséquent, 23 % seulement du nombre total des organisations qui se considèrent elles-mêmes comme des fondations correspondent à la définition fondée sur le caractère privé et indépendant, qui est caractéristique des fondations américaines.

Parmi les 85 000 fondations présentes en Europe occidentale, la Suède en a 25 000, soit 29.4 % ; elle est suivie du Danemark, où elles sont 14 000, soit 16.5 %, de la Grande-Bretagne (8 800 soit 10.3 %), de l'Allemagne (8 312 soit 9.8 %) et de la Suisse (8 000 soit 9.4 %). Ainsi, à peu près les trois quarts des fondations présentes en Europe sont concentrées dans ces cinq pays.<sup>101</sup>

---

95. Pour réaliser l'étude, on a divisé en six groupes les fondations membres du CEF : les fondations européennes indépendantes (IEF) ; les fondations européennes indépendantes à financement américain partiel (IEFA) ; les fondations américaines (AF) qui sont des adhérentes américaines du CEF ; les fondations publiques européennes (PEF) ; les fondations semi-publiques européennes (SPEF), à financement partiellement public ; les fondations étrangères (FF), à savoir les adhérentes non européennes du CEF. La composition numérique des membres du CEF est la suivante : IEF=95; IEFA=10; AF=11; PEF=2; SPEF=22; FF=2. Pour l'exactitude des statistiques relatives aux fondations qui sont à la fois européennes et indépendantes, les chiffres de ce rapport s'appliquent aux IEF (sous-total de 95 % ou de 90.5 %) et aux IEFA (sous-total de 95 % ou de 90.5 %), ce qui donne globalement 105 fondations, les AF, PEF, SPEF et FF étant exclues. Les parties suivantes du rapport citent des chiffres plus généraux qui se prêtent moins à la comparaison statistique.

96. *Global Civil Society at a Glance* (Coup d'œil sur la société civile à l'échelle mondiale), université Johns Hopkins. Principales conclusions de l'étude comparative sur les activités à but non lucratif réalisée par cette université en 1999.

97. Schluter, Andreas et al., *Foundations in Europe – Society, Management, and Law*. Directory of Social Science CAF, 2001. page 52.

98. Ainsi, sur la base des définitions établies à des fins statistiques, le nombre des fondations présentes aux Pays-Bas va de 1 000 à 130 000. On voit que, selon la définition de ce qui appartient à cette catégorie d'institutions, la marge de variation peut être très grande. Helmut K. Anheier "Foundations in Europe: a comparative perspective." (comparaison des fondations en Europe) tiré de Schluter, Andreas et al. *Foundations in Europe – Society, Management, and Law*. Directory of Social Science CAF, 2001. page 53.

99. Schluter, Andreas *et al.*, *Foundations in Europe – Society, Management, and Law*. Directory of Social Science CAF, 2001. page. 57.

100. Ibid. p. 51-52.

101. Ibid. p. 52.

Tableau 1. Nombre des fondations par pays et pourcentage du total

Pays	Nombre des fondations	Pourcentage du total des fondations européennes
<b>Suède</b>	25,000	29.4 %
<b>Danemark</b>	14,000	16.5 %
<b>Grande-Bretagne</b>	8,800	10.3 %
<b>Allemagne</b>	8,312	9.8 %
<b>Suisse</b>	8,000	9.4 %
<b>Autres</b>	20,000	23.5 %

On distingue trois catégories de fondations européennes, en fonction de leur type d'activité : les fondations *versant des subventions*, celles qui sont *opérationnelles* et les *fondations mixtes*. Les premières sont des entités bénéficiant de dotations affectées et leur principale activité est d'accorder des subventions pour des objectifs spécifiques. Les secondes gèrent habituellement leurs propres projets, au lieu d'apporter un soutien financier à des tiers. Enfin, les *fondations mixtes* exécutent elles-mêmes leurs projets tout en octroyant des subventions.

En Europe, la plupart des fondations sont opérationnelles. Elles mènent à bien leurs propres actions philanthropiques en s'appuyant généralement sur des effectifs substantiels. Cependant, dans sept pays européens, les fondations octroient des subventions. En Grande-Bretagne, c'est vrai pour toutes (100%). L'Allemagne, la Finlande et l'Italie comptent également une proportion assez élevée de fondations qui accordent des subventions. Les proportions respectives dans ces pays sont les suivantes : Allemagne (50 %) ; Finlande (50 %) ; Irlande (27 %) ; Italie (15 %) ; Espagne (5 %) ; Suisse (5 %).<sup>102</sup>

Au cours des trois dernières décennies, les fondations européennes ont connu un développement remarquable. Les deux tiers d'entre elles ont été établies après 1970.<sup>103</sup> L'augmentation la plus rapide a été observée dans les pays qui ont réformé la législation des organismes à but non lucratif. Au Portugal, par exemple, 56 % des fondations ont été créées après 1980. La vive augmentation de leur nombre en Espagne et au Portugal s'explique aussi par la tendance à la démocratisation du système politique dans les années 1970.<sup>104</sup> Les pays se situant dans la catégorie intermédiaire pour la croissance des fondations ont connu une progression de 20 à 30% par décennie.<sup>105</sup>

---

102. Ibid. p. 52.

103. Ibid. p. 65.

104. Ibid. p. 65

105. Ibid. p. 65.

Tableau 2. Taille des fondations et rythme de croissance<sup>106</sup>

		Taille du secteur des fondations		
		Grande	Moyenne	Petite
Croissance du secteur des fondations	Rapide	Italie	Portugal, Espagne, Turquie	Hongrie
	Moyenne	Suisse	Grande-Bretagne, Finlande, Allemagne	Grèce et majorité des autres pays d'Europe centrale et orientale
	Lente		Irlande	Autriche, Belgique, France

### Répartition sectorielle des dons

On dispose de très peu d'informations sur la répartition sectorielle des dons des fondations européennes. Il existe néanmoins des données sur le nombre de fondations qui mènent, dans les divers secteurs, des activités nationales et internationales. 30 % des fondations s'impliquent dans l'enseignement et la recherche, 25 % se consacrent aux services sociaux et 17 % à la santé. Ce sont donc plus des deux tiers qui travaillent dans ces trois domaines.<sup>107</sup>

Une autre enquête auprès des membres du Centre européen des fondations a révélé que 78 % s'intéressaient à l'éducation, 66 % aux arts et à la culture, 48% aux problèmes des enfants et de la jeunesse, 33 % à l'environnement, 30 % aux minorités et au multiculturalisme.<sup>108</sup> D'autres informations, tirées d'une étude non publiée de 30 fondations européennes, montrent que leurs trois principales catégories d'activités internationales sont l'éducation, la santé et le développement de communautés locales.<sup>109</sup>

### Dons internationaux des fondations européennes aux pays en développement

On ne dispose pas d'informations exhaustives à propos du montant total ou des secteurs d'affectation des dons privés européens aux pays en développement. Certes, les fondations européennes n'apportent généralement pas leur soutien à des actions menées hors d'Europe, mais une petite enquête a indiqué que 40 % d'entre elles avaient certaines activités internationales.<sup>110</sup> Bien que l'étude des membres du Centre européen des fondations ait fourni des données sur les dons totaux de chaque fondation, on ignore quelle proportion est octroyée aux pays en voie de développement.

Afin d'obtenir un ordre de grandeur du montant des financements à l'étranger, on a fait ressortir les dépenses de celles des 105 fondations européennes privées qui font connaître leurs dons internationaux. Les dépenses de ces 45 fondations adhérentes du CEF totalisaient quelque \$1.4

106. Ibid. p. 67.

107. Ibid. p. 57.

108. « Financement indépendant », CEF, 2002, pg. xii.

109. Michael Brophy, "The Report on Europe in the World Network Feasibility Project," (rapport sur l'Europe dans le cadre du projet de faisabilité d'un réseau mondial) Help for All Trust, East Sussex, 2003, page 3. Ce rapport n'est pas encore achevé, ni publié. Michael Brophy s'y livre à une enquête sur l'engagement des fondations européennes dans les pays en développement.

110. Ibid.

milliard. C'est une estimation maximale, puisque le chiffre comprend aussi bien des versements en faveur de projets nationaux et européens que de pays en développement.<sup>111</sup> Dix fondations représentent plus des trois quarts du total dépensé, soit \$1.1 milliard.

**Tableau 3. Principales fondations européennes privées faisant des dons internationaux  
Total des dépenses nationales et internationales  
(en milliers de dollars américains)**

<i>Fondations</i>	<i>Total approximatif des dépenses*</i>
1. Charities Aid Foundation (Grande-Bretagne)	253
2. Fundacio La Caixa (Espagne)	154
3. Compagnia di San Paolo (Italie)	127
4. VolkswagenStiftung (Allemagne)	109
5. Fondazione Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde (Italie)	98
6. Knut och Alice Wallenbergs Stiftelse (Suède)	86
7. Stifterverband für die Deutsche Wissenschaft (Allemagne)	80
8. GlaxoSmithKline (Grande-Bretagne)	78
9. Deutsche Bank (Allemagne)	65
10. Robert Bosch Stiftung GmbH (Allemagne)	51

\* Ces chiffres concernent 2000 et 2001; #2 à partir de 1999.

Les auteurs d'une autre étude, non publiée et en cours de réalisation, ont obtenu, à partir d'un échantillon de 35 fondations européennes, des estimations du total des subventions qu'elles octroient pour des activités internationales à l'extérieur de leur pays et d'autres membres de l'UE.<sup>112</sup> Ces subventions s'échelonnent de moins de 1% à 100% dans le cas particulier de la fondation Aga Khan. La majorité des fondations effectue moins de 25% de ses dépenses à l'étranger. Dès lors, si l'on applique ce ratio de 25 % au \$1.4 milliard octroyé par les fondations qui donnent des informations sur leurs engagements internationaux, on arrive à une estimation maximale de \$350 millions de dons annuels des fondations privées européennes au tiers monde.

### **Descriptifs des membres du CEF qui octroient des subventions internationales :**

La **fondation Charities Aid (CAF)** privilégie géographiquement le Royaume-Uni, l'Europe en général et les Etats-Unis. Au sein du monde en développement, elle concentre ses activités sur l'Afrique, l'Inde, la région Asie-Pacifique et l'Amérique du sud. Elle accorde des subventions à toute une gamme d'organisations caritatives, gère ses propres programmes et prodigue une assistance technique ainsi que des conseils à des personnes et institutions qui pratiquent la philanthropie.<sup>113</sup> Ainsi, la CAF est présente au Ghana et en Afrique occidentale, où elle s'efforce d'encourager le dialogue et le partenariat entre l'Etat, les entreprises et les entités sans but lucratif, afin de canaliser des ressources en faveur du développement de communautés locales. L'une des actions qu'elle mène actuellement prévoit de mettre \$640,000 à la disposition du Ghana, dans le cadre du projet « Au-delà de l'aide »,

111. « Financement indépendant », CEF, 2002.

112. Michael Brophy, "The Report on Europe in the World Network Feasibility Project," (rapport sur l'Europe dans le cadre du projet de faisabilité d'un réseau mondial) Help for All Trust, East Sussex, 2003.

113. Fondation Charities Aid (site Internet). « Financement indépendant » – annuaire des fondations et sociétés membres du Centre européen des fondations (CEF). Centre européen des fondations, 2002. pp.20-21.

qui vise à favoriser l'indépendance des ONG et le développement durable. En outre, la CAF gère une enveloppe supérieure à \$2.31 milliards pour le compte d'organismes caritatifs dans plus de 20 pays.<sup>114</sup>

La **fondation La Caixa** a pour vocation de « concevoir des projets qui répondent aux besoins de la société » à l'échelle internationale et surtout dans les pays en développement. Son action se déploie dans quatre domaines principaux : les oeuvres sociales, la science et l'environnement, l'éducation, la culture. Dans le tiers monde, elle soutient des initiatives à caractère social, qui concernent essentiellement la prévention du sida et la lutte contre la pauvreté. Par le biais de projets éducatifs, elle subventionne les études dans des établissements de formation aux professions d'infirmière et d'informaticien.<sup>115</sup>

La **Compagnia di San Paolo** intervient à la fois en Italie et dans d'autres pays. Ses centres d'intérêt sont surtout la science, l'économie, la recherche juridique, l'éducation, la culture et la santé. A l'étranger, elle intervient principalement dans la protection sociale, domaine où elle prend part à des initiatives humanitaires internationales.<sup>116</sup>

La **fondation GlaxoSmithKline** (GSK) privilégie sur le plan géographique les pays en développement, particulièrement l'Afrique sub-saharienne. Elle concentre ses efforts sur trois points essentiels : les investissements dans la recherche-développement concernant les maladies qui touchent le tiers monde ; la fourniture durable, à des prix de faveur, de produits pharmaceutiques qui traitent les affections répandues dans les pays en développement ; l'organisation de systèmes de santé efficaces dans ces régions. Cette fondation porte un intérêt spécial au HIV, à la filariose lymphatique, au paludisme et à la tuberculose. En outre, elle s'efforce, en liaison avec des organismes de l'ONU et des sociétés pharmaceutiques de faciliter l'accès au traitement du HIV/sida.<sup>117</sup>

Au cours des quatre dernières décennies, la **Deutsche Bank** a créé plusieurs fondations, notamment la fondation caritative Alex Brown & fils, une fondation culturelle, la société Alfred Herrhausen pour le dialogue international et la fondation Afrique ; toutes ont pour objectif de promouvoir la culture, la science et la protection de l'environnement. Ces fondations aident financièrement de jeunes scientifiques de tous les continents qui travaillent sur des projets relatifs à l'environnement ; elles s'impliquent également beaucoup avec les organismes de l'ONU qui se consacrent à l'environnement international et avec la Banque mondiale. Dans le domaine des projets spécifiques, un fonds de développement spécialisé de la Deutsche Bank propose des micro-crédits à des jeunes pousses de pays en développement.<sup>118</sup>

---

114. Fondation Charities Aid (site Internet).

115. Rapport annuel 2000 de la fondation La Caixa. Bureau d'information de la fondation La Caixa, Janvier 2003. « Financement indépendant » – annuaire des fondations et sociétés membres du Centre européen des fondations (CEF). Centre européen des fondations, 2002. page 87.

116. Site Internet de la Compagnia di San Paolo. « Financement indépendant » – annuaire des fondations et sociétés membres du Centre européen des fondations (CEF). Centre européen des fondations, 2002. Pages 26-27.

117. Rapport annuel 2001 de GlaxoSmithKline. Site Internet de GlaxoSmithKline. Financement indépendant – annuaire des fondations et sociétés membres du Centre européen des fondations (CEF). Centre européen des fondations, 2002. Page 110.

118. Site Internet de la Deutsche Bank. Financement indépendant – annuaire des fondations et sociétés membres du Centre européen des fondations (CEF). Centre européen des fondations, 2002. Page 29.

**Note sur la difficulté d'établir des statistiques sur les subventions octroyées  
par les fondations européennes**

Les tentatives faites pour évaluer le montant total des subventions internationales des fondations européennes et pour établir des comparaisons se heurtent aux obstacles suivants :

1. La diversité des traditions juridiques et culturelles des pays européens s'est traduite par l'existence de multiples définitions différentes des fondations. Ainsi, les fondations d'Etat en Turquie et celles créées par l'Etat espagnol pour aider les jeunes pousses sont davantage de caractère public que privé. Les « fondations de sociétés » qui existent en Suède (par exemple la *fondation Knut och Alice Wallenberg*) et les « fondations commerciales » norvégiennes ne correspondent pas aux paramètres de la législation britannique en la matière. De même, de nombreuses fondations britanniques ne répondent pas aux critères juridiques français. En Suisse, certaines organisations désignées comme des « fondations » sont en réalité des véhicules de placement pour des fonds de pension de sociétés. La terminologie, qui est très variable, comprend : fondation, fonds à dotation affectée, fiduciaire, *dondacion*, *Stiftung*, *Stichting*, *Stiftelse* et *Saatio*.<sup>119</sup>
2. A la différence des Etats-Unis, les fondations bénéficient couramment en Europe de financements publics (par exemple la loterie ou des crédits budgétaires de l'Etat central et des collectivités locales). En outre, selon des études faites dans le cadre du projet Johns Hopkins de comparaison des activités à but non lucratif, la forte croissance du tiers secteur européen pendant les années 1990 s'est largement appuyée sur l'argent public et s'est produite dans les pays qui ont encouragé le partenariat entre l'Etat et les organisations désintéressées.<sup>120</sup> Toutefois, le soutien officiel aux fondations semble avoir atteint ses limites et il est probable qu'en Europe elles vont devenir de plus en plus dépendantes de financements privés.<sup>121</sup>
3. Peu de recherches à caractère comparatif et quantitatif ont été faites sur les fondations des différents pays européens.<sup>122</sup> Quand on donne des informations, elles sont généralement de nature descriptive et propres à un pays. *Les fondations en Europe*, l'ouvrage de 875 pages le plus complet et à jour sur le tiers secteur en Europe, arrive à la conclusion qu'il est impossible de chiffrer précisément le montant total des financements octroyés par les fondations européennes.<sup>123</sup>

---

119. Schluter, Andreas *et al.*, *Foundations in Europe – Society, Management, and Law*. Directory of Social Science CAF, 2001. pages. Page 39-40.

120. Helmut Anheier. "The Third Sector in Europe: Five These." Février 2002.

121. Ibid.

122. Le Dr. Volker Then, directeur de la philanthropie et des fondations à la fondation Bertelsmann et co-éditeur en 2001 d'un ouvrage de 875 pages intitulé « Les fondations en Europe », a confirmé l'absence de données comparatives et quantitatives sur l'implication des fondations européennes dans les pays en développement (Source: email du Dr. Volker Then du 23 janvier 2003). De plus, selon Michael Brophy, ancien directeur général de la fondation Charities aid au Royaume-Uni, qui enquête actuellement sur l'engagement des fondations européennes dans le tiers monde, « l'obscurité qui entoure l'action des fondations européennes est étonnante ». Les conclusions préliminaires et non publiées du rapport supervisé par M. Brophy montrent déjà que le niveau des subventions internationales est très faible (source: email et conversation téléphonique avec Michael Brophy, le 3 février 2003). Karina Holly, auteur du livre « La philanthropie en Europe » a également souligné la pauvreté des informations quantitatives et comparatives concernant les fondations européennes en général (source: email de Karina Holly, le 8 janvier 2003).

123. Schluter, Andreas *et al.*, *Foundations in Europe – Society, Management, and Law*. Directory of Social Science CAF, 2001.





## ANNEXE C

### LES SUBVENTIONS INTERNATIONALES DES FONDATIONS ASIATIQUES

#### Rapport de l'Institut Hudson

par Carol C. Adelman, docteur, chercheuse principale,  
et Ronen Sebag, chercheur

#### Introduction et remarques d'ordre général

L'action philanthropique internationale des fondations asiatiques est relativement limitée en raison de l'existence de traditions culturelles et religieuses qui favorisent la philanthropie à vocation locale.<sup>124</sup> Très peu de recherches comparatives ont été effectuées à propos de la philanthropie asiatique en général et encore moins sur les activités des fondations asiatiques dans les pays en développement.<sup>125</sup> Selon Tadashi Yamamoto, président du Centre japonais pour l'échange international, le secteur philanthropique asiatique ne se prête guère à des généralisations.<sup>126</sup> En tout état de cause, l'essentiel de l'effort philanthropique des asiatiques est consacré aux besoins des communautés locales et à la protection sociale.<sup>127</sup> En général, les organisations religieuses se procurent des moyens importants pour financer leurs propres structures, d'autres causes à caractère religieux et des activités profanes. En Australie, par exemple, les organismes religieux ont bénéficié en 1997 de 37.2 % des donations totales. Selon une enquête menée en Inde, aux Philippines, en Thaïlande et en Indonésie, 90 % des adultes en moyenne donnent aux organisations religieuses.<sup>128</sup> Le Consortium philanthropique Asie-Pacifique (APPC) confirme que les dons à objet non religieux sont relativement faibles.<sup>129</sup>

En Asie, le cadre juridique ne facilite pas la philanthropie, tandis que les administrations ont tendance à considérer les ONG et les organisations à but non lucratif (NPO) comme leur

- 
124. Jung, Ku-Hyum (éditeur). *Evolving Patterns of Asia-Pacific Philanthropy* (l'évolution des formes de philanthropie en Asie-Pacifique). Institute of East and West Studies, Yonsei University. Seoul Press, 1994. pp. 31.
  125. Dr Michael Liffman, Directeur du Centre Asie-Pacifique de la philanthropie et des investissements sociaux, université Swinburne, Australie, email du 15 janvier 2003.
  126. Yamamoto, Tadashi. *Giving with a Difference in Asia* (la spécificité des dons en Asie); Remarques: Session I – le rôle des fondations. *Asia Confers 2 CAFO*. 10 mai, 2002.
  127. Consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique (APPC), "Strengthening Philanthropy in the Asia Pacific: An Agenda for Action." (Programme d'action pour un renforcement de la philanthropie en Asie-Pacifique) rapport de conférence (Bali, Indonésie; 16-17 juillet, 2001). P.8.
  128. "Investing in Ourselves: Giving and Fund Raising in Asia," (investir chez nous : les dons et la collecte de fonds en Asie) étude de l'organisation "Venture for Fund Raising", 2001.
  129. Consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique (APPC), "Strengthening Philanthropy in the Asia Pacific: An Agenda for Action." (Programme d'action pour un renforcement de la philanthropie en Asie-Pacifique) rapport de conférence (Bali, Indonésie; 16-17 juillet, 2001).

démembrements, ce qui laisse fort peu de marge pour l'indépendance d'action.<sup>130</sup> Ainsi, au Japon, les organisations désintéressées peinent à se faire reconnaître par l'Etat comme un secteur distinct. A Hongkong, les pouvoirs publics contribuent largement à leurs ressources et dominent leurs activités. Au Bangladesh et en Nouvelle-Zélande, ils n'ont prévu aucune exemption fiscale pour les ressources des NPO et n'ont pas pris de dispositions incitant les entreprises à leur faire des donations. En Chine, l'Etat contrôle ce secteur.<sup>131</sup>

Mais d'autres éléments ont plus encourageants pour le secteur philanthropique asiatique, qui s'est développé malgré la crise économique de la fin des années 1990. De 1994 à 1999, la proportion des australiens qui font des dons pour des actions caritatives est passée de 69 % à 74 %. Au Japon, 77 % des ménages disent en avoir fait.<sup>132</sup> Certes, les fondations et les ONG asiatiques se sont toujours beaucoup appuyées sur leurs homologues privées étrangères, notamment américaines ; mais les gouvernements asiatiques commencent à prendre conscience du rôle du secteur désintéressé dans le progrès social et sont prêts à coopérer avec lui.<sup>133</sup>

### **Analyse par pays de la philanthropie en Asie**

Même les informations les plus exhaustives et les plus à jour sur les activités philanthropiques en Asie ne comportent pas de statistiques ou de chiffres comparatifs pour l'ensemble de la région.<sup>134</sup> En outre, on sait très peu de choses sur leur aspect international. Les rares renseignements disponibles se trouvent dans la publication du Consortium philanthropique Asie-Pacifique (APPC), intitulée *Philanthropy and the Third Sector in Asia and the Pacific*.<sup>135</sup> On trouve en Annexe A de la présente étude un résumé des données concernant les différents pays et des variables clés qui sont disponibles.

- 
130. Yamamoto, Tadashi. Giving with a Difference in Asia (la spécificité des dons en Asie); Remarques: Session I – le rôle des fondations. Asia Confers 2 CAFO. 10 mai, 2002.
131. Rori Francisco-Tolentino, directeur de la fondation Ayala ; Consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique "Philanthropy in Asia and the Pacific: Trends, Challenges, and Opportunities". Présentation au *Forum WINGS* 2002, 13 mars, 2002, Sydney, Australie.
132. Ibid.
133. Lori A. Vacek, projet de résumé d'une conférence pour le Consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique, *Strengthening Philanthropy in Asia pacific : An Agenda for Action* (Programme d'action pour un renforcement de la philanthropie en Asie-Pacifique), Juillet 2001, Bali, Indonésie.
134. James Gannon, Directeur du Centre japonais pour l'échange international (JCIE/USA), Email du 16 janvier 2003. Takashi Ishida, directeur à la fondation Japon, Centre pour un partenariat mondial, email du 16 janvier 2003. Sean Fitzsimons, membre de la section économique de l'ambassade du Japon ; conversation téléphonique du 3 janvier 2003 et email du 14 janvier 2003.
135. L'essentiel des informations récentes données par l'APPC se présente sous la forme d'études de référence sur la philanthropie dans les pays asiatiques. Elles ont été élaborées par des groupes de travail composés des plus grands experts de cette question dans leurs pays respectifs. L'objet de ces études était d'être présentées à la conférence de l'APPC sur le thème d'un *Programme d'action pour un renforcement de la philanthropie en Asie-Pacifique*, qui a eu lieu en Indonésie (à Bali), en juillet 2000. Elles ne semblent pas s'être conformées à un format quantitatif ou à une méthode analytique stricts. Certaines d'entre elles contenaient peu ou pas de données chiffrées. De plus, l'APPC a tiré le reste de ses informations d'un myriade de sources. Dès lors, on ne peut considérer ce qui suit comme une seule étude comparative, mais plutôt comme un ensemble de généralisations inspirées de plusieurs sources extérieures concernant la philanthropie en Asie. Quand on ne dispose pas de chiffres en US \$, le taux de change est celui de janvier 2003. On se reportera à *Philanthropy and the Third Sector in Asia and the Pacific*, un réseau qui s'efforce de promouvoir le financement et l'efficacité de la philanthropie en Asie. C'est un projet du consortium de philanthropie Asie-Pacifique (APPC). <http://www.asianphilanthropy.org/>

## **Australie**

En 1995-96, les financements obtenus par les organisations australiennes à but non lucratif (NPO) se sont élevés à \$14.2 milliards. Ce montant se décompose de la façon suivante : \$1.0 milliard a été le fruit de collectes, \$4.3 milliards ont été apportés par l'Etat, tandis que \$6.7 milliards ont émané de la fourniture de services. Dans la période récente, les taxes frappant le jeu, la bière et les cigarettes ont beaucoup contribué à la création de fondations.<sup>136</sup> Les fondations philanthropiques et caritatives ont accordé \$250 millions de dollars de subventions. Les principaux secteurs bénéficiaires ont été la religion (37 %), les services sociaux (17 %), l'éducation et la recherche (16.4 %).<sup>137</sup>

La plupart des NPO qui ont des activités à l'étranger sont affiliées à des organisations internationales. La plus importante est World Vision, suivie de Care Australia et de Caritas.<sup>138</sup> En 2001, les organismes australiens d'aide au développement ont géré \$297 millions, dont 60% provenaient de donations et de contributions individuelles ; sur cette base, les ménages ont versé \$38 en moyenne pour l'aide à des pays étrangers.

## **Bangladesh**

Au Bangladesh, le produit de la philanthropie individuelle est surtout destiné aux institutions religieuses, qui reçoivent des dons de 80 % des ménages en moyenne. L'éducation et la recherche sont les seconds bénéficiaires, avec quelque 29 % des dons individuels. Bien que l'on ne dispose pas de chiffres sur l'action philanthropique des entreprises, on l'estime à 0.5 % de chiffre d'affaires total.<sup>139</sup> Selon une étude financée par la Banque asiatique de développement (BAD), 59 % des ONG du Bangladesh concentrent leurs efforts sur la protection sociale.<sup>140</sup>

Dans ce pays, les organisations désintéressées ne participent pas à l'action philanthropique internationale. Toutefois, un certain nombre d'ONG concourent au développement économique et social à l'étranger par des activités de conseil. L'Association pour le progrès social (ASA) aide à la mise en place de micro-crédits dans 19 pays d'Asie et d'Afrique, tandis que la Commission nationale du progrès rural s'implique dans des actions de soutien au développement.<sup>141</sup>

---

136. Etude australienne de référence. *Strengthening Philanthropy in Asia pacific: An Agenda for Action* (Programme d'action pour un renforcement de la philanthropie en Asie-Pacifique). Résumé de la Conférence de juillet 2001 organisée à Bali, en Indonésie. Pour le Consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique. Taux de change \$AU 1 = \$US 0.52.

137. Australie - Philanthropy and the Third Sector Overview (aperçu général de la philanthropie et du tiers secteur) (taux de change pour ce rapport : 1A\$ = \$US0.75). La philanthropie et le tiers secteur en Asie et dans le Pacifique. Projet du consortium de la philanthropie Asie-Pacifique (APPC). <http://www.asianphilanthropy.org/>

138. Australie – la philanthropie internationale. La philanthropie et le tiers secteur en Asie et dans le Pacifique. Projet du consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique (APPC). <http://www.asianphilanthropy.org/>

139. Bangladesh – Aperçu de la philanthropie et du tiers secteur. Projet du consortium de philanthropie Asie-Pacifique (APPC). <http://www.asianphilanthropy.org/>

140. Etude de référence sur le Bangladesh. *Strengthening Philanthropy in Asia pacific : An Agenda for Action* (Programme d'action pour un renforcement de la philanthropie en Asie-Pacifique). Consortium de la philanthropie Asie-Pacifique, Bali, Indonésie, juillet 2001.

141. Bangladesh – la philanthropie internationale. La philanthropie et le tiers secteur en Asie et dans le Pacifique. Projet du consortium de la philanthropie Asie-Pacifique (APPC). <http://www.asianphilanthropy.org/>

## **Chine**

Il existe 1 800 fondations en Chine, dont 5 % au niveau national. Elles sont financées par l'Etat (seule source de revenus jusqu'au début des années 1980), des dons individuels (émanant notamment d'agents publics incités par leur hiérarchie), les achats de billets de loterie et par des donations volontaires, cet apport étant le plus faible. La Chine connaît très peu de fondations liées à des sociétés. En 1998, la Fédération chinoise des organisations caritatives, la Croix rouge chinoise et d'autres entités du tiers secteur ont perçu plus de \$1.4 milliard à des fins philanthropiques.<sup>142</sup>

## **Hongkong**

En 2000-2001, le financement des œuvres philanthropiques a été assuré par l'Etat (\$828 millions), les fondations (\$143 millions), et la Caisse communautaire (Community Chest - \$23 millions). Une étude a estimé que les versements de sociétés représentaient la plus grande part des contributions à l'action philanthropique. Selon les services fiscaux, ils auraient atteint \$109 millions en 1999. Une autre étude les situe dans une fourchette de \$175 millions à \$333 millions.<sup>143</sup> Les principaux secteurs bénéficiaires sont l'éducation, la santé et les services sociaux.

Les deux principales activités philanthropiques sont l'organisation caritative (Charities Trust) rattachée au Hong Kong Jockey Club et la Caisse communautaire, qui ont alloué \$163 millions au total en 2000-2001.

L'essentiel de l'action internationale des fondations de Hong Kong porte sur la Chine continentale. Ainsi, l'organisation Espoir international (HOPE Worldwilde) finance des projets éducatifs dans les régions rurales chinoises. En 1998, les trois organismes d'assistance internationale de Hong Kong – World Vision Hong Kong, Oxfam Hong Kong et le Comité UNICEF local – ont recueilli \$28 millions. Les organisations de soutien aux minorités ethniques lèvent également des fonds à Hong Kong pour aider leurs pays d'origine.<sup>144</sup>

## **Inde**

En Inde, la plupart des dons individuels sont destinés à des organisations religieuses. Selon une enquête effectuée en 2001 par Sampradaan, le Centre philanthropique indien, 96% des ménages appartenant aux classes moyennes et supérieures qui vivent en milieu urbain ont fait des dons, d'un montant total de \$338.6 millions. La principale destination des fonds est l'organisation de secours en cas de désastre, qui a reçu 21 % des fonds.<sup>145</sup>

---

142. Chine - Aperçu de la philanthropie et du tiers secteur. Projet du consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique (APPC). <http://www.asianphilanthropy.org/>

143. Hong Kong - Aperçu de la philanthropie et du tiers secteur. Projet du consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique (APPC). <http://www.asianphilanthropy.org/>

144. Hong Kong – la philanthropie internationale, la philanthropie et le tiers secteur en Asie et dans le Pacifique. Projet du consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique (APPC). <http://www.asianphilanthropy.org/>

145. Etude de référence sur l'Inde. *Strengthening Philanthropy in Asia Pacific: An Agenda for Action* (Programme d'action pour un renforcement de la philanthropie en Asie-Pacifique). Consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique. Bali, Indonésie, Juillet 2001.

## Indonésie

Les ressources des fondations indonésiennes sont à la fois d'origine internationale (65 %) et intérieure (35 %). Les financements internes se composent de revenus d'activité et de droits perçus (33 %), d'intérêts de placement des fonds affectés (17 %), de versements de sociétés (17 %) ainsi que des pouvoirs publics nationaux et locaux (5 %), de dons individuels (14 %), d'ONG (3 %) et d'autres sources (11 %).<sup>146</sup> Selon une enquête menée en 2000 par l'APPC, la quasi totalité de la population adulte déclare avoir fait des dons à la famille et à des amis, tandis que 80 % ont soutenu financièrement des organisations bénévoles. La philanthropie personnelle découle de la tradition musulmane de la *Zakat*, qui représente 2.5 % de l'épargne annuelle. Selon une estimation, 90 % des moyens des institutions religieuses proviendraient de la philanthropie individuelle. Certaines d'entre elles collecteraient chaque année entre \$20 000 et \$100 000.<sup>147</sup> On ne dispose guère d'informations sur les dons des sociétés, sinon qu'ils sont surtout affectés à la protection sociale et à l'éducation.<sup>148</sup> Une étude a estimé les versements philanthropiques des sociétés à \$11.5 millions en 2001, 180 entreprises ayant apporté leur concours à 279 projets d'ordre social.<sup>149</sup>

## Japon

Au Japon, les ressources des organisations philanthropiques comprennent des droits et redevances provenant des fondations et autres ONG (52%), des subsides de l'Etat (45%) et des contributions d'origine privée (3%).<sup>150</sup> La philanthropie personnelle prend la forme des *chonai-kai*, c'est-à-dire de groupes communautaires. Ces groupes recueillent chaque année \$150 millions. Une enquête du Centre japonais des fondations a révélé que le nombre de fondations nouvellement créées octroyant des subventions diminuait depuis 1991.<sup>151</sup> En outre, les dons privés à caractère philanthropique ont régressé de plus de 90 % de 1992 à 1998. En dépit de ce recul, l'adoption en 1998 d'une loi favorisant les activités à but non lucratif a entraîné la création de quelque 3 500 NPO.<sup>152</sup>

Le montant des dons distribués par les entreprises est beaucoup plus élevé et il a été stable ou en progression au cours de la dernière décennie. Une enquête effectuée en 1999 par la Fédération des organisations professionnelles (*Keidanren*) l'a estimé à \$1.1 milliard in 1998. Il se répartissait entre

- 
146. Les données proviennent d'une récente enquête de Rustam Ibrahim (2000), *Direktori Organisasi Sumberdaya Masyarakat Sipil: Indonesia*. Insitut Synergos, *Series on Foundation building in Southeast Asia*. Etude de référence sur l'Indonésie. *Strengthening Philanthropy in Asia pacific: An Agenda for Action*. Consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique. Bali, Indonésie, Juillet 2001.
147. Etude de référence sur l'Indonésie. *Strengthening Philanthropy in Asia pacific: An Agenda for Action*. Consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique. Bali, Indonésie, Juillet 2001.
148. Ibid.
149. Indonésie - Aperçu de la philanthropie et du tiers secteur. Projet du consortium de la philanthropie Asie-Pacifique (APPC). <http://www.asianphilanthropy.org/>
150. Les données sont basées sur l'étude comparative de Johns Hopkins sur les activités à but non lucratif (1990-1996). Etude de référence sur la Japon. *Strengthening Philanthropy in Asia pacific: An Agenda for Action*. Consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique. Bali, Indonésie, Juillet 2001.
151. Etude de référence sur le Japon. *Strengthening Philanthropy in Asia pacific: An Agenda for Action*. Consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique. Bali, Indonésie, Juillet 2001.
152. Le 25 mars 1998 a été votée la *Loi d'encouragement aux activités spécifiquement à but non lucratif*. Source : étude de référence sur le Japon. *Strengthening Philanthropy in Asia pacific: An Agenda for Action*. Consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique. Bali, Indonésie, Juillet 2001.

des versements en numéraire (64 %) et des heures de travail bénévole (36 %). Cependant, la dépense moyenne de chaque entreprise a reculé de 7.7 % en 1998 par rapport à l'année précédente.<sup>153</sup>

Malgré un contexte juridique globalement peu propice à la philanthropie, l'Etat encourage la population à soutenir financièrement l'action philanthropique internationale. Il existe plus de 400 ONG qui participent à des activités internationales.<sup>154</sup> D'autres enquêtes font état de pas moins de 3 285 organisations qui travaillent dans le domaine de la coopération et des échanges internationaux. Le gouvernement japonais a également mis en place un projet d'aide internationale volontaire. En 1991, le ministère des postes et télécommunications a lancé le programme bénévole Kokusai Chokin (épargne postale pour l'aide volontaire internationale). Ce dispositif permet aux citoyens japonais de contribuer spontanément aux actions d'assistance internationale. En 1997, il a financé le versement d'environ \$13.3 millions à 239 projets gérés par 209 ONG.<sup>155</sup> Par ailleurs, sept des douze grandes fondations citées par le Centre japonais des fondations sont japonaises et dépensent au total \$32.5 millions (soit 58 % des subventions accordées par les douze).<sup>156</sup>

## Corée

En Corée, la philanthropie d'origine individuelle occupe peu de place. Une étude réalisée en 2000 indique que 10.8 % des contribuables coréens ont bénéficié de déductions fiscales, qui n'ont pas dépassé 0.18 % de leurs revenus totaux.<sup>157</sup> Selon une enquête des associés locaux du groupe Johns Hopkins, qui effectue des recherches comparatives sur les NPO, 63 % d'entre elles ont déclaré avoir versé, en 1999, \$198 en moyenne pour œuvres caritatives. L'action philanthropique individuelle est tournée principalement vers la protection sociale et l'éducation. Pendant les années 1999 et 2000, l'Etat central et les collectivités locales ont alloué \$12 millions aux ONG.<sup>158</sup>

89 des 4 000 fondations coréennes sont liées à des sociétés et accordent des subventions. Leur budget total était en 1995 de l'ordre de \$410 millions.<sup>159</sup> Les principaux bénéficiaires des libéralités des entreprises sont les institutions médicales et culturelles qu'elles ont elles-mêmes fondées (86.5%), des projets intéressant la protection sociale (4.9 %), l'éducation (4.3 %), les bourses d'enseignement et la recherche (4.3 %).<sup>160</sup> A la fin de 1998, la Caisse communautaire coréenne, qui est l'une des plus

---

153. Japon - Aperçu de la philanthropie et du tiers secteur. Projet du consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique (APPC). <http://www.asianphilanthropy.org/>

154. Centre japonais des ONG pour la coopération internationale. <http://www.janic.org/en/en-index.html>

155. Japon - Aperçu de la philanthropie et du tiers secteur. Projet du consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique (APPC). <http://www.asianphilanthropy.org/>

156. Centre japonais des fondations. <http://www.jfc.or.jp/>

157. C. Kang, (2000). 'Piyongri Tanche Jaejung Mogeum eui Sunjinhwa' (les progrès des stratégies de collecte de fonds des organisations coréennes à but non lucratif). Document de travail non publié. Cité dans : Corée ; aperçu de la philanthropie et du tiers secteur en Corée. La philanthropie et le tiers secteur en Asie et dans le Pacifique. Projet du consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique (APPC). <http://www.asianphilanthropy.org/>

158. Etude de référence sur la Corée. *Strengthening Philanthropy in Asia pacific: An Agenda for Action*. Consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique. Bali, Indonésie, Juillet 2001

159. T. Park. (1994). 'Non-Profit Foundations in Korea', dans Ku-Hyun Jung (ed) *Evolving Patterns of Asia-Pacific Philanthropy* (l'évolution des formes de philanthropie en Asie-Pacifique) (Séoul : Institut des études orientales et occidentales, université Yonsei) 59-77. Cité dans : Corée ; - Aperçu de la philanthropie et du tiers secteur. Projet du consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique (APPC). <http://www.asianphilanthropy.org/>

160. Corée - Aperçu de la philanthropie et du tiers secteur. Projet du consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique (APPC). <http://www.asianphilanthropy.org/>

grandes fondations du pays, est devenue une entité indépendante financée à la fois par l'Etat et le secteur privé.<sup>161</sup>

## **Malaisie**

L'activité internationale des organismes à but non lucratif se réduit à très peu de chose. L'association malaise de secours médical (MERCY) est une NPO établie par un groupe de médecins pour fournir une assistance médicale à l'étranger.<sup>162</sup>

## **Philippines**

L'action philanthropique est financée par des personnes physiques (essentiellement sous forme de dons aux églises et écoles), des donateurs internationaux et locaux (y compris des entreprises), des revenus d'activités, des subventions de l'Etat et des collectivités locales ainsi que par des dotations spécifiquement affectées.<sup>163</sup> En dépit d'une ancienne tradition de philanthropie personnelle, la documentation en la matière est à peu près inexistante. Néanmoins, une étude récente a révélé qu'en 2001 93 % des personnes faisaient des dons à objet religieux, 88 % aidaient les ONG, tandis que 85 % soutenaient financièrement leur famille et des amis.<sup>164</sup> En 1998, on a institué un comité de pilotage philanthropique philippin pour promouvoir ce type d'activité.<sup>165</sup>

Selon une étude de l'association des entreprises philippines pour le progrès social (PBSP), 92 sociétés ont fourni \$13.1 millions en 1994. le montant moyen de leurs dons a augmenté de 77.5 % de 1992 à 1994. A cette date, les trois principaux secteurs destinataires de subventions étaient l'éducation (18 %), le développement économique (16 %) et la santé (11 %).<sup>166</sup> Un rapport de 2001 sur les libéralités des entreprises a chiffré à \$4.9 millions leur montant total en 1999, dont 73 % de versements en numéraire.<sup>167</sup> L'éducation est le secteur le plus soutenu par les entreprises, avec 23 % du total de leurs dons, tandis que le secteur géographique le plus favorisé est la capitale (76 %).<sup>168</sup>

- 
161. Lori A. Vacek. Résumé de la conférence. *Strengthening Philanthropy in Asia pacific: An Agenda for Action*. Consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique. Bali, Indonésie. Toutes les notes finales du tableau se réfèrent à des rapports spécifiques sur les pays qui ont été présentés à la conférence.
  162. Malaisie – la philanthropie internationale. La philanthropie et le tiers secteur en Asie et dans le Pacifique. Projet du consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique (APPC). <http://www.asianphilanthropy.org/>
  163. Lori A. Vacek. Résumé de la conférence. *Strengthening Philanthropy in Asia pacific: An Agenda for Action*. Consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique. Bali, Indonésie. Toutes les notes finales du tableau se réfèrent à des rapports spécifiques sur les pays qui ont été présentés à la conférence.
  164. "Investing in Ourselves: Giving and Fund Raising in Asia," (investir chez nous : les dons et la collecte de fonds en Asie). Il s'agit d'une étude de l'organisation "Venture for Fund Raising" réalisée sous les auspices du Consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique ; elle a été financée par la Banque asiatique de développement avec l'aide de la fondation Asie, de la fondation nipponne et de l'Agence américaine pour le développement international. Elle analyse les comportements des donateurs et des répondants d'Inde, d'Indonésie, de Philippines et de Thaïlande. Source : business world, Philippines, 25 Septembre, 2002.
  165. Etude de référence sur les Philippines. *Strengthening Philanthropy in Asia pacific: An Agenda for Action*. Consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique. Bali, Indonésie, Juillet 2001.
  166. Philippines - Aperçu de la philanthropie et du tiers secteur. Projet du consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique (APPC). <http://www.asianphilanthropy.org/>
  167. Programme de donation des entreprises du Centre RVR-AIM pour des entreprises responsables. Email de Anthony Bryan J. Rebolledo, responsable de l'information au Centre RVR pour des entreprises responsables, Institut asiatique de gestion, Philippines.
  168. Ibid.



## Taiwan

A Taiwan, les dons individuels ont toujours été affectés à des membres de la famille et à des relations proches.<sup>169</sup> Ils ont pour origine la tradition du *quanxi*, c'est-à-dire les liens personnels, tandis que les dons non destinés à l'entourage familial immédiat avaient surtout une finalité religieuse. Toutefois, une étude établie en 1999 et 2000 à la demande de l'Etat et intitulée « Tendances du progrès social à Taiwan », estimait que 11 millions de personnes, soit 48 % de la population, soutenaient financièrement les NPO. En 2000, on comptait 3 014 fondations, dont 85 % avaient été dotées de moins de \$300 000 ; sept avaient reçu plus de \$28 millions. Environ 70 % des fondations sont privées : elles sont financées par certains particuliers et la population en général ; 25 % sont liées à des sociétés et le reste à l'Etat.<sup>170</sup> La plupart des fondations de Taiwan interviennent dans les domaines de la culture et de l'éducation (71 %), de la protection sociale (16 %) et de la santé (4 %). En 2000, les 300 plus grandes étaient dotées d'\$1.4 milliard, soit 37 % de plus qu'en 1999.<sup>171</sup>

## Thaïlande

Il y a de nombreuses fondations en Thaïlande, mais la plupart d'entre elles sont inactives et de petite taille. Leurs ressources proviennent de dons individuels, d'autres fondations locales, de leurs homologues internationales et d'entreprises.<sup>172</sup> Le temple bouddhiste est le lieu où s'exerce la philanthropie personnelle. Les dons sont essentiellement destinés à l'action sociale dans les communautés, à l'éducation et à la santé.<sup>173</sup>

## Vietnam

Au Vietnam, le parti communiste et le gouvernement ont la haute main sur les entités du tiers secteur. Le Front patriotique vietnamien et les organisations sociales placées sous son égide coordonnent l'essentiel des activités philanthropique du pays. Elles consistent surtout à fournir un soutien financier et des services aux communautés locales. En juillet 2001, on comptait environ 200 fondations à caractère philanthropique.<sup>174</sup>

## Descriptif des principales fondations asiatiques octroyant des subventions internationales

Le Centre japonais des fondations est une source précieuse d'informations quantitatives sur la philanthropie internationale en Asie. En 1997-1998, les dépenses totales de douze grandes fondations asiatiques distribuant des aides à l'étranger s'élevaient à \$56 millions. Le tableau 1 indique les

- 
169. Taiwan - Aperçu de la philanthropie et du tiers secteur. Projet du consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique (APPC). <http://www.asianphilanthropy.org/>
170. Lori A. Vacek. Résumé de la conférence. *Strengthening Philanthropy in Asia pacific: An Agenda for Action*. Consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique, Bali, Indonésie. Toutes les notes finales du tableau se réfèrent à des rapports spécifiques sur les pays, qui ont été présentés à la conférence.
171. Etude de référence sur Taiwan. *Strengthening Philanthropy in Asia pacific: An Agenda for Action*. Consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique. Bali, Indonésie, Juillet 2001.
172. Etude de référence sur la Thaïlande. *Strengthening Philanthropy in Asia pacific: An Agenda for Action*. Consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique. Bali, Indonésie, Juillet 2001.
173. Thaïlande - Aperçu de la philanthropie et du tiers secteur. Projet du consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique (APPC). <http://www.asianphilanthropy.org/>
174. Vietnam - Aperçu de la philanthropie et du tiers secteur. Projet du consortium de la philanthropie en Asie-Pacifique (APPC). <http://www.asianphilanthropy.org/>

montants annuels dépensés et donne le classement correspondant des douze fondations que le centre présente dans son étude.<sup>175</sup>

La **fondation Sasakawa pour la paix** (Japon) a pour vocation de promouvoir la compréhension, l'échange et la coopération entre les peuples.<sup>176</sup> Elle subventionne notamment des projets et recherches orientés vers la formulation de politiques. Elle s'occupe de différents projets régionaux comme le fonds pour l'amitié sino-japonaise, qui cherche à renforcer les liens entre le Japon et la Chine. Le fonds pour l'Europe centrale a pour but d'encourager la démocratisation et de faciliter la transition vers l'économie de marché dans les pays de cette zone. Le fonds pan-asiatique finance la formation de journalistes et des études sur les systèmes économiques internationaux, pour éviter une répétition de la crise économique qui a récemment affecté l'Asie.<sup>177</sup> Parmi les activités aidées figurent : la création des conditions du développement en Asie centrale et au Caucase, avec le Centre Ouzbek pour une politique économique efficace (\$330 000) ; 2) l'étude d'une théorie normative de comptabilité à l'intention des organisations de la société civile, élaborée par le Centre Hauser des organismes désintéressés situé aux Etats-Unis (\$273 000) ; 3) la Commission de correspondance intellectuelle du Conseil américain des relations extérieures (\$96 000).<sup>178</sup>

**Tableau 1. Liste des douze fondations octroyant des subventions internationales décrites par le Centre japonais des fondations (1997-98)**<sup>179</sup>

Noms des fondations	Dépenses totales en millions de dollars*
1. Fondation Sasakawa pour la paix (Japon)	\$ 16.0
2. Fondation Daewoo (Corée)	13.1
3. Fondation Toyota (Japon)	6.0
4. Fondation Chiang Ching-kuo pour les échanges érudits internationaux (Taïwan)*	5.0
5. Fondation Sumitomo (Japon)	3.6
6. Fondation Saison (Japon)	3.6
7. Fondation société Ayala. (Philippines)	3.3
8. Fondation Iwatani Naoji (Japon)	1.2
9. Fondation Niwano pour la paix (Japon)	1.2
10. Fondation Myer (Australie)	1.0
11. Fondation Himalaya (Taïwan)*	0.9
12. Fondation Novartis (Japon)	0.8

\* dépenses totales sauf #4 et 11, qui donnent seulement les dépenses sous forme de subventions

175. Centre japonais des fondations. [http://www.jfc.or.jp/eibun/e\\_index.html](http://www.jfc.or.jp/eibun/e_index.html). On introduit des chiffres récents quand ils sont fournis par des fondations spécifiques.

176. Ibid.

177. Fondation Sasakawa pour la paix. <http://www.spf.org/e/index.html>. Centre japonais des fondations. [http://www.jfc.or.jp/eibun/asianet/e\\_network.html](http://www.jfc.or.jp/eibun/asianet/e_network.html).

178. Catégories de projets de la fondation Sasakawa pour la paix. <http://www.spf.org/e/project/agenda.html>

179. Centre japonais des fondations. [http://www.jfc.or.jp/eibun/asianet/e\\_network.html](http://www.jfc.or.jp/eibun/asianet/e_network.html).

La **fondation Daewoo** (Corée) se consacre à l'amélioration du bien-être des populations et à l'aide au développement de l'enseignement et de la culture. Son action s'exerce dans quatre domaines : 1) les projets académiques, le soutien aux établissements d'enseignement et les bourses d'études supérieures ; 2) les services sociaux aux communautés locales ; 3) la protection sociale ; 4) les projets culturels. En 1998, elle a octroyé \$30 000 à deux étudiants, dont l'un était originaire de Chine et l'autre des Etats-Unis.<sup>180</sup>

La **fondation Toyota** (Japon) s'est fixé pour mission de contribuer à un meilleur épanouissement de la personne et à l'avènement d'une société orientée vers des valeurs humaines. Son action est concentrée géographiquement sur le Japon, l'Asie du sud-est et sur le monde en général. Parmi les projets qu'elle lance chaque année, on peut citer: 1) un plan d'aide financière internationale à la recherche sur les populations indigènes dans les pays d'Asie du sud-est (\$622 000) ; 2) le versement d'incitations financières à de jeunes chercheurs indonésiens (\$83 000) ; 3) Le projet « Connaître vos voisins », qui subventionne la traduction et la publication de livres en Asie du sud-est, du sud et au Japon (\$207 000). La fondation alloue \$1.7 million à un programme de soutien financier à la recherche qui a pour thème « La création d'une société de pluralisme des valeurs.<sup>181</sup>

La **fondation Chiang Ching-kuo pour les échanges internationaux entre érudits** (Taïwan) a été fondée pour promouvoir les études de chinois et développer les échanges internationaux en matière d'érudition. Les subventions qu'elle verse sont consacrées à l'héritage culturel chinois, aux études classiques et à tout sujet concernant la République de Chine. Elle subventionne par exemple les institutions culturelles, la recherche, la tenue de conférences, des publications, les travaux de grands érudits et des bourses pour la préparation de doctorats et la recherche post-doctorale. Parmi les bénéficiaires des aides qu'elle a accordées en 1996-1997, on peut citer : 1) l'université du Colorado, à Denver, pour une recherche sur « La culture traditionnelle et le cheminement historique de la Chine au 20<sup>ème</sup> siècle » (\$200 000) ; 2) l'université de New York, au titre d'une étude intitulée « Le professeur assistant dans l'histoire de la Chine moderne » (\$168 685 sur 3 ans) ; 3) l'Institut d'économie du département de chinois de l'université australienne Wollongong (\$2.1 millions sur 2 ans).<sup>182</sup>

La **fondation Sumitomo** (Japon) a été créée pour contribuer à l'amélioration de la société humaine. Ses centres d'intérêt géographique sont surtout le Japon ainsi que l'Asie de l'est et du sud-est, sans préjudice du monde entier. Ses domaines d'intervention à l'international comprennent : 1) le soutien financier à des projets de recherche en sciences sociales et humanités portant sur le Japon et réalisés par des chercheurs d'Asie de l'est et du sud-est (\$300 000) ; 2) des subventions pour des projets culturels extérieurs au Japon (\$165 000) ; 3) des subventions à la recherche sur l'environnement (\$870 000).<sup>183</sup> En 2001, elle est également intervenue pour aider : 1) la restauration et l'analyse de fragments textiles au musée Amano du Pérou (\$20 300) ; 2) la conservation et la restauration de masques royaux de l'ère classique Maya provenant d'Aguateca, au Guatemala, assurées par l'université d'Arizona (\$18 900).<sup>184</sup>

---

180. Centre japonais des fondations. [http://www.jfc.or.jp/eibun/asianet/e\\_network.html](http://www.jfc.or.jp/eibun/asianet/e_network.html).

181. Fondation Toyota. <http://www.toyotafound.or.jp/etop.htm>. Centre japonais des fondations. [http://www.jfc.or.jp/eibun/asianet/e\\_network.html](http://www.jfc.or.jp/eibun/asianet/e_network.html).

182. Centre japonais des fondations. [http://www.jfc.or.jp/eibun/asianet/e\\_network.html](http://www.jfc.or.jp/eibun/asianet/e_network.html).

183. Ibid.

184. Destination des subventions de la fondation Sumitomo pendant l'année budgétaire 2001. <http://www.sumitomo.or.jp/e/index.htm>

Résumé par pays de la philanthropie en Asie et principales données

Pays	Nombre et types de fondations	Dons d'entreprises philanthropes	Dons d'individus philanthropes	Répartition sectorielle des dons
<b>Australie</b>		En 1995-1996, les ressources totales des organismes à but non lucratif (NPO) ont été de \$14.2 milliards	In 1997 \$2.1 milliards aux NPO ; \$180 millions à des organisations gouvernementales. Total du temps du travail bénévole (374 millions d'heures) correspondant à \$5.6 milliards	Religion – 37%; Services sociaux – 17%; Education et recherche – 16.4%
<b>Bangladesh</b>	Personnelles ; liées à des sociétés (22 000 ONG répertoriées) ; Fondations/ Trusts ; à caractère religieux	Estimés à 0.5% de leur chiffre d'affaires totale		Leur principal activité est la protection sociale. Dons individuels : surtout à des organisations religieuses (80% des ménages en moyenne). Education et recherche (29.3% des ménages).
<b>Chine</b>	Environ 1,800 ; dont 5% au niveau national.		En 1998, \$1.39 milliard ; 19 milliards d'heures de travail bénévoles par 769 millions de personnes	Affectation surtout locale. Il n'est pas coutumier de donner à des inconnus.
<b>Hong Kong</b>	Surtout ONG à financement public ; Le Hong Kong Jockey Club Charities Trust et la Caisse communautaire sont les principales entités à caractère philanthropique. Total des fonds alloués par ces dernières : \$163 millions en 2000/01	10% du total : \$109 millions en 1999 ; jusqu'à \$333.3 millions selon d'autres estimations. Principale source de financement des bonnes œuvres (70%)		Education, santé et services sociaux
<b>Inde</b>			96% des ménages urbains appartenant aux classes moyennes et supérieures donnent aux bonnes œuvres un total de \$338.6 millions.	21 % pour les "secours aux victimes de catastrophes". La plupart des versements individuels vont à des organisations religieuses.
<b>Indonésie</b>		\$11.53 millions en 2001	Fondés sur la tradition musulmane de la <i>Zakat</i> , qui concerne 2.5% de l'épargne annuelle. Essentiellement destinés aux organisations religieuses.	Services sociaux : 34.1 %; Education : 25.4 % L'essentiel des dons individuels va à des institutions religieuses.
<b>Japon</b>	Création depuis 1998 d'environ 3,500 NPO ; depuis 1991, le nombre de fondations nouvellement créées qui octroient des subventions diminue	\$1.14 milliard (dont 64% en argent et 36% en travail bénévole).	Prendent surtout la forme des <i>chonai-kai</i> (groupes communautaires), qui ont recueilli \$150 millions	
<b>Corée</b>	4000 dont 89 fondations sont liées à des sociétés et qui font des subventions. Types : sponsorisées par des sociétés financées par le gouvernement.	En 1995, le budget totalisait \$410 millions, en augmentation de 22.5% sur 1994.	Selon une étude, 10.8% des contribuables ont bénéficié de très modestes déductions fiscales. 63% ont déclaré avoir donné une moyenne de US\$197.95 à des organisations caritatives en 1999.	Les dons individuels vont à la protection sociale et à l'éducation. Ceux des entreprises vont à leurs institutions médicales et culturelles (86.5%), à la protection sociale (4.9%), à l'éducation (4.3%), aux bourses et à la recherche (4.3%).
<b>Philippines</b>		En 1994, 92 sociétés ont versé \$13.14 millions (soit une hausse de 77.5% par rapport à 1992).	Pas d'information documentaire, mais l'essentiel des dons monétaires personnels est destiné aux églises	Religion. Besoins des communautés. Trois principales affectations en 1994 : Education – 18%; Développement économique – 16%; Santé – 11%
<b>Taiwan</b>	3,014		Surtout destinées aux membres de la famille et à des relations proches.	Culture et éducation (70.6%), protection sociale (15.9%), santé (4%). Les individus donnent à leurs familles et surtout pour des motifs religieux.
<b>Thaïlande</b>				Surtout au temple bouddhiste local ou par son intermédiaire. Les principales affectations sont l'action sociale locale, l'éducation et la santé
<b>Vietnam</b>	200 en juillet 2001. Types : la plupart sont coordonnées par des organisations sociales et aident les communautés locales.			La plupart sont destinés aux communautés locales, en particulier pour aider les pauvres.



## ANNEXE D

### LE RÔLE DES FONDATIONS DANS LA COOPÉRATION ESPAGNOLE

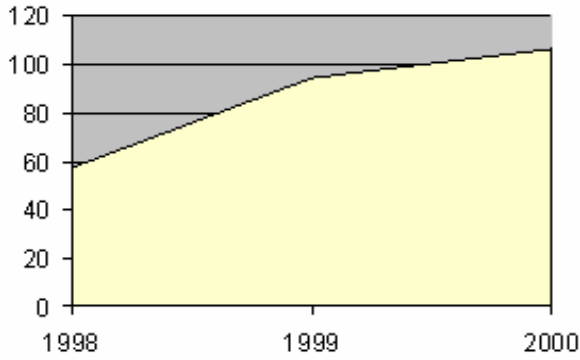
Par Carlos Asenjo Ruiz, enseignant au département économique  
de l'université autonome de Madrid

La coopération internationale fait partie de l'activité habituelle des fondations espagnoles. Selon des recherches récentes, plus de 10% d'entre elles sont engagées dans la coopération au service du développement. En outre, on estime qu'en 2000 les fondations espagnoles ont apporté 106 millions d'euros aux pays en développement, soit 12.8 % de plus que l'année précédente. Bien que les ONG restent la principale source privée de la coopération espagnole, les fondations jouent également un rôle important en assurant 38.1 % du total des flux financiers privés. Les autres intervenants sont des sociétés, des banques et des caisses d'épargne.

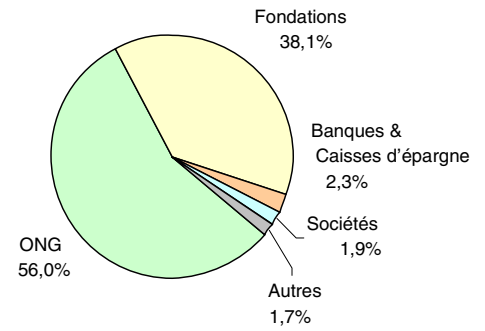
La plupart des fondations espagnoles entreprennent des actions de coopération en Amérique latine et beaucoup concentrent leurs efforts sur cette région, qui a représenté, en 2000, 38.7 % de leurs dépenses. La seconde principale région bénéficiaire est l'Asie, avec 22.3 % des flux ; cela s'explique surtout par l'aide de plus de 10 millions d'euros que la *fondation Vicente Ferrer* a accordée à l'état indien d'Andhra Pradesh. L'Afrique sub-saharienne a reçu 11.4% des flux car certaines des plus grandes fondations espagnoles y opèrent, par exemple *Ayuda en Acción* et *Intermon-Oxfam* ; le Moyen-Orient et l'Afrique du nord ont été destinataires de 7.9% des fonds ; le solde de 19.9 % n'a pas été ventilé par région géographique.

Parmi les objectifs des fondations figure le souhait de se consacrer aux parties les plus vulnérables de la population ; néanmoins, la diversité sectorielle est marquée et il est fréquent que les fondations ne la précisent pas. Parmi les secteurs indiqués spécifiquement, le plus concerné est la *santé* qui bénéficie de plus d'un tiers du total des financements spécifiquement mentionnés, largement du fait des versements de la fondation *ANESVAD*. Les autres secteurs importants sont l'*éducation* (10.3 % des aides spécifiées), l'*Etat et la société civile* (9.7 %), l'*approvisionnement en eau et les installations sanitaires* (6.8 %), les *secours d'urgence* (6.8 %), et l'*aide alimentaire* (6.7 %).

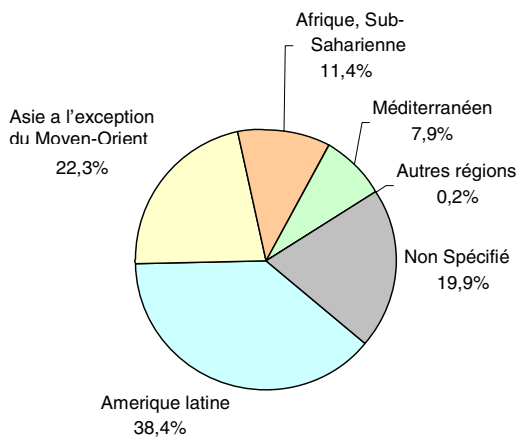
Evolution du montant des fonds affectés par les fondations aux pays en développement (millions de \$)



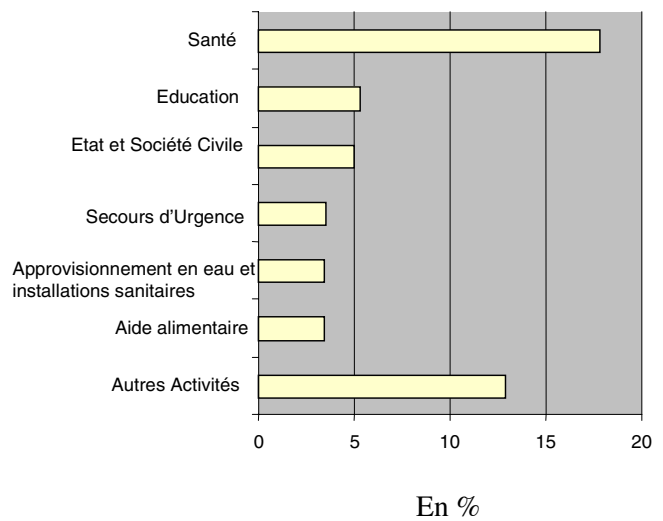
Le secteur privé participant à la coopération espagnole



Répartition régionale des envois de fonds



Répartition sectorielle des envois de fonds



LES ÉDITIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16  
IMPRIMÉ EN FRANCE  
(00 2003 3D 2 P) – n° 82318 2003



# **Fondations philanthropiques et coopération pour le développement**

[www.oecd.org](http://www.oecd.org)